★

ES

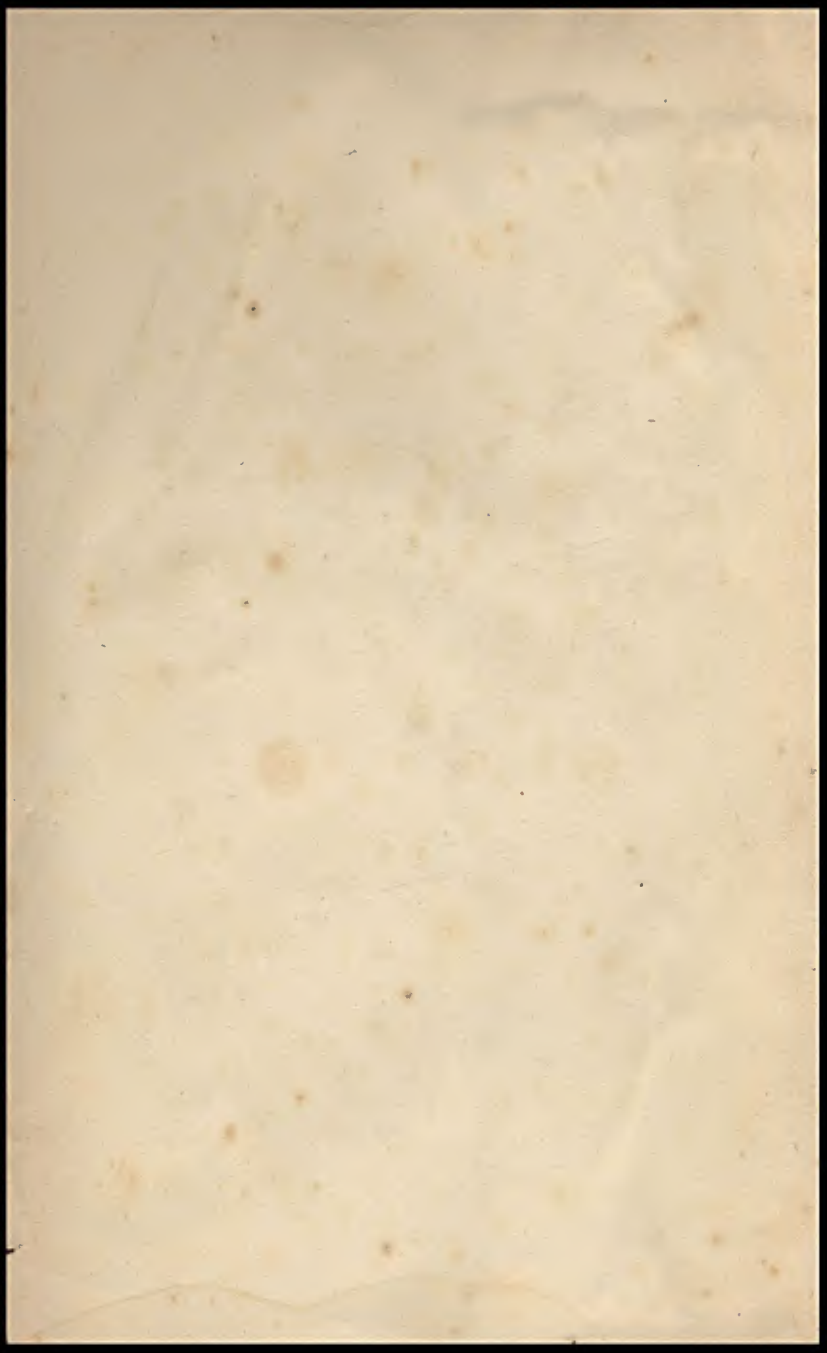
MORTELS ”

LA

ON RUSSE

CEVEM
LX
1256

RIS
PAYOT & Cie
D SAINT-GERMAIN
—
917



LES
"DANGERS MORTELS"
DE LA
RÉVOLUTION RUSSE

★ ★ ★

LES

"DANGERS MORTELS"

DE LA

RÉVOLUTION RUSSE

PARIS
LIBRAIRIE PAYOT ET Cie
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 106

1917

Tous droits réservés

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Copyright, 1917, *by* Payot et Cie

AVANT PROPOS

Le 10 juillet dernier, le *Correspondant* publiait une étude sur la question agraire en Russie, qui débutait ainsi :

« La Révolution russe, à peine éclose, a voulu établir qu'elle entendait dépasser en radicalisme, sinon en violence, celle de 1789 à 1800. La Révolution française a supprimé ou fondu les classes sociales, elle a amené un énorme déplacement de la propriété foncière, mais elle en a laissé le principe à ce point intact, qu'en ce qui la concerne, le Code Civil d'aujourd'hui n'est guère que la reproduction de l'ancienne coutume de Paris commentée par Pothier. En Russie, c'est le principe même de la propriété foncière qui est en cause. Dans le chaos de projets échappés presque subitement de l'outre d'Eole crevée entre le 12 et le 16 mars de cette année, il y en a trois qui ont pris assez de corps pour être déjà l'objet d'études au sein de commissions instituées par le Gouvernement provisoire, ou même d'exécution partielle. Ce sont : l'application subite du principe électif, dans un pays où ce mode de sélection n'était jusqu'à présent qu'un leurre, à des fonctions que jamais un grand Etat n'avait osé lui confier, sur des bases d'une lar-

d'hommes d'Etat de nuances diverses récemment prononcés, et de correspondances de province; mieux peut-être que dans une exposition didactique, le lecteur y saisira sur le vif les jugements que six mois de Révolution suggèrent à des Russes conscients de ce qu'ils ont fait ou laissé faire, et la mentalité qu'elle a créée au sein de la population et de l'armée.

Il y trouvera aussi les éléments d'analyse de ce singulier amalgame de naïve passivité chez ceux-ci, d'imprévoyant idéalisme chez ceux-là, d'audacieuse rouerie chez d'autres, grâce auquel, en quelques jours, du 12 au 20 mars 1917, une émeute de la faim est devenue une révolution politique, celle-ci un cataclysme social, et le tout ensemble a amené un déplacement très grave des conditions dans lesquelles se déroulait depuis trois ans la guerre mondiale.

L' AUTEUR.

Octobre 1917.

I

LA QUESTION AGRAIRE

ET

LA SUPPRESSION PROJETEE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

I

A première vue il y a quelque chose de plus que paradoxal dans ce fait que la question agraire, prétendument basée sur la pénurie de terre, soit posée dans la forme aiguë précisément dans celui des pays de l'Europe où le sol est le plus abondant et la population la moins dense. La Russie d'*Europe* (dans celle d'Asie, où la propriété seigneuriale est complètement absente, ce sont les hommes qui manquent au sol), couvre, disent les dictionnaires, une superficie de 5.390.000 kilomètres carrés avec une population de 107 millions, ce qui donne tout juste 20 ha-

bitants au kilomètre carré; même si l'on défalque les trois provinces septentrionales d'Arkhangelsk Olonets et Vologda, glacées, marécageuses, avec une superficie totale de 1 283 000 kilomètres carrés et une population de moins de 2 habitants au kilomètre carré, on obtient pour la Russie d'Europe agricole 4 107 000 kilomètres carrés pour 104 600 000 habitants, soit 25 habitants au kilomètre carré. Et la question agraire, basée sur la pénurie de la terre, se présenterait avec une acuité telle qu'on ne lui trouve d'autre remède que la confiscation générale, le « grand soir » agraire, alors qu'il n'en est pas question en Belgique, où 29 456 kilomètres suffisent à 7 517 000 habitants soit 255 habitants au kilomètre carré! Ceci fournirait l'axiome suivant: « L'étendue de terre suffisante à 10 hommes est insuffisante pour un. »

Pourtant les effets d'apparence les plus paradoxaux ont des causes. Parmi les plus certaines, je mentionnerai les suivantes:

1° Si la fertilité, pour plus de moitié de ce colossal espace, est presque prodigieuse (la *Terre noire*) et pour le reste non inférieure en somme à celle du Berry, de la Bretagne ou de l'Orléanais, —le climat est tellement rigoureux que, pendant

quatre à sept mois de l'année selon les régions, les travaux des champs sont entièrement suspendus, le paysan ne trouvant pas l'emploi rémunérateur de son temps, et tellement inégal qu'à moins de soins et d'améliorations dont l'immense majorité des cultivateurs petits et grands ne se doutent pas ou ne veulent pas se douter, la sécheresse dans la « terre noire », l'excès d'humidité par ailleurs, amènent périodiquement des récoltes déficitaires ou nulles.

2° On sait tout ce qu'il entre dans « l'âme russe » d'insouciance de l'avenir, de répulsion pour l'effort méthodique, persévérant et par suite d'engouement pour les solutions simplistes et extrémistes, dans un sens ou dans l'autre. Ces particularités du caractère national se sont traduites, depuis les temps les plus reculés jusqu'aux jours récents, par l'adoption et la conservation de méthodes ou de traditions que les écrivains russes ont longtemps défendues et prônées comme « nationales» , alors que toutes ont été suivies, puis rejetées par les autres nations au cours de leur évolution de la barbarie primitive à la civilisation ; toutes ces méthodes concourent d'ailleurs au gaspillage le plus complet des ressources du sol et du vrai capital de l'homme, qui est son

travail et l'accumulation de ses efforts. De là la persistance jusqu'à présent, de procédés de culture et d'exploitation du sol que feu Triptolème eût déjà reniées. De là, la conservation, depuis le légendaire Rurik jusqu'à ces tout derniers temps, d'un régime politique rudimentaire, le despotisme illimité, basé avant tout (cela n'a pas besoin de démonstration) sur l'ignorance et la misère *voulues* des masses populaires.

3° Ces mêmes particularités du caractère national, l'aptitude à l'effort subit, parfois héroïque, mais bref, et l'aversion pour l'effort persévérant, ont développé, aussi bien dans le peuple que dans ses maîtres, la tendance irrésistible vers *l'extension* aux dépens de *l'intensification*. De même que, depuis Georges Dolgorouki, le fondateur de Moscou, jusqu'à Nicolas II, tous les maîtres de la Russie ne se sont jamais souciés que de « rassembler la terre », c'est-à-dire d'étendre indéfiniment leur domaine, au lieu de le mettre en valeur (la Russie d'Europe, juste dix fois plus étendue que la France, a dix fois moins de routes bâties), de même l'immense majorité des Russes, surtout les paysans, considèrent encore les biens de ce monde non comme des choses que l'on *produit*, mais comme des choses que l'on acquiert

toutes prêtes. De tout temps le moyen simpliste d'acquérir a été de prendre.

4° Ce sont ces mêmes caractères spécifiques de « l'âme russe » qui expliquent le maintien, jusqu'en 1906, d'un mode barbare de tenure du sol, adapté à des temps où les espaces cultivables étaient pratiquement illimités, puisqu'il en restait toujours d'incultivés, mais qui, avec l'augmentation fabuleuse de la population de la Russie d'Europe (elle est plus que septuple de ce qu'elle était au temps de Pierre le Grand), jointe à une industrialisation insuffisante — dont je reparlerai — devait amener à la fois une répartition vicieuse et, dans certaines localités et certaines conditions, un resserrement réel suffisant pour permettre aux partisans *a priori* de toutes les variétés de « grand soir » de généraliser et d'étendre à tout l'empire des souffrances locales, mais indéniables.

5° Enfin ces vices dans les formes de la tenure du sol et ces souffrances réelles, plus souvent supposées, encore plus souvent volontaires, en tout cas guérisables bien plus aisément que dans les pays à population dense, ne pouvaient manquer de se transformer en Russie, comme ailleurs d'autres « injustices sociales », en trem-

plin politique au profit de l'éternel: « Ote-toi de là que je m'y mette » .

Seule une exposition, que je tâcherai de rendre aussi succincte que possible, des formes de cette tenure du sol et des modifications, les unes riches de graves erreurs, les autres judicieuses mais trop récentes pour avoir pu produire tous leurs effets, que de 1861 à nos jours le régime impérial y a apportées, permettra au lecteur de se rendre compte de la situation, des remèdes qu'elle comporte, comme de la valeur de ceux que l'on projette actuellement: d'ailleurs la crise agraire actuelle n'est que la rechute, très aggravée, de celle que subit la Rusie, en 1905-1906, à la suite de la guerre japonaise, et à la solution ou à l'allègement de laquelle, par voie législative, l'auteur de cette étude fut obligé d'appliquer son attention.

II

Jusqu'en 1861, les modes de tenure et d'exploitation du sol en Russie étaient d'une simplicité antique; je parle de la vraie Russie, dans les limites de Pierre le Grand, car dans les territoires de la république de Pologne et les pro-

vinces baltiques, la tenure du sol différait sensiblement et, par suite, la crise agraire ne s'y est jamais manifestée que par ricochets sporadiques. J'y reviendrai. Toute la terre russe était propriété soit de l'Etat, soit de la maison impériale (apanages et « terres du Cabinet ») , soit des églises, des monastères, soit enfin de la caste dite noble. J'emploie à dessein le correctif « dite » : tandis qu'en Pologne, ou en Pays baltiques, la conception de noblesse était intimement liée à celle de chevalerie, chargée principalement, ou uniquement (en Pologne), de la défense de la patrie commune, la classe correspondante russe n'a jamais porté d'autre nom que « dvorianstvo » de « dvorianine » (courtisan du prince). Ils deviennent « pomiechtchiki » parce qu'ils occupent des pomiestïa (investitures). Quant au peuple agricole, il était lui-même propriété de la propriété (du domaine) comme dans le reste de l'Europe féodale. Puis, grâce aux aggravations successives de Boris Godounov et de Pierre le Grand, propriété du propriétaire même, qui le vendait à la pièce selon son bon plaisir. Le domaine était, par la volonté toujours modifiable du propriétaire, divisé en deux parties:l'une était concédée non aux chefs de famille individuellement, mais à leur

collectivité (le célèbre *mir*) qui les répartissait périodiquement entre les familles au prorata de leurs membres mâles et adultes (les « âmes »); l'autre était réservée au seigneur qui la faisait cultiver à son profit exclusif, gratuitement, par ces paysans-serfs, à la corvée. Cette réserve était tantôt beaucoup plus, tantôt beaucoup moins étendue que la « terre paysanne » selon le nombre d' « âmes » dont il fallait assurer la subsistance, d'où ce contresens (à noter) que fréquemment la réserve du seigneur était d'autant plus étendue qu'il disposait de moins « d'âmes » pour la cultiver.

Pour tirer parti de leur réserve, les « pomiechtchiki » recouraient à deux moyens: ou bien ils la faisaient cultiver à leur profit sous la direction d'un intendant, le plus souvent un « staroste » (aîné) pris parmi ses serfs eux-mêmes, et réalisaient les récoltes; ou, très fréquemment, ils en abandonnaient l'exploitation au *mir* lui-même qui leur payait une redevance ou « obrok ». Ce dernier système était surtout employé par les absentéistes, dont le nombre ne fit que croître, jusqu'à former la grande majorité, à partir de Pierre le Grand. Pour ce génial despote, comme pour tous ses successeurs, y compris le dernier, l'organisa-

tion de l'Etat et de la nation, toute la politique intérieure, étaient concentrées vers un but unique: étendre jusqu'aux limites dernières, puis maintenir leur pouvoir illimité, leur droit de propriété, avec le *jus utendi et abutendi*, sur la Russie, indéfiniment agrandie, envisagée comme le « pomiestie » octroyé à la famille régnante par Dieu lui-même. Essentiellement copiste de l'Occident, Pierre le Grand, qui avait eu, et ses prédécesseurs encore plus, non moins de difficultés avec ses boïars que les Valois et les deux premiers Bourbons avec leur noblesse, sut mettre à profit ses visites à la cour de Versailles et adopta le système perfectionné par Louis XIV, — détourner la noblesse de la terre, l'attirer à la cour ou au service, l'émasculer dans une pompeuse dépendance, la ruiner en lui imposant le faste par l'exemple, la rendre étrangère ou même odieuse au peuple, et transformer la rivale en servante à l'affût des grâces. Nicolas I^er^ imposa même à tout noble, sous peine de perte de ses privilèges, dix ans de service militaire ou civil qui, généralement, n'était que de la figuration.

Cet absentéisme trop généralisé, avec délégation à quelque intendant rapace, ou *staroste* illettré, des droits du barine (maître) et de ses

devoirs moraux de patronage, ne pouvait pas, dès lors, ne pas créer, chez ces paysans, la désaffection, et leur faire considérer cet inconnu pour lequel ils travaillaient comme un parasite ou un « vampire», tandis que, d'autre part, partout où le *mir* cultivait la réserve seigneuriale contre redevance, ils s'habituaient à confondre cette réserve seigneuriale avec la leur propre, et son retrait, à fin de faire valoir direct, leur faisait l'effet d'une spoliation. Les paysans serfs traduisaient volontiers cette idée en disant aux barines: « Nous sommes vôtres, mais la terre est nôtre. »

Quant au métayage, il est inconnu dans la Russie au point de n'être pas mentionné par le Code civil; et le louage à bail de fermes entières, à la française, très usité dans l'Occident à culture polonaise, était assez peu pratiqué pour que le chapitre correspondant du Code se limitât à quatre articles.

Tel était, *grosso modo*, le système de tenure du sol en 1861, au moment de l'abolition du servage.

III

L'acte du 19 février 1861, par lequel furent supprimés le servage et la corvée et créée la pro-

priété paysanne, est loin de mériter les épithètes grandiloquentes et les superlatifs dont les publicistes d'Occident se sont plu à le couvrir depuis plus d'un demi-siècle. Il n'améliora pas, à vrai dire, la condition matérielle du moujik, en le libérant d'une condition avilissante. Pour le reste, la « magnanimité » consistait essentiellement dans un déplacement de despotisme. L'autocrate lui-même n'y perdit ni une parcelle de son pouvoir, ni un hectare de ses domaines propres, ni un rouble de ses ressources ou de celles de l'Etat. La liquidation du statut ancien devait porter sur trois points:

1° Suppression et remplacement de l'autorité administrative, judiciaire, policière du seigneur qui, jusque-là, servait au tsar de policier, de juge de paix, de collecteur d'impôts et de recruteur gratuit; toutes ces fonctions furent dévolues au *mir* lui-même constitué en communes rurales, sans aucun contact avec l'ancien seigneur, qui ne relevait que des autorités centrales du district, le *mir* étant, d'ailleurs, placé sous le contrôle presque omnipotent, d'abord d'un « arbitre » élu par la noblesse, puis d'un « chef terrien » nommé par l'administration (sous Alexandre III).

2° Suppression de la corvée, en remplaçant

pour la culture des terres seigneuriales qui, à cette époque, formaient plus de la moitié de la propriété privée, le travail servile par le travail salarié. Pour ce faire, on recula de deux ans l'expiration de la corvée obligatoire. Presque dans le même temps, le Brésil, en supprimant l'esclavage, répartit la liquidation du travail servile par annuités sur près de quarante ans et, par là, sut éviter toute crise de main-d'œuvre agricole. Il en fut autrement en Russie. Tandis que, dans l'Ouest polonais ou polonisé, les seigneurs, tous résidant dans leurs domaines, profitaient du délai de deux ans pour s'organiser en vue du travail salarié et résistaient sans grandes difficultés à une crise de main-d'œuvre passagère, les absentéistes russes se sentirent débordés et renoncèrent pour la plupart à fonder des exploitations agricoles, munies de l'outillage et des attelages indispensables, et recoururent à la location de leurs champs aux paysans eux-mêmes dans des conditions que j'expliquerai.

3° Enfin, création de la propriété foncière paysanne. La tâche fut courageusement résolue par Alexandre II, malgré la vive opposition de ceux qui proposaient de donner aux paysans la liberté gratuite, en réservant le droit de propriété sur

tout le sol à l'ancien seigneur, ce qui aurait fait de la Russie une gigantesque Irlande; il reconnut le *mir* propriétaire du sol qui, au 1er janvier 1857, avait été de fait cultivé par les paysans à leur propre profit. Pour indemniser les anciens seigneurs de la perte à la fois de cette propriété et de la corvée, les paysans devaient leur payer, par l'intermédiaire de l'Etat, une redevance répartie, amortissement compris, sur une quarantaine d'années. Le taux de cette « indemnité de rachat » fut assez modéré en comparaison de la valeur réelle des avantages perdus, surtout parce que cette réforme coïncida avec l'établissement de lignes de chemins de fer nombreuses qui, très rapidement, doublèrent ou triplèrent le prix des céréales et le revenu net de la terre.

Toutefois, le législateur de 1861 commit trois fautes impardonnables qui lui furent promptement, mais en vain, signalées par les gens clairvoyants et sur lesquelles je dois m'appesantir parce qu'elles ont été principalement, l'une la cause, l'autre encore plus le prétexte de cette menaçante crise agraire, à vrai dire ouverte depuis quinze ans; et la troisième lui donne ce caractère sismique que prennent tous les mouvements d'une foule gigantesque et compacte.

La première faute fut le maintien obstiné de la communauté du sol entre tous les membres du *mir*, avec répartition, tantôt fréquente, tantôt rare et plutôt théorique, au gré de la majorité, de tous les champs cultivés et des prés, avec communauté absolue des pâturages et parcours. Les vices de ce système, inlassablement mais vainement critiqué pendant un demi-siècle, sautent aux yeux de tout homme un peu au courant des lois de l'agriculture.

Celui qui les domine ou les engendre tous est la précarité de la jouissance. Alors que l'agriculture repose tout entière sur une série de placements de main-d'œuvre, de matières ou d'argent, dont le rendement et la rémunération sont toujours éloignés,parfois d'années nombreuses, le communautaire est toujours tenté, souvent forcé, de se limiter lui-même à des efforts d'un rendement immédiat. D'autre part, ce système ayant pour effet d'exaspérer la tendance à l'égalité *de fait* absolue, on égalisait non seulement en quantité mais en qualité, et, dans chacune des trois soles (l'assolement triennal des Géorgiques), on attribuait à chaque chef de famille un nombre divers de parcelles parfois distantes de plusieurs kilomètres l'une de l'autre — lorsque, ainsi qu'il ar-

rive communément au pays de terre noire, le village comporte plusieurs centaines de feux. Au point de vue de la composition du sol, de la profondeur de la couche arable, de la perméabilité, de l'exposition,de la déclivité,tout le monde devait être également loti. On y arrivait, à l'aide d'une ingéniosité incroyable chez ces illettrés, mais à quel prix! J'ai vu les plans de communes où un lot total de 4 hectares était divisé en quatre-vingt-dix parcelles; j'ai vu, de mes yeux, le paysan herser indéfiniment en long sans même essayer en travers, et au bout de sa bande dételer son bidet, soulever la herse sur son dos et réatteler, pour ne pas piétiner ou herser les voisins qui avaient déjà semé. Ajoutez le pacage et le parcours communs après la récolte, le résultat est : personne n'est maître de son travail, et comme dans les ateliers où règnent certaines règles adoptées par les organisations ouvrières, l'effort des plus capables est rabaissé au niveau des moins capables. A quoi peuvent mener de telles conditions de tenure du sol, on s'en doute, et j'en donnerai plus loin quelques exemples.

La *deuxième* très grande faute du législateur de 1861 a été celle-ci: Nous avons dit que les paysans, en compensation du droit de propriété

sur la terre qu'ils cultivaient, surtout du travail gratuit qu'ils fournissaient au seigneur, devaient payer par voie d'annuités une indemnité de rachat. Des agrariens trop retors suggérèrent à Alexandre II la clause suivante: le propriétaire gardait le droit, en renonçant à toute indemnité, de ne distraire au profit du *mir* qu'un tiers des terres dont celui-ci jouissait jusque là, en joignant les deux autres tiers à son domaine réservé. La très grande majorité des « barines » ne profitèrent pas de cette clause, quelques-uns parce qu'ils désiraient trouver dans l'indemnité (tel était son but avoué et justifié) le moyen de monter leur exploitation agricole, à laquelle jusque là le *mir* fournissait tout, sauf le cheptel; la grande masse, pour aller inonder de ce Pactole éphémère tous les lieux de plaisir d'Occident. De cette époque, qui coïncide avec l'établissement du réseau ferré, date l'immigration, depuis ininterrompue, temporaire ou prolongée, des Russes en Occident (1), où, jusque là, on ne connaissait que la légendaire prince russe, rival du mylord. Il arriva même mieux: nombre de *mirs,* effrayés par la perspective de paiement en espèces à un moment

(1) Plût à Dieu qu'il y eût eu réciprocité : bien des malentendus eussent été évités.

où, comme dans tous les pays primitifs, l'abondance des produits côtoyait l'extrême pénurie de numéraire, incapables de calculer que, grâce à l'abolition de la corvée, la location de leurs bras ou leur emploi leur vaudraient trois ou quatre fois le montant de l'annuité, réclamèrent eux-mêmes à leurs seigneurs, comme une faveur, l'adoption de ce mode de liquidation.

Le résultat fut ce qu'il devait être. Un tiers de l'ancien territoire du *mir* ne suffisait pas à nourrir les familles. Avec l'accroissement prodigieux de la population 1,6 pour 100 en 1907, au dire de l'illustre Mendeleïev (2) vers 1906 dans les provinces de terre noire, où la fertilité du sol justifiait de faibles étendues,les familles étaient réduites à deux tiers, jusqu'à un quart d'hectare. Que faire? Louer la terre du seigneur, sa réserve d'autrefois et la terre paysanne perdue, non à long bail (pour le bon Russe, ce serait tenter Dieu que de regarder si loin) mais à l'année, pour une récolte, l'année de jachère ne comptant pas.

Cependant, tandis que l'annuité de rachat ne dépassait guère, dans les terres noires, trois roubles par an, la hausse du prix des céréales s'ac-

(2) Voy. *K poznaniiou Rossii* (pour connaître la Russie), un chef-d'œuvre sans pareil, je crois, en France, par sa clarté, sa richesse, et sa brièveté. Saint-Pétersbourg, Souvorine, 1907.

centuait sans cesse et, la concurrence aidant, le prix de location de la désiatine (6 pour 100 de plus que l'hectare) montait jusqu'à arriver vers 1907 (au dire de M. Ermolov, longtemps ministre de l'agriculture) dans la province de Riazan, à terre noire, avec un climat trop rude pour le froment, à 36 roubles payés d'avance, pour une récolte de seigle. Or, la culture paysanne ne permet guère, dans les années moyennes, de rendement au-dessus de 100 pouds (16 quintaux) à l'hectare, à 50 kopeks habituellement soit, déduction faite de la semence, 45 roubles. En somme, le paysan locataire pouvait espérer 20 pour 100 de bénéfice pour son travail et les risques d'unc récolte nulle, par suite de sécheresse absolue; cela arrive au moins une fois par décade (en 1905 et 1906, deux fois de suite).

On peut se douter de l'état d'âme de ces moujiks au moment où ils payent d'avance 36 roubles l'hectare pour ensemencer une terre que leurs pères ont cultivée en temps de servage à leur profit personnel, et qui, sans cette « clause à la Shylock » leur appartiendrait gratuitemenet depuis l'expiration de l'amortissement des indemnités de rachats (vers 1900).

Toutefois, si l'on se reporte aux chiffres four-

nis lors des grandes discussions auxquelles la réforme agraire de 1906 donna lieu au sein des Chambres russes, on compte que le nombre de ces *tretiaki* (ou tertiaires) comme on les appelle, ne dépassait pas alors, dans toute la Russie d'Europe, 2 millions de familles sur un total de 22 millions, presque exclusivement dans le centre. C'était largement suffisant pour légitimer l'intervention de l'Etat, et la concession à ces malheureux, autrefois trompés par l'Etat lui-même, de terres nouvelles: à quoi une colonisation intelligente vers l'Est, fertile et à peu près vide d'habitants, l'utilisation des biens de main-morte, l'acquisition de gré à gré à fin de morcellement de domaines privés, eussent certainement suffi. Ce n'était pas une raison suffisante pour légitimer une mesure aussi périlleuse que l'expropriation générale, étendue aux dix onzièmes où elle ne se justifiait pas. Mais c'était un excellent *prétexte*. Presque tous les grands « chambardements » s'appuient sur des abus parfois tout à fait isolés, mais habilement généralisés.

La *troisième* faute, non moins funeste, de la réforme de 1861, fut le maintien, intact, de la *caste* paysanne comme telle. De même que l'on

accordait au paysan la terre et la liberté, le bon sens paraissait indiquer une mesure toute simple : faire du paysan un citoyen comme les autres, et un propriétaire sur la base de l' « uti possidetis ». C'était trop simple, et le Tsarisme n'a jamais vu le bon sens d'un œil favorable, encore moins « les bureaux ». Le maintien de la caste comportait : l'exclusion de l'application du Code civil au profit de la « coutume », nulle part écrite jusqu'à ce jour, établie pour chaque cas par des « experts » illettrés, les sources étant habituellement... un baril de vodka. Une commune, une municipalité, une police, un tribunal civil et correctionnel composés de paysans, également illettrés, assistés d'un « écrivain » imposé par l'administration, absolument incompétents à l'égard de tout habitant étranger au *mir;* l'application, jusque vers 1910, des châtiments corporels, des prestations en nature (charrois, voirie), exclusives aux paysans; le droit exorbitant du *mir* de déporter administrativement en Sibérie quiconque lui déplaisait soit par ses vices, soit par ses vertus. Pour couronner le tout, — au grand plaisir des fonctionnaires (c'était peut-être la raison des raisons), qui au lieu d'établir 800 cotes de contribution foncière et autant de con-

traintes n'en établissaient qu'une, — arrivait la responsabilité collective du *mir* pour le versement des impôts : le laborieux, l'économe, le sobre payant pour le fainéant, le prodigue ou l'ivrogne. Au « starchina » et aux « starostes » de se débrouiller, à l'aide de prières, saisies ou râclées au choix, — le fonctionnaire ne dressait qu'une quittance.

Voici les réflexions que m'inspirait ce système, il y a plus de douze ans (1). Je réimprime :

En dehors de ces conséquences ruineuses au point de vue économique, toute cette organisation offre un terrible danger social. En constituant ainsi toute la masse paysanne en caste hermétiquement fermée, en la soustrayant jalousement au contact des autres classes et, par une politique plus rouée que sage, en entretenant ses défiances, ses jalousies, les vagues espoirs d'expropriations nouvelles aux dépens des anciens seigneurs, on a cru peut-être assurer le régime autocratique contre toute entreprise des classes intelligentes, que cette masse pourrait écraser sur un signe d'en haut. La combinaison peut être efficace aussi longtemps que le paysan adorera le tsar comme un Dieu, qu'il obéira aveuglément à ses « tchinovniks », qu'il considérera les propagandistes révolutionnaires comme des blasphémateurs, qu'il trouvera naturel de ne jamais s'élever au-dessus de sa condition, enfin qu'il ne se sera pas rendu compte que le libérateur de 1861 ne l'a soustrait au servage seigneurial que pour le soumettre au sien propre. Le jour peut venir où tout cet

(1) « La crise constitutionnelle en Russie », le *Correspondant*, 10 janvier 1905, et Lemerre, même année.

échafaudage de croyances et d'illusions s'effondrera, où il en restera ce qui reste, au matin, des rêves de la nuit. A sa place, il n'y aura rien : ni l'attachement inéroyable du paysan occidental à son champ amoureusement fécondé et arrondi, ni les mille petits liens invisibles qui, dans une société insensiblement étagée, relient l'humble laboureur aux riches et aux puissants, ni le sentiment civique, ni la confiance, modératrice de l'envie, qu'il peut, comme tout autre, s'élever graduellement en bient-être, en influence et en considération.

Ce jour-là on se trouvera en face d'un océan d'êtres impersonnels, longuement dressés à ne vouloir et à n'agir qu'en masses, qui d'un seul mouvement de houle peut tout noyer, submerger la noblesse, la bureaucratie et l'autocratie elle-même.

Le jour annoncé avait eu son aurore en 1906 — il semble bien qu'il luise de toute sa splendeur depuis mars 1917.

IV

Le lecteur n'a pas oublié les troubles qui suivirent la guerre japonaise : la grande grève terminée par le manifeste du 30 octobre 1905, et l'entrée en scène au printemps de 1906 du pseudo-parlement que constituaient la Douma et le Conseil de l'Empire transformé en Chambre Haute. C'est alors que surgit, d'une manière vraiment menaçante, la question agraire. Ainsi

qu'il arrive souvent des questions sociales, elle dut son apparition officielle avant tout à des causes politiques. Si, au contraire de tous les autres pays, les partis avancés furent obligés d'établir leur tremplin non sur des questions ouvrières et industrielles, mais sur une question essentiellement paysanne, c'est que le tsarisme lui-même les y avait invités. Ainsi qu'on l'a déjà dit dans ce recueil même, les imprudents conseillers de Nicolas II lui avaient persuadé d'assurer dans la loi électorale, par diverses malices cousues de fil blanc, la prédominance à des députés paysans, dans l'espoir de les voir s'agenouiller pieusement devant le trône pour lui demander sa bénédiction, lui donner *satisfecit* du passé et carte blanche pour l'avenir. La tentation était trop grande pour les partis avancés de s'assurer ces 200 voix (sur 500) par l'appât irrésistible de la terre. C'est ainsi que la question agraire devint subitement non pas l'une des questions, mais la question dominante. Aussi la dissolution de cette première Douma fut-elle immédiatement suivie d'un essai de véritable Jacquerie qui s'étendit un peu sur toute la Russie centrale, amena le pillage et la destruction de 3000 exploitations agricoles seigneuriales, et fut

réprimée et arrêtée avec la plus grande facilité, aussitôt que son effet réfrigérant sur les visées libérales dont la classe des « pomiechtchiki » paraissait elle-même infectée, fut dûment constaté. Comme épilogue, paraissait le 9/22 novembre 1906, pendant l'intervalle entre la dissolution de la première Douma et les élections à la seconde, un oukase-loi, édicté en vertu de l'article 87 de la Constitution, qui apportait à toute la structure de la vie paysanne instaurée en 1861 des modifications profondes. Déposée sur le bureau des Chambres à fin de confirmation, ainsi que l'exigeait la Constitution, cette loi y fut l'objet de discussions prolongées qui occupèrent deux sessions et fut enfin adoptée à une majorité minime; ses adversaires, aussi nombreux à droite qu'à gauche, tenaient au maintien de la propriété communautaire, les premiers parce qu'elle était la « tradition », les derniers parce qu'elle était la « formule de l'avenir ». Concilie qui pourra.

L'économie générale de cette loi est la suivante. Dans toutes les communes où il n'y a pas eu de répartition nouvelle de tout le sol depuis douze ans, tout chef de famille est reconnu propriétaire du terrain qu'il possédait au jour de la promulgation de la loi, avec *droit d'aliénation*,

et la communauté de biens est légalement dissoute. Dans les communautés où des répartitions nouvelles ont été accomplies depuis un temps plus rapproché (un peu moins de moitié du nombre total des *mirs*), la propriété communautaire subsiste provisoirement, mais tout chef de famille acquiert le droit individuel de sortir de la communauté et de se faire attribuer la propriété quiritaire de son lot. Enfin, chaque paysan, une fois devenu propriétaire, a le droit de réclamer de la commune qu'en échange des nombreuses parcelles qu'il cultivait jusque là, il lui soit attribué et délimité dans les mêmes conditions de valeur, sinon d'étendue, un lot compact.

Cette loi, non exempte de défauts de détail nombreux que je n'ai pas le loisir d'examiner, avait pourtant ce mérite de mettre fin progressivement à deux des vices, les plus gros d'inconvénients économiques, du régime précédent : l'instabilité de la possession et le morcellement exagéré. Dans l'application, elle fut vigoureusement appuyée de tous les moyens plus ou moins délicats dont dispose l'administration, et dès avant que la loi de 1906 eût été confirmée par les Chambres, plus de deux millions de chefs de familles avaient déclaré vouloir en profiter. Sto-

lypine, son principal inspirateur, qui aimait les formules lapidaires et qui aimait surtout l'exaltation de la force, avait déclaré « que le gouvernement mettait son enjeu sur les forts ». Ce furent effectivement les forts, c'est-à-dire les chefs de famille qui disposaient d'un nombre de bras, de bétail et d'outillage suffisants, qui les premiers profitèrent de la réforme. Reconnaissons que, même en dehors de la pression gouvernementale, cette réforme paraissait dans son ensemble répondre au vœu de tout ce que la classe paysanne comptait de plus sain et, jusqu'à la guerre, le passage volontaire de l'ancienne forme de tenure du sol à la nouvelle n'a cessé de se développer. Sans cette catastrophe, il n'est pas impossible, ainsi que le rêvait Stolypine, que la Russie se fût constituée, en l'espace d'une ou deux générations, un nombre de millions respectable de petits « freeholders » qui eussent formé boulevard contre le « grand soir agraire » longtemps menaçant.

Telles étaient les conditions de tenure du sol de la classe paysanne qu'a trouvées devant elle la révolution russe de 1917.

J'ai déjà fait observer que ce tableau ne s'appliquait dans tous ses détails qu'à la Russie pro-

prement dite. En Pologne, en Lithuanie et dans les provinces baltiques, la propriété communautaire n'a jamais existé. Le paysan, même serf, ou plutôt la famille paysanne, avait toujours été considérée comme propriétaire héréditaire de son lot, et l'idée même de répartition nouvelle leur était étrangère; ce paysan occidental n'était, comme en Allemagne et en Autriche, comme le colon romain au temps de Théodose, qu'un *glebae adscriptus,* un accessoire du domaine qu'il suivait dans les mutations de propriétés, non un esclave personnel que le maître pouvait, comme en Russie propre, aliéner individuellement. D'autre part, l'affranchissement des paysans ayant à peu près coïncidé avec l'insurrection polonaise de 1863, le gouvernement russe, comme corollaire de sa politique de russification et d'extirpation des éléments polonais, tant pour s'attacher les paysans que pour semer des causes de discorde entre eux et leurs anciens seigneurs, avait, à l'aide de commissions dites de vérification, considérablement augmenté les lots des paysans, les avait enrichis de divers droits de servitude sur les réserves et les forêts seigneuriales, avait réduit de 75 pour 100 les indemnités de rachat, et par là ils se trouvaient placés dans des conditions

économiques infiniment supérieures à celles de leurs anciens confrères de la Russie propre.

D'autre part, malgré cet effort pour créer des zizanies entre les classes, les seigneurs polonais, systématiquement exclus des fonctions publiques, n'ont jamais cessé de résider sur leurs terres, de les faire valoir, par conséquent de distribuer autour d'eux des salaires considérables, enfin d'être en contact journalier avec leurs anciens vassaux et de leur donner l'exemple, bien plus efficace que tous les cours théoriques, du progrès agricole. C'est à ces causes diverses qu'il faut attribuer ce fait que les essais de Jacquerie de 1906 n'eurent dans ce pays absolument aucune répercussion. On peut même être sûr que l'idée de la « nationalisation du sol », dont il avait été question en 1906 et qui se trouve de nouveau à l'ordre du jour, ne séduirait guère les paysans de ces pays, parce que, à l'instar du paysan français, toutes les promesses d'enrichissement aux frais d'autrui ne compensent pas pour eux la terreur de voir toucher, ne fût-ce qu'à une motte de terre de leur propre patrimoine.

Si dans les provinces baltiques, où le servage avait déjà été aboli par les barons eux-mêmes au commencement du dix-neuvième siècle, il y eut

en 1905 de nombreux cas de pillage ou d'incendie de châteaux, il faut voir là plus un élément d'antagonisme national qu'un mouvement agraire. Dans ce pays, le paysan est letton ou esthe, les anciens seigneurs allemands; la morgue propre à leur race s'est trouvée beaucoup plus efficace que les services civilisateurs qu'ils ont rendus à cette population.

Pour en finir avec les essais de solution par voie législative et progressive, ce même mois de novembre 1906 vit paraître un autre oukase-loi (6/19 novembre si j'ai bon souvenir) qui ouvrait une large brèche dans la « caste paysanne »; il fut suivi de plusieurs autres mesures, dont la dernière de caractère général, adoptée par les deux chambres l'automne dernier. Si la guerre et la révolution, avaient permis l'élaboration complète et l'application de ces mesures, la caste eût vécu et aussi la commune fermée, remplacée par une commune territoriale qui aurait compris tous les habitants et réparti les charges entre eux.

En même temps qu'il tentait de porter remède à un des vices fondamentaux de l'organisation de 1861, le gouvernement s'efforçait de lutter contre l'idée d'expropriation forcée en cherchant d'autre manière à élargir le domaine paysan et à le

dégorger. Cela à l'aide : 1° de la « transplantation » (pereselenïé) bien entendu volontaire, de nombreux paysans dans les espaces à peu près illimités de l'Est européen (province d'Oufa et d'Orenbourg sur le versant ouest de l'Oural) et surtout de la Sibérie. — 2° des opérations de la Banque paysanne.

La « transplantation » souffrit tout de suite, dans l'exécution, des défauts inhérents à toute entreprise de la lamentable administration de l'autocratie : manque de plan et de préparation, désordre dans le détail, coût exagéré. Toutefois elle a rendu, et aurait continué à rendre des services sérieux : de 1907 à 1914 elle soulageait le trop plein de certaines agglomérations de plus de 100.000 chefs de famille par an. Si elle avait porté exclusivement sur les « tertiaires » dont il a été question plus haut, une quinzaine d'années auraient suffi pour racheter ce vieux péché de l'Etat.

Encore mieux conçues en théorie, les opérations de la « Banque paysanne » ont donné dans la pratique des résultats encore plus insuffisants. L'idée était celle-ci : la Banque, fortement subventionnée par l'Etat, devait servir d'intermédiaire entre le paysan acheteur et le *barine* ven-

deur, en payant celui-ci en obligations garanties par l'Etat et en récupérant son avance par annuités versées par l'acheteur, qui bénéficiait d'un écart d'intérêt de 1 pour 100. Cette opération très simple, mais où le « petit bénéfice » chéri du « tchinovnik » était mis en péril de ce fait que l'acheteur paysan et le barine vendeur pouvaient trop facilement connaître le prix *réel* que l'un payait et que l'autre touchait, devint bientôt l'exception, tandis que l'opération courante fut la suivante : sous prétexte de constituer un *fonds*, — qui au lieu de servir aux « forts » de Stolypine pourrait servir tous les Jean-sans-terre de toute provenance et au besoin servir la vieille marotte bureaucratique de *russification* des pays allogènes en y transplantant des sans-terre grands-russiens, — la Banque se mit à acheter, sur une très vaste échelle, des domaines entiers qui, bien entendu, devaient lui rester longtemps sur les bras, donnaient lieu à des frais d'administration (anse du panier), mais surtout à un *boni* parfois scandaleux entre le prix soi-disant payé par la Banque et celui vraiment touché par le vendeur.

Au début de la guerre, la Banque disposait ainsi de plus de deux millions d'hectares non

encore morcelés et revendus, sans compter les deux autres millions que Nicolas II avait donné ordre de vendre à la Banque sur la masse des apanages, avec un rabais réellement considérable.

V

Passons à une autre cause, irrémédiable tant qu'elle durera, de la crise agraire russe et risquons un axiome : il y a des limites aux capacités de l'homme; il n'y en a pas (même dans la haute politique) à son incapacité. Un moujik ne peut pas, sans acheter de denrées, — à l'aide des gains (salaires ou autres) qu'il peut, ou ne peut pas, ou ne veut pas faire à côté, — nourrir sa famille sur un demi-hectare. Mais il peut très bien crever la faim sur dix ou vingt hectares. Sous cet aspect le moujik russe jusqu'aux tout derniers temps méritait d'être considéré comme un spécialiste.

Un volume, souvent humoristique, suffirait à peine à dépeindre ses procédés de culture courants. Voici deux exemples :

La célèbre « terre noire », profonde généralement de 0 m. 50 à 4 mètres, est lourde, compacte, exposée à la sécheresse; elle demande donc à être

bien et profondément ameublie. Les « barines » quelque peu soigneux emploient la grande charrue type Sack à six bœufs ou chevaux, comme en Nivernais. On connaît la photographie de Tolstoï, l'illustre comte-moujik, derrière son petit bidet blanc de 1 m. 35, qui ne flaire l'avoine que quand il la rentre, l'un tirant, l'autre poussant, un pauvre araire en bois qui, lorsque la terre est humide, la retourne à 5-7 centimètres de profondeur, lorsqu'elle est sèche, la raie à peine. Mais celui-là, c'est un progressiste. Voici, au dire de M. Ermolov, l'ancien ministre de l'agriculture déjà cité, la méthode courante de culture paysanne des céréales dans la province de Riazan et quelques autres voisines, à peu près la superficie de l'Italie. Le moujik a rentré son seigle. A l'automne, il laboure, comme il a été dit. Au printemps, pour profiter de l'humidité hivernale, il sème par-dessus ce labour de l'avoine ou de l'orge, recouvre avec sa bonne herse à dents de chêne reliées par des tortilles d'osier. Il a rentré son avoine. Tout le bétail, les moutons, les chevaux pâturent jusqu'à l'été suivant et tassent un asphalte à rendre jalouse la place de l'Opéra. Alors Ivan se signe, sème son seigle sur cet asphalte, herse éperdument jusqu'à ce que la poussière

ait recouvert la semence, et il passe la main... au Bon Dieu. Si le Bon Dieu se montre clément, s'il envoie en temps voulu la bonne pluie, le grain germe, le germe vrille dans l'asphalte, et cet asphalte est tellement généreux, qu'il rend tout de même 10 pour 1. Et si le Bon Dieu préfère rappeler sévèrement à Ivan: « Aide-toi, le Ciel t'aidera », il ne récolte rien de rien, il tend la main, la presse et le parlement s'émeuvent; on dépense (en 1906) 190 millions de roubles pour nourrir huit provinces, — périodiquement. Cependant, le *barine* à côté, s'il a proprement labouré, fait encore une demi-récolte et se rattrape un peu sur les prix.

Malgré que le nombre de barines qui font de la culture raisonnable soit très inférieur à ce qu'il est dans l'ouest polonais ou baltique, le rendement moyen en céréales des terres paysannes en Russie est de 40 pour 100 inférieur à celui des terres de « pomiechtchik ». Le paysan en terre noire ne fume jamais sa jachère. Il prétend que le fumier « brûle » le blé. De la façon qu'il l'enterre et l'épand, cela est possible. Il le brûle, le laisse se consumer ou le cède gratis au barine voisin, qui, par pitié, consent à l'en débarrasser.

Il n'en va pas mieux dans les contrées non « noires » de la Russie d'Europe, où la culture ne peut se passer d'engrais de ferme. Le bétail, au lieu d'être un élément de revenu égal ou supérieur à la production des céréales, ne compte que pour la production du fumier. Exemple : dans un domaine que je connais très bien, en dehors de nombreuses fermes louées à bail à la française, le faire-valoir direct de l'ancien seigneur s'étend sur 1600 hectares de champs, prés et pâturages naturels. En sus des attelages, d'une bouverie de 60 à 100 têtes, du croît, d'un haras nombreux, il y a 330 vaches laitières, dont 90 consacrées à l'entretien du personnel, et 240 livrent à la laiterie à peu près 300.000 litres de lait par an, avec réserve du lait écrémé pour les veaux, les poulains et la porcherie.

A côté les anciens serfs du domaine (à peu près 480 familles), sur quelque 5000 hectares de terres, prés et pâturages de même qualité, avec très peu d'élevage, entretenaient, au jour de la première réquisition de 1914, *1860 vaches*, et n'ont jamais vendu ni un pot de lait, ni une motte de beurre, de-ci, de-là, un peu de caillé. Les traites suffisent à peine à blanchir les soupes de la famille et à nourrir les enfants. Pourquoi? Parce

que le paysan n'a pas encore compris que quatre vaches bien soignées et nourries donnent plus de lait et de fumier que six jamais pansées, affamées, tenues en hiver dans des abris où le fumier ne dégèle pas, puis entassées sur des pâturages où elles piétinent plus qu'elle ne broutent; ici nous avons la rivalité que fait naître le pacage commun, illimité. Enchérissant l'un sur l'autre, mes voisins paysans, sur des espaces diminués par la suppression graduelle des jachères, sortent deux fois et demi plus de têtes qu'il y a quarante ans. Le printemps débute par une cérémonie particulière : dans moitié des étables, la famille réunie soulève les bêtes par la queue, elles n'ont pas la force de se dresser sur leurs jambes.

Ainsi du reste.

Enfin, mentionnons l'ivrognerie, la grande plaie nationale jusqu'à la guerre; elle est connue de la province française aussi, et tout a été dit à ce sujet.

Ici encore, la guerre et la révolution ont surpris la Russie en gestation de progrès. Jusqu'en 1892, on peut dire que (sauf toujours l'ouest polonais, baltique ou finlandais) la Russie entière ignorait que l'agriculture pût être autre chose qu'une fonction naturelle s'accomplissant d'elle-

même comme la digestion : on sème quelque chose sur un terrain quelconque et l'on attend; l'effort véritable, très intense, il est vrai, grâce à la brièveté de la bonne saison, c'est la récolte. Le premier, Alexis Sergeievitch Ermolov, joignant à son titre de ministre des domaines celui de ministre de l'agriculture, apprit à la Russie qu'il existait une profession, une science et un art agricoles. Mais, soupçonné par ses collègues de troubler la quiétude antique et de « saper les bases », il était réduit à des crédits ridiculement restreints, et dut se borner, en somme, à des travaux de statistique d'ailleurs précieux.

Ayant occupé le poste en 1907, Alexandre Vasilievitcy Krivocheine, personnellement très estimé de Nicolas II jusqu'à ce que Raspoutine le fît sauter fin 1915, sut donner à son administration, grâce à des crédits plus que décuplés et à un zèle intelligent, une extension et une efficacité considérables. Les procédés, à peu près partout les mêmes, peuvent se deviner. Comme résultat, en 1914, toute la Russie possédait déjà, disséminées partout, en nombre relativement insuffisant, mais considérable absolument, des exploitations seigneuriales ou paysannes, parmi les *freeholders* de formation récente, où le progrès

agricole constant et régulier était devenu l'idée directrice, qui faisaient tache d'huile autour d'elles d'autant plus facilement que le sommeil enchanté où le peuple russe se berçait depuis mille ans avait été vigoureusement secoué par la répétition générale révolutionnaire de 1905-1906.

Même progrès interrompu pour l'ivrognerie. La suppression absolue de la vente de l'alcool, le chant du cygne de Nicolas II, avait produit des effets économiques considérables. Le paysan et l'ouvrier avaient vu croître leur bien-être et grâce à la hausse prodigieuse des salaires et prix, leurs ressources pécuniaires augmenter tellement qu'il y eut là, dans les derniers temps, une cause bizarre d'exaspération des masses. Depuis dix siècles bien plus soucieux de jouissance immédiate que d'épargne, le moujik et l'ouvrier avaient les poches bourrées d'argent — et pas d'emploi : pas de vodka, défendue et, la guerre ayant bientôt épuisé les stocks d'objets fabriqués, pas d'achats possibles. De l'argent impuissant et stérile : il devait y avoir du sortilège, de la « force impure », là-dessous. Notons qu'à en croire les derniers journaux russes, depuis la révolution des districts entiers s'enivrent déjà d'une ignoble **bouillie de seigle** fermentée (cela donne encore

16° d'alcool pur), en attendant la fabrication des petits alambics qui transformeront la bouillie en *vodka*.

N'oublions pas enfin que l'agriculture russe, la grande aussi bien que la petite, souffre encore de ce fait que le pays n'est pas suffisamment industrialisé; par suite, 80 pour 100 de la population sont adonnés exclusivement à l'agriculture. C'est un lieu commun économique que là où presque tout le monde produit des denrées alimentaires ou des matières premières assimilées, leur production ne saurait être véritablement rémunératrice; l'exportation à l'étranger ne peut suppléer à la consommation intérieure parce que, grâce à l'immensité du territoire et à la pénurie des voies de communication, la marchandise arrive sur le marché grevée de frais trop lourds. Cet inconvénient aussi allait s'atténuant, ainsi que le démontre l'accroissement énorme, depuis une quinzaine d'années, de la population ouvrière dans les grandes villes russes. Le « grand soir » projeté, ainsi que nous le verrons, est, au contraire, destiné à l'aggraver.

Telles étaient les causes principales du mal agraire russe. Comme on le voit, au cours des dernières dix années, le gouvernement tsariste

les avait presque toutes attaquées, et il est au moins possible, sinon certain, que l'ensemble des mesures adoptées aurait à la longue donné à toute la vie paysanne russe une configuration analogue à celle des autres grands pays européens, où le « grand soir » agraire existe dans les cerveaux des théoriciens, mais n'obsède pas celui des paysans.

N'est-ce pas le cas de rappeler la malédiction célèbre de Joseph de Maistre : « Malheur aux mauvais gouvernements! Trois fois malheur à eux quand ils veulent s'amender! »

VI

Après avoir exposé les causes principales du mal, voyons le remède, plutôt l'orviétan projeté aujourd'hui. Il est simple, toujours du même ordre, depuis Rurik. Le mal est là, on le constate, on le supporte pendant des générations, il grandit, grandit, on répète *nitchevo*. Un beau jour, on en a assez. Alors, un ministre Ivanov, ou les citoyens délégués, ou Ivan lui-même, prennent leur bonne hache et tranchent le nœud, quel qu'il soit, et au besoin le membre noué avec.

Examinons, dans la mesure où le permettent

les données actuelles, le coup de hache levé sur la propriété foncière en Russie.

Comme on le sait, le principe général de l'expropriation des propriétés seigneuriales, d'église, des apanages, et leur distribution aux paysans selon ce que décrètera la future Constituante, a été proclamé par le gouvernement provisoire aussitôt qu'il fut installé, dans les vingt-quatre heures. Ainsi la Constituante se trouvera en face d'un principe préalablement posé qu'il ne lui viendra pas à l'idée de contester, grâce à sa composition, que l'on peut prédire. La nouvelle loi électorale, pour cette Constituante, est aussi bien que promulguée puisqu'elle vient d'être appliquée à l'élection de tous les conseils municipaux, subitement dissous. Celui de Pétrograd, déjà élu, a, bien entendu, donné une majorité socialiste-révolutionnaire écrasante. Avec le suffrage universel dès l'âge de vingt ans — abaissé à l'avenir à dix-huit ans, pour les deux sexes, sans même aucune condition de domicile, avec parmi les hommes de 50 à 98 pour 100 d'illettrés selon les pays — et pour les femmes nulle part moins de 90 pour 100, on peut d'avance prédire que dans cette Chambre les « messieurs » seront totalement absents. Les

villes donneront, comme vient de faire Pétrograd, des révolutionnaires — socialistes — communistes, etc...., soit 20 pour 100 de l'Assemblée qui voteront au profit des paysans, toutes les « nationalisations » possibles, pour en obtenir la nationalisation des usines, banques, capitaux, immeubles urbains dont il est déjà largement question; les campagnes fourniront 80 pour 100 de moujiks, y compris un certain nombre de nomades de l'Est. Les élections aux Doumas précédentes, où l'on votait encore par curies ou castes, n'ont pas fourni d'exemple de moujiks votant pour des députés non paysans, si ce n'est à titre d'échange (1).

Une assemblée pareille sera-t-elle en état d'élaborer un projet à elle? Evidemment non; elle acceptera en bloc ce que lui proposera le gouvernement, probablement de plus en plus épuré et dominé par les organisations révolutionnaires, avec quelques amendements dus aux «sublimes» qu'elle contiendra dans son sein. Que seront ces

(1) Cette hypothèse est naturellement basée sur la supposition que les députés proclamés élus seront ceux-là mêmes pour lesquels aura voté, ou cru voter, la majorité des électeurs et électrices (qui ne seront pas moins de 60 millions). Les « surprises du scrutin » sont d'autant plus faciles que la « matière électorale » est plus abondante et plus fruste, et, après le bouleversement actuel, la Russie reste plus que jamais « le pays de toutes les possibilités ».

projets? On peut le prévoir grâce aux répétitions générales de la révolution et de la liquidation agraire, qui se sont jouées en 1905-1906.

Toutes les variantes peuvent se ramener à deux types abondamment discutés à cette époque, si bien que l'on est en mesure dès à présent d'exposer et de critiquer leur contexture et presque leurs détails. Ce sont les projets du parti K. D. (Constitutionnels-Démocrates, leader Milioukov) et celui des « travaillistes » (leader Kerenski).

Le projet K. D. (1) paraissait s'inspirer, tout en le renforçant dans le sens radical, de la réforme agraire anglaise en Irlande. Partant de cette constatation, que nombre de propriétés privées ont des dimensions exagérées et bien des « lots » paysans une étendue trop exiguë, il projetait de compenser ces deux défauts l'un par l'autre, en réduisant les premières à un maximum de 500 désiatimes (532 hectares) pour faire de l'excédent un fonds national qui aurait permis d'y dégorger les communes trop pauvres en terre. Le projet laissait naturellement intact le

(1) Je dois avertir le lecteur que n'ayant pas de documents sous la main, je m'en rapporte, pour les chiffres, à mes souvenirs des grandes discussions de 1906 à 1910. J'espère que l'écart possible sera sans importance.

mir et sa propriété communautaire et, s'il comportait la transplantation des familles trop parcimonieusement loties et la répartition de leurs lots entre les restants, il augmentait l'étendue possédée par de très nombreux moujiks, sans diminuer celle d'aucun. Les « pomiechtchik » devaient, en principe, être indemnisés. Une phrase célèbre du député cadet Herzenstein, le spécialiste du parti, bientôt assassiné par la « bande noire », faisait pressentir la nature vraie de cette indemnité : « Tant que l'Etat dispose de planches à graver, la question d'indemnité n'offre pas de difficultés. »

L'état de fait sur lequel reposait ce projet était indéniable, et, au point de vue des intérêts généraux de l'Etat et de la richesse nationale, il était plus nuisible peut-être que la pénurie de terres paysannes dans certaines régions, à laquelle, je l'ai dit, il eût été possible de remédier sans atteinte au principe de la propriété privée. Pour ne parler que de quelques propriétaires particulièrement en vue, voici M^me^ P..., qui, il y a quelques années, possédait *entre autres,* sur les confins des provinces de Viatka, Perm et Arkangelsk, 800 000 hectares de forêts. Dans les mêmes régions et sur l'Oural, le comte S... et le prince

G... près ou plus d'un million chacun. M. B..., dans des contrées infiniment plus peuplées, 110 000 hectares par ci et 160 000 hectares par là. Le prince T..., dans une dizaine de provinces à population plutôt dense, 400 000 hectares et, dans l'un de ses domaines, un haras de 1 000 poulinières. J'abrège la liste. J'ose dire que pas un de ces nababs agraires, à l'aide bien entendu de régiments d'intendants, régisseurs, employés, surveillants, qui auraient fourni peu de candidats au prix Montyon, n'a jamais eu comme revenu net plus d'un pour 100 de la valeur vénale de ses domaines.

Les graves inconvénients, pour la nation dans son ensemble, d'une pareille distribution de la propriété foncière sautent aux yeux.L'Angleterre en souffre aussi, s'efforce d'y remédier et y réussira parce que, patiemment et progressivement, elle s'applique à défaire le nœud au lieu de le trancher à la russe.

Ce projet des Cadets soulevait dès lors les irréfutables objections suivantes :

Le maximum uniforme de 500 désiatines adopté pour tout l'empire était presque puéril : 532 hectares de terre noire dans les provinces, déjà déboisées, de Koursk ou de Podolie, peu-

vent facilement fournir 480 hectares de champs labourés et produire dans une bonne année moyenne, 6000 quintaux de céréales. Une propriété de la même étendue dans les provinces froides et humides du nord de Moscou (par exemple Tver, Pskov, Novgorod, Pétersbourg) ne mériterait pas qu'un homme instruit et actif lui consacrât son travail. Que faire sur un espace ainsi réduit, des habitations, bâtiments d'exploitation, etc..., érigés pour un cadre beaucoup plus vaste? Pour y remédier, le maximum projeté aurait dû être au moins quintuplé dans la terre noire, décuplé ailleurs. Surtout, dans ce pays de radicalisme incurable (dans le sens conservateur aussi bien que dans l'opposé) l'on aurait ébranlé jusqu'au fondement le principe de la propriété foncière privée, pour n'apporter au mal (nous le verrons tout à l'heure) qu'un palliatif éphémère.

Ce projet, dont les partisans, dès les premiers jours de la révolution, consentaient à réduire le maximum de 500 désiatines (1) à 125 paraît déjà rentré dans les limbes des pieux désirs.

(1) Je rejette en note, pour ne pas interrompre mon exposition, une observation générale. Tout ce que je dis ne s'applique qu'aux terres dites « utiles », champs de labour, prés, pâturages naturels. Quant aux forêts, qui n'existent presque plus dans la *terre noire* et, dans la partie

En effet, au récent congrès du parti K. D. (fin mai de cette année), le parti a adopté, non un projet définitif, mais un « programme élargi » dont les lignes principales, d'après le rapporteur M. Tcherenko et la discussion qui suivit, malgré les critiques des sommités du parti (Maklakov, Troubetskoï, Roditchev) seraient les suivantes : Toute propriété foncière supérieure à une « norme de travail » non définie encore (probablement moins de dix hectares) serait sujette à expropriation au profit des agriculteurs sans terre ou insuffisamment lotis. Les forêts, mines, eaux, au profit de l'Etat. Indemnité, mais non d'après la valeur vénale ou locative : d'après une « estimation équitable (???) ». On laisse ouvertes les questions de la forme de tenure des lots, propriété individuelle ou collective, perpétuelle ou temporaire. On réserve aussi la question des ter-

non « noire » de la Russie d'Europe, couvrent des espaces énormes, leur conservation dans ce pays, où le chauffage est une condition d'existence plus absolue même que la nourriture, où la houille est rare, la pierre à bâtir aussi, on ne les a jamais considérées comme manière à partage. Actuellement il serait question, selon les goûts, soit de confisquer sans indemnité, soit d'exproprier sur estimation toutes les forêts privées dont l'ensemble n'est pas, comme espace, inférieur à celui des terres « utiles ». Reconnaissant le gaspillage progressif, depuis un demi-siècle, de cette richesse indispensable, un très grand nombre de pomiechtchik, peut-être la majorité, accepteraient le moyen intermédiaire suivant : soumission de toutes les forêts privées à l'administration forestière domaniale, avec aménagement obligatoire en coupes réglées et assurées par cette administration, mais au profit du propriétaire.

res cosaques, celle des paysans sortis de l'indivision en vertu de la loi Stolypine; on agira avec eux selon qu'au moment décisif ils paraîtront plus ou moins redoutables. Tout le programme est lardé de réticences de ce genre.

En l'opposant aux programmes des divers partis socialistes, l'organe du parti K. D., la *Rietch*, prévoit que ces derniers « en poursuivant la chimère de l'égalité absolue » ramèneraient la Russie à la barbarie. « La division du travail, exigée par la vie moderne, serait écartée. Les villes, les usines, des millions d'ouvriers sans pain. Le paysan lui-même, condamné à la « norme alimentaire » et menacé de répartitions ultérieures de la terre, serait voué à une triste existence de demi-indigence. » On ne saurait mieux dire, ainsi qu'on verra plus bas. Mais, si l'on songe que la même *Rietch* s'applaudit en même temps de voir réalisé, grâce à ce projet, l'idéal de la démocratie russe, c'est-à-dire « la disparition de la grande et moyenne propriété », on se demande vainement en quoi ce projet offre les moindres garanties contre tous ces dangers, attribués au projet concurrent qui, de toute évidence, serait, à bref délai, un successeur? Ce projet K. D. que le prince Eugène Troubetzkoï a

carrément traité de « démagogie de la peur » est évidemment destiné à s'élargir ou se rétrécir, selon le degré de frayeur que l'on éprouvera au moment décisif.

Etant donné ce que nous avons dit de la composition de la future Constituante, le vrai thème sur lequel elle délibérera sera, peut-être avec des variantes de détail, le projet élaboré à la première Douma par le parti des *travaillistes* qui formait alors les deux cinquièmes de la Chambre. Très réduit à la quatrième Douma, il avait pour président M. Kerenski.

Le système se recommande par une grande apparence de justice superficielle et une extrême simplicité, au point que quelques mots suffisent pour l'exposer. Toute la terre « utile » russe, quel que soit son propriétaire actuel, est versée dans un fonds commun accessible à tout Russe désireux de se livrer à l'agriculture personnellement et de ses propres mains. Ce fonds sera réparti entre les ayants droit « proportionnellement aux facultés de travail de chacun. » (De là la dénomination des « travaillistes » ou *troudoviki*). Qu'est-ce que la faculté de travail? Les auteurs du système ne proposent pas de décréter simultanément que tous les Russes seront égale-

ment forts, intelligents et laborieux, ce qui serait non moins juste, simple et, ainsi qu'on le verra, réalisable. La faculté de travail sera donc établie d'après le nombre de bras dont dispose le chef de famille. Originairement, et aujourd'hui de nouveau pour la majorité des faiseurs de projets, la « nationalisation » projetée ne comporterait aucune indemnité pour personne. Plus généreux que les congrès de soldats ou d'ouvriers, certains congrès de paysans récents ont parlé d'indemnité. Cela fait plus d'honneur à leur droiture qu'à leur compétence financière. Ces indemnités ne pouront consister qu'en obligations qui ne pourront pas être gagées, le fonds national et toutes ses parties étant forcément inaliénables, et si l'on songe à ce que deviendra probablement, grâce justement au « grand soir », le crédit public, on trouvera la consolation plutôt mince.

Ce projet, conçu et exposé comme dessus, est matériellement irréalisable. L'un des ministres actuels (M. Konovalov, je crois) aurait reconnu que l'opération réclamera dix années de temps. Il se trompe, elle réclamera l'éternité.

De toute évidence il y aurait au moins trois opérations distinctes : mensuration et relevé sur

plans de tout le fonds terrien national, bien entendu au point de vue quantitatif et qualificatif, pour éviter d'odieuses injustices; statistiques de tous les ayants droits avec estimation des « facultés de travail » de chacun; enfin répartition entre 22 millions au moins d'ayants droit. Dès 1906, il était reconnu que tout ce travail, réparti sur dix ans, pour près de 200 millions d'hectares de « fonds national » de ce côté-ci de l'Oural, en tenant compte de ce que, le sol étant gelé et couvert de neige pendant trois à six mois de l'année, on ne saurait tabler sur plus de 200 journées ouvrières par an au plus, exigerait une armée stable d'au moins 200 000 géomètres, répartiteurs, commissaires aux réclamations, etc... Mais au bout de dix ans voici ce qui arriverait : la population russe, que le malthusianisme n'est pas encore près d'infecter, s'augmente, au dire de Mendeleïev, de 1,6 pour 100 au bas mot, chaque année, et spécialement la population rurale de 1,9. Donc en dix ans, même sans tenir compte du reflux inévitable des villes sur les campagnes (nous dirons pourquoi), les 22 millions de chefs de famille seront augmentés de 4 millions et demi, qu'il faudra lotir à leur tour, en reprenant sur le fonds national à peine distri-

bué un bon cinquième à chaque usager. Entre temps les *facultés de travail,* grâce à l'augmentation et à la diminution des familles de chaque participant, se modifiant inlassablement, si le principe n'est pas un simple attrape-nigauds, la terre russe et ses dizaines de millions de « lots » feront l'effet d'un vermicelle bouillonnant dans une immense marmite. Combien de gens se résoudront, non plus à planter ou à bâtir, mais même à fumer les champs?

Toutefois que le lecteur se garde d'imiter le brave général qui, ayant appris que M. le Maire n'avait pas tiré le canon parce qu'il n'avait pas de canon, se refusa à écouter les trente et une autres raisons qui s'y opposaient. Non : de ce qu'une mesure vraiment révolutionnaire n'est pas réalisable, il ne suit nullement qu'elle ne sera pas réalisée. Au contraire, elle le sera... autrement. Toutes les révolutions politiques, sociales, économiques ont eu, et auront toujours, la pudeur de viser à des *reconstructions;* dans toute opération de ce genre, il y a deux phases : la destructive et la constructive. Si la seconde est problématique et ardue, la première est relativement aisée, s'accommode d'une grande variété de moyens et, souvent, dépasse le but visé : on

met le feu à un immeuble, et l'on en détruit dix. Cela est surtout vrai lorsque (c'est presque toujours le cas) la reconstruction n'est que le prétexte et la destruction le but véritable.

Il en sera de même pour la réforme agraire russe : de ces deux opérations, dépossession des barines, partage entre les paysans, la première s'accomplira avec d'autant plus d'aisance qu'en face des 22 millions de demandeurs, il y aura (chiffre de 1906) 130 000 défendeurs, propriétaires de domaines dits nobles, soit un contre 170. Dans ces conditions, Léonidas lui-même eût capitulé. Et le partage? Il s'opérera par tous les moyens très divers que peut fournir l'anarchie. Plus probablement, une fois atteint le but véritable, c'est-à-dire la spoliation des riches, en jetant par-dessus bord le prétexte, soit l'égalité de partage véritable pour toute la Russie, l'opération s'accomplirait le plus aisément du monde, même sans intervention du géomètre, que le *mir* ne consultait pas lors des répartitions périodiques. Ivan *fara da se.*

Il a déjà commencé, et d'ici peu aura peut-être achevé sa besogne. Voici, brièvement, où il en est fin septembre.

Le premier Ministère de la Révolution ne

comptait qu'un seul socialiste, M. Kerenski. Le portefeuille de l'agriculture avait été confié à un « cadet » très en vue, M. Chingareff, qui s'en tenait au programme de son parti, exposé plus haut, et prétendait maintenir le *statu quo* jusqu'aux décisions de la Constituante. Autant valait garder étale l'eau d'une écluse ouverte. En fait, la seconde quinzaine de mars et la première d'avril furent consacrées à des pillages et incendies de domaines seigneuriaux sporadiques, plus généralement, à la destruction, par voie de pâturage du bétail paysan, des emblavures d'hiver sur les terres des « pomiechtchiks » et à l'interdiction, signifiée à ceux-ci, et docilement subie, d'ensemencer leurs soles de printemps. Elles sont principalement restées en friche, les paysans n'ayant pu à l'improviste disposer des attelages, de la main-d'œuvre, des semences nécessaires, ni effectuer le partage. Toutefois la majorité des moujicks observaient une attitude expectante.

Tout a changé, et le « grand soir » a reçu une impulsion vigoureuse avec l'installation au Ministère de l'Agriculture de M. Tchernoff. Ce personnage a été pendant trois mois, au cours des tentatives de conciliation répétées, et vaines, en-

tre M. Kerensky et les partis « bourgeois » une des principales pierres d'achoppement, ceux-ci exigeant avant tout son éloignement, celui-là s'obstinant à le garder. Il a fini par s'en séparer fin juillet, à la suite de la guerre de rues, mais trop tard. Il fut l'objet d'enquêtes publiées par la presse bourgeoise. Voici le gros de son signalement : terroriste réfugié en Suisse. Depuis la guerre « défaitiste » déclaré, appartenant au groupe bolchevik (extrémiste) de Lénine, collaborateur du périodique *Natchoujbinie* (à l'étranger) inspiré et subventionné par l'Allemagne à fin de distribution, par tonnes, dans les camps de prisonniers russes.

Son programme, qu'il a fait adopter par le *Soviet* aussitôt après l'échauffourée du Général Korniloff, consiste, sans attendre la Constituante, à confisquer immédiatement et *gratuitement* toutes les propriétés des « pomiechtchiks » et à les distribuer temporairement, aux paysans environnants; la Constituante n'aurait plus qu'à procéder à la fameuse distribution, « selon les facultés de travail » c'est-à-dire à les reprendre, à les reverser dans la marmite où elles bouillonneraient jusqu'au jugement dernier.

L'énergique Ministre, dès son arrivée au pou-

voir, a donné à la réalisation de son projet une impulsion efficace : tout le pays fut immédiatement couvert de Comités agraires, étagés et superposés, de la commune à la province, composés exclusivement de paysans avec quelques meneurs appropriés; les dépossédés ont tendu le cou, et comme résultat, la récolte des blés d'hiver sur les champs seigneuriaux a été, là où elle n'avait pas été préalablement détruite, en grande partie enlevée par les paysans du cru, qui, dans la mesure de leurs forces, ont ensemencé ce que chacun a pu attraper, le reste restant en friche.

Ces expropriations de fait anticipées doivent être considérées, au point de vue négatif, c'est-à-dire de la spoliation des « pomiechtchiks » comme irrémédiables. Il n'y a pas à se leurrer du souvenir de la tourmente agraire de 1906 dont j'ai parlé. Là, grâce surtout à la passivité intentionnelle, et très brève, de Stolypine, il y avait eu aux dépens des grands propriétaires de nombreuses destructions; la douche antilibérale une fois appliquée et subie, l'avisé Ministre s'était bien gardé de laisser les choses arriver jusqu'à la prise de possession effective; avant que les paysans eussent eu le temps de se partager les champs et d'y mettre la charrue, quel-

ques « rran », et tout avait été dit; le soldat et le Cosaque ne fraternisaient pas encore. Il n'était resté que le souvenir, amer et profond d'un côté, trop superficiel de l'autre, d'une partie remise.

Il en est tout autrement aujourd'hui. Malgré que la proclamation *définitive* de la République, en vertu du principe qu'en Russie il n'y a rien de durable comme le provisoire et de précaire comme l'irrévocable, soit de nature à présager une variété quelconque de restauration, cela durera bien au moins jusqu'au printemps. D'ici là Ivan se sera installé, aura ensemencé, il aura vu lever *son* blé. Nulle force au monde, sur des espaces pareils, n'est capable de décrocher du sol Ivan devenu possesseur effectif, sinon un contre-Ivan, appelé par la distribution selon « les facultés de travail ».

Aussi, quoi qu'il arrive, on peut dès à présent donner l'absoute à la grande propriété rurale. Elle sera peut-être vaguement indemnisée, elle ne ressuscitera pas. S'il survenait même un temps d'accalmie, les propriétaires eux-mêmes se hâteraient en masse de liquider à tout prix, pour éviter une récidive implacable.

VI

Laissons de côté le prétendu « droit à la terre » comme *instrument de travail* de tout candidat à l'agriculture, — qui entraînerait la concession gratuite d'une épicerie, d'une forge, d'un atelier photographique..., à quiconque voudrait exercer les professions correspondantes, — et voyons les conséquences prochaines de cette grande liquidation foncière. Toutes ont été envisagées dès la « répétition générale » de 1906. Je ne m'arrêterai qu'à celles que l'on peut considérer comme certaines, en expliquant brièvement celles que feront naître les conditions spéciales à la Russie, en énumérant simplement celles qui découlent d'une manière inéluctable des lois économiques et agricoles communes à tous les pays de l'univers.

Ce sera d'abord, tout au moins pendant les dix années, plutôt plus, que l'on assigne d'avance à l'accomplissement pratique de la réforme, le *bellum omnium contra omnes* dans toute sa beauté. On n'est plus en 1861 où, entre les pomiechtchik d'un côté, la masse grise des

moujiks, tous pareils, tous en communauté dans le *mir,* de l'autre, il n'y avait rien. En 1861, la « terre paysanne » et la « terre noble » se balançaient à peu près, avec un léger avantage pour la seconde, de 60 à 70 millions de désiatines de chaque côté. En dehors de toute mesure radicale, par le seul jeu des lois économiques (absentéïsme des barines, prodigalité, hausse constante du prix de la terre), vers 1906, plus de la moitié de la terre noble, qui avait sensiblement augmenté du fait de la mise en valeur (souvent aux dépens de l'Etat et avec l'aide habituelle des diverses formes de concussion ou collusion) des immenses steppes de terre noire du sud et sud-est, était déjà passée aux mains des paysans : il n'en restait plus que 35 millions de désiatines contre plus de 100 millions de terre paysanne. Actuellement la proportion paraît être de 110 millions à 30. Or, si la majorité de ces terres nobles ont été acquises par des communautés paysannes entières qui les ont jointes à leur domaine ancien et réparties à leur façon, une partie très notable a été acquise à titre *individuel* par des moujiks qui s'en sont fait de petits domaines de dimensions variables, parfois au delà de 100 désiatines, sans cesser d'être moujiks

jusqu'à la moelle. D'autre part, depuis la loi de 1906 mentionnée plus haut, les paysans sortis de la communauté et de l'égalité se chiffrent par millions. Dès 1909, M. Lykochine, adjoint de Stolypine, se glorifiait de plus de 2 millions. De 1909 à 1914, le chiffre a dû au moins doubler. Presque tous étant des « forts », ont arrondi leurs propriétés aux dépens des « faibles » ou des pomiechtchiks.

Ici aussi, ces prévisions, émises fin juin paraissent se réaliser sur une échelle de plus en plus vaste. Un peu partout, assurent les journaux russes, et non sans encouragements de la part des Comités agraires, les paysans restés en communauté se dressent contre ceux qui ont profité de la loi Stolypine pour sortir de l'indivision, les y font rentrer de force; ils s'acharnent surtout sur ceux qui ont acheté aux « barines « proches des étendues de terre plus ou moins considérables pour les organiser en fermes arrondies, saccagent leurs récoltes, et les forcent à joindre, gratuitement, ces fermes achetées, au fonds commun du *mir*.

Et nous avons les cosaques. Ce sont les aristocrates de la classe agricole. Dans tout l'Est et le Sud-Est, en retour de l'obligation de fournir

toujours à l'Etat, au premier appel, un guerrier monté sur son cheval, ils ont aux siècles passés obtenu de l'Etat des espaces énormes; ils en ont imprudemment cédé une partie à des colons moujiks, se sont partagé le reste à leur gré, en lots de dimensions variables (certains sont de petits hobereaux) en tous cas très supérieurs à ce que leur laisserait la « capacité de travail ». Là git probablement le secret du conservatisme qu'ils manifestent actuellement.

Et nous avons les trois provinces baltiques et la province lithuanienne de Kovno où les barons baltes ici, les seigneurs polonais là, ont, dès le commencement du dix-neuvième siècle, constitué à leurs serfs d'alors de gentilles fermes isolées, généralement de 20 à 35 hectares, où ils mènent une vie de cocagne. Additionnez le tout, vous trouverez de 4 à 5 millions de familles que le « grand soir » annoncé n'enrichirait pas, qu'il dépouillerait des deux tiers, ou davantage, de leur patrimoine. Or s'il est certain que les 130.000 pomiechtchiks se laisseront dépouiller avec autant de résignation qu'en montrèrent leurs confrères français de 1793 pour monter à l'échafaud, ces millions de petits propriétaires qui ont gardé l'âme paysanne ne se laisseront probablement

pas « nationaliser » avant que la faux, la fourche, la hache et le fléau aient dit leur dernier mot. Peut-être les laissera-t-on tranquilles? Du double programme « dépouillement des riches et enrichissement des pauvres », la première partie ayant été remplie, la seconde pourra attendre. Depuis cent trente ans que ce jeu se joue en des pays divers, il y a eu des exemples.

Autre chose. De province à province, et même de « volost » (commune) à volost, la proportion entre la terre paysanne et la terre seigneuriale varie énormément; dans bien des communes où les propriétaires ont depuis longtemps tout vendu, il n'y a plus rien à prendre. La conception du « fonds national » et de la répartition idéale à travers toute la Russie est une idée de songe-creux que l'on put, en 1906, faire accepter des « sublimes » paysans députés à la Douma. Mais le moujik du cru ne l'entend pas ainsi. Pour lui son *mir* et le domaine seigneurial dont son père fut serf sont un monde fermé à tout intrus. Dans le domaine dont j'ai parlé plus haut, en 1906, le châtelain, au cours d'une conversation (parfaitement amicale) avec ses anciens serfs, leur expliquait le mécanisme du projet « travailliste » par rapport à la *volost* voisine, domaine de l'Etat

où toute la « terre utile » ayant été, dès 1840 répartie entre les paysans moyennant rachat, ceux-ci s'étaient multipliés au point de n'avoir plus que 3 désiatines par feu, alors que ceux du domaine en avaient encore plus de 10; il en résulterait que toute la « terre utile » du domaine suffirait tout juste à porter au niveau commun les lots de ces voisins, tandis que pour ses interlocuteurs il n'y aurait rien; on lui répondit sur un ton de résolution froide : « Petit seigneur, on nous a parlé de cela, mais cela n'arrivera pas. Dans ce domaine-ci, vous et nous, nos pères et arrière-grands-pères, avons vécu et travaillé ensemble, c'est affaire entre vous et nous. Tant que vous êtes propriétaire, vous profitez des récoltes, mais nous avons notre part, parce que vous nous distribuez tous les ans en salaires de journaliers de quoi couvrir une bonne part de notre dépense en argent. Si les gens de B...y prenaient votre terre, nous perdrions et l'espoir de l'avoir, et les salaires; ce serait trop injuste, et s'ils mettent les pieds à L...y, ils n'en sortiront pas vivants. »

C'est une idée invétérée dans presque tous les grands domaines. Le gouvernement tsariste, s'il s'était chargé du « grand soir » — pourquoi

pas? l'outrance du socialisme et l'outrance du despotisme vont fort bien ensemble — aurait pu réfréner ces prétentions parce que le gouvernement du « Petit Père » appliquait au besoin les moyens paternels, depuis la fessée collective de la main des cosaques jusqu'au gibet. Mais aujourd'hui que tout cela est remplacé par des discours — *vibrants*, croyez-le, tout ce qu'il y a de plus vibrant, — mais plutôt inefficaces, il est probable que de ce fait il surgira, dans des dizaines de milliers de *mirs* et de domaines, autant d'Athènes et de Lacédémones.

Autre résultat spécial à la Russie. Une de ses particularités les plus fâcheuses — je parle de la Russie propre, à l'exclusion des allogènes d'Occident — est que, par-dessus l'immense masse grise à peu près illettrée, des moujiks et ouvriers, la couche sociale quelque peu cultivée est excessivement mince. L'on peut dire que son noyau même, ce sont ces 130 000 familles de pomiechtchiks dont émanent principalement, ou autour desquels gravitent et s'agglomèrent fonctionnaires, professeurs, hommes de professions libérales, industriels, officiers, etc. Cette classe presque subitement déracinée ou dispersée, toute la masse « grise » retomberait à l'état primitf, —

dont elle n'est pas éloignée d'ailleurs. A vrai dire mon cœur de vieux cultivateur ne s'attendrit pas outre mesure sur le sort de cette caste de pomiechtchiks « tchinovisés » dont la plupart ont déserté leur poste et l'existence monotone, mais si noble, que la Providence leur avait assignée. Cependant il y a lieu de craindre que, même au point de vue moral et intellectuel, en Russie comme en d'autres contrées les « nouvelles couches » qui les remplaceront ne fassent regretter les anciennes.

En somme, on peut prédire à coup sûr à toute l'immense caste paysanne russe une désillusion profonde qui, une fois mise au jour et devenue irrémédiable par la disparition de toute la propriété privée, peut avoir des conséquences absolument sinistres. Par ignorance, ou calcul, les innombrables propagateurs du « grand soir » ont fortement ancré dans les têtes de tous les moujiks, qui ne se sont pas, grâce à la loi Stolypine, élevés au-dessus du niveau commun, cette conviction que le dépeçage des pomiechtchiks les transformerait tous en propriétaires cossus de lots à 20 hectares au moins, — beaucoup affirment 50. Or l'inexorable statistique démontre que si, à force de transvaser la masse paysanne

d'un bout de l'empire à l'autre, comme on embouteille un liquide, on arrivait à un allotissement égal pour tous, le bénéfice serait pour chacun de moins d'un quart de la moyenne actuelle; si l'on lotissait de préférence les « sans-terre » et les « tertiaires » l'immense majorité des cultivateurs actuels n'obtiendrait rien du tout. — Et perdus les salaires, les gains dans les fabriques, etc... et le « fonds national » épuisé! — et plus personne contre qui retourner les déceptions et les convoitises!!

Passons aux conséquences d'ordre général et mentionnons :

L'énorme diminution de la production agricole dans son ensemble que produiront infailliblement les constants remaniements dans la possession du sol, l'absence des foyers de culture progressive, l'élimination du capital comme facteur de production, celle de la machinerie agricole, etc. Or, le supplément du *Temps*, de juin 1917 (page 2), nous apprend que sur une exportation totale, dernièrement, de 1357 millions de roubles, les produits agricoles, animaux et lin compris, entraient pour 925 millions et que l'excédent de l'exportation sur l'importation n'était en chiffres ronds, que de 200 millions par an, à

peine de quoi maintenir tant bien que mal le cours du rouble.

Ainsi revenue aux temps primitifs, cette population de plus de 100 millions ne consommera plus que ce qu'elle produira. Elle reviendra facilement à 1861, alors que le serf ne portait que des vêtements tissés de son lin et de sa laine et cousus par ses femmes, qu'il ne dépensait d'argent que pour son soc d'araire et sa vodka. Et s'il persiste à ne pas boire de vodka, à quoi bon l'argent? — Les forces vives de quelque 160 millions d'hommes sur 180 enchaînées à une tâche unique, suffisante pour les empêcher de s'adonner à une autre, insuffisante à utiliser leur énergie productrice, capable tout juste d'assurer leur alimentation, jamais leur bien-être.

Le prince E. Troubetzkoï vient de très bien marquer le reflux inévitable, mentionné plus haut, de moitié de la population ouvrière, qui a relâché plutôt que rompu ses attaches villageoises, sur la terre, diminuant encore l'appoint mesquin (d'un quart au plus, 30 millions d'hectares contre 110) qu'on jette aux appétits paysans. Alors privée à la fois de moitié de ses bras et de la masse de ses consommateurs, que de-

viendra l'industrie? Et que deviendront les finances publiques, grevées de 30 milliards de roubles de dettes nouvelles (au moins), privées des 600 millions nets que donnait la vodka, dans un pays où 80 pour 100 de la population n'achèteront ou vendront, ne transporteront rien, ne gagneront pas de salaires (leur « capacité de travail » devant être épuisée par leur terre même, et personne pour louer les bras); où l'impôt foncier lui-même sera irrécouvrable; où personne ne pourra acheter le « lot » de terre saisi, et parce qu'il fera partie du « fonds national » et parce que l'acheteur outrepasserait du coup sa « capacité de travail », ce qui serait interdit?

Mentionnons aussi en passant la question des hypothèques dont est grevée l'énorme majorité des propriétés foncières grandes et petites, ces dernières grâce aux opérations de la « banque paysanne ». Une énigme d'une portée plus large naît de ce fait que de tout temps la terre a été, longtemps la seule, et dans un pays éminemment agricole, encore la principale assiette du crédit privé ou même public, sur laquelle, de répercussion en répercussion, se greffent toutes ses autres formes. Dans quelle mesure un pays dont tout le territoire se composera de parcelles dé-

tenues à titre précaire, non négociables, trouvera-t-il encore à user de cet indispensable moteur de la vie économique moderne?

Laissons le lecteur compléter cette série d'hypothèses et courons au plus pressé, la période de transition; elle a déjà commencé. Voici ce que nous apprennent la presse russe, les correspondances privées et des amis récemment débarqués de là-bas.

Le résultat du commencement d'exécution pratique du « grand soir », sous les auspices de M. Tchernoff et de ses Comités, a été de restreindre l'espace total des emblavures, et de les rendre très sommaires, ce qui promet pour 1918 une récolte déficitaire sur la moyenne. Celle de 1917 promet de l'être surtout grâce aux destructions, à la moisson tardive, énormément de seigle et de froment s'étant égrainé sur pied. Joignez-y la crise des transports pour alimenter les villes, et quelques provinces du centre septentrional où les conditions atmosphériques ont été défavorables, il y a de quoi justifier les pronostics de famine pour l'hiver 1917-1918, et l'année suivante, qui s'élèvent de tous côtés. De même pour le combustible, question plus vitale

encore dans ce climat que celle des vivres. On ne lutte pas contre 40 degrés de froid avec du bois vert : aussi est-il de règle que le bois destiné à l'hiver suivant doit avoir été abattu, fendu et débité l'hiver précédent, pour profiter des vents desséchants du printemps. Faute de main-d'œuvre on s'était partout fort attardé, et depuis la moitié de mars les paysans interdisent partout de toucher aux forêts, sur lesquelles ils ont aussi jeté leur dévolu.

A un conseil tenu au mois de mai 1917 prirent part deux anciens ministres du tsar — disgraciés pour cause de libéralisme et convoqués à cause de leur compétence dans les questions de combustible et de ravitaillement. L'un exposa la crainte que, d'après ses renseignements, au cours de l'hiver prochain toute la population urbaine russe ne vînt à geler; à quoi son collègue répondit : « Rassurez-vous, d'ici là elle sera morte de faim. »

C'est ce qui permettait au journal *Novaïa Jizn* (la Vie nouvelle), dirigé par le célèbre Maxime Gorki, d'affirmer (5 mai) non sur le ton du désespoir mais sur celui du triomphe que le « Gouvernement provisoire ne possède plus aucun moyen de renforcer la valeur combattive de l'ar-

mée, de sauver les villes de la famine, de prévenir la banqueroute financière ».

L'annonce inconsidérée du « grand soir » agraire est pour les trois quarts dans la situation qui réjouit le patriotisme de l'écrivain révolutionnaire.

II

LE FÉDÉRALISME OU AUTONOMISME

I

Il est rare, sinon impossible, qu'une question d'organisation sociale ou constitutionnelle se pose à la fois avec amplitude, urgence et violence, si elle ne réunit pas ces deux caractères : de répondre à un besoin réel, imposé par la nature même des choses, et d'avoir été envenimée par une longue série de fautes et de refus obstinés. Les deux caractères se retrouvent dans la poussée autonomiste, fédéraliste ou même séparatiste, dont la Russie offre en ce moment le spectacle.

Depuis longtemps tous ceux qui, ayant à s'occuper ou à se préoccuper de la politique et de l'administration intérieures de la Russie, n'é-

taient pas dominés par des considérations de carrière, faisaient une constatation décourageante : pour être non seulement gouverné, mais surtout administré d'une manière à peu près tolérable, l'empire est trop grand. Dès la pseudo-révolution de 1905-1906, un publiciste éminent, Charapov, (décédé), défendait avec acharnement l'idée d'une distribution de tout l'empire en régions (oblasti) distinctes, dont chacune se serait administrée à peu près indépendamment chez elle, à l'aide de corps représentatifs à compétence étendue, avec la plus large tolérance pour la langue, la religion et les usages des allogènes, toutes ces « oblasti » se groupant autour de la monarchie centrale autocratique, dont Charapov était, à cette condition, le défenseur convaincu. Aussi bien l'univers présente trois autres puissances qui, par leur étendue et leur population, peuvent être comparées à la Russie; ce sont : l'Empire Britannique, les Etats-Unis et la Chine. La première grâce aux leçons de l'expérience devant lesquelles l'Anglo-Saxon ne se rebiffe pas au nom des « principes », la seconde grâce à une sage prévision de l'avenir ont adopté le système fédératif, tandis que la troisième, de par la force des choses, paraît de-

puis la nuit des temps n'avoir connu d'autre structure qu'une décentralisation tellement large que chacune de ses dix-neuf provinces ou vice-royautés représentait jusqu'à ces temps derniers une sorte d'Etat distinct.

Pour la Russie, ce fractionnement de l'appareil administratif s'imposait avec d'autant plus de nécessité que l'adoption d'un type uniforme du fédéralisme ou de l'autonomie, comme cela a lieu aux Etats-Unis et en Chine, était exclue par l'extrême disparité des éléments qui composent cet agrégat, les uns beaucoup moins avancés en civilisation que le noyau central, qui est la Moscovie du seizième siècle, les autres plus, tous de civilisations différentes d'origine et d'aspect, avec des assises ethniques et historiques diverses. Ainsi la poussée des prétentions particularistes devait infailliblement se joindre à cette explosion colossale que fut la révolution de mars dernier, parce qu'elle répondait à un besoin réel.

Elle ne pouvait pas non plus manquer d'être envenimée et exagérée par l'accumulation de fautes commises dans ce domaine comme dans les autres par l'ancien régime tsariste. Depuis Pierre le Grand, le réformateur tant surfait, qui fut

avant tout un colossal touche-à-tout, bien plus démolisseur que constructeur, le tsarisme — qui, jusqu'au dernier règne, savait être dans sa politique extérieure prudent et audacieux, cauteleux et dissimulé ou hardiment effronté selon qu'il fallait, presque toujours habile à s'adapter aux contingences du moment, — mettait, dans sa politique intérieure et à l'égard de ses peuples, une sorte de coquetterie à n'employer avec eux d'autre méthode que celle que dans le monde bureaucratique on appelait « tordre en corne de bélier ». Alors qu'en face des variations atmosphériques étrangères on savait très bien mettre à la cape ou louvoyer, à l'intérieur on naviguait systématiquement contre vents et marées. Les marins qui suivent cette méthode finissent toujours par « boire à la grande tasse » — pour cette fois à la tasse amère de l'anarchie.

C'est surtout depuis le règne d'Alexandre II que le système d'unification, de nivellement, de russification fut poussé aux limites extrêmes, parfois *ad absurdum*, poursuivant non seulement l'unification forcée des institutions, lois et règlements, mais celle de la religion, du langage, du costume, du style architectural, même des harnais et des attelages. Le type adopté était le

grand-russien, hérité soit de Byzance soit de l'Orient tatare; les agents d'exécution ou employés aussi, de préférence. Mais comme ils n'auraient pas suffi, on recourait à un chassé-croisé facilité par le servilisme congénital du tchinovnick : les *allogènes* furent, non sans succès, chargés de se russifier réciproquement, par exemple les Courlandais ou Finlandais en Pologne ou Lithuanie, les Circassiens et Arméniens en Courlande, en Finlande, etc., les Polonais seuls restant soumis à un ostracisme presque général comme trop réfractaires. Cette politique avait probablement un triple but et certainement un triple effet qui était de servir de dérivatif aux aspirations libérales et réformatrices de la population dominante (la grand-russienne ou moscovite) elle-même, de procurer aux tchinovnicks de tous rangs tous les louches bénéfices dont j'ai plus d'une foie parlé, inhérents aux prohibitions ou prescriptions tracassières, enfin de leur faciliter leur besogne qui, à moins de les prendre au sein des populations locales, ce qui eût été à l'encontre du système, leur eût été trop pénible. Le tchinovnick est essentiellement un nomade. J'ai connu un sénateur qui me contait le plus naturellement du

monde comment en moins de trois ans il avait été procureur général à la cour d'Irkoutsk (Sibérie orientale), à celle de Tiflis, à celle de Varsovie et enfin sénateur à Saint-Pétersbourg. Par suite de disgrâces et de chicanes ministérielles? Nullement; grâce à ses protections. Chacun de ces postes était légèrement plus important que le précédent, chaque mutation comportait des indemnités de déplacement de beaucoup supérieures aux frais réels et le rapprochait du sommet judiciaire, le Sénat (Cour de cassation). Que serait-il devenu, le pauvre homme, si la Sibérie, le Caucase, la Pologne eussent joui d'une organisation adaptée à leurs besoins!

Comment en si peu de temps se mettre au courant, non seulement de chacun de ses ressorts et de ses personnels mais d'autant de législations, de procédures, de compétences, enfin de langues si diverses? N'était-il pas plus simple, plutôt que de plier tant de braves défenseurs de l'autocratie aux besoins de tant de pays divers, de plier les pays eux-mêmes... en corne de bélier? Seulement, une fois venue l'occasion propice, la corne de bélier ne manque pas de se redresser en corne de gazelle, droite et pointue. Le gouvernement provisoire du prince Lvov à

peine installé, la poussée séparatiste, autonomiste ou particulariste se produisit avec une telle violence que, débordé, le gouvernement admettait formellement le principe de la « république fédérative », proclamant par ici, promettant par là, tolérant ailleurs, au hasard des nécessités du moment. Parmi toutes les « autonomies », il y en a eu d'éphémères, d'injustifiables, de grotesques, et il y en a de très sérieuses, de nécessaires et d'inévitables. Dans la première catégorie, déjà liquidée ou en voie de liquidation — dès le jour où on a osé se rappeler que les républiques civilisées comme les monarchies reposent avant tout sur la poigne du gardien de la paix et le verrou du « violon », — se placent parmi les plus connues, la république de Cronstadt et celle de Schlusselbourg. Ces deux villes, fondées par Pierre le Grand en même temps que Saint-Pétersbourg, n'en sont à proprement parler que des banlieues : pourquoi pas la république de Vincennes ou celle de Neuilly? Les républiques éphémères de Krasnoïarsk et de Tomsk en Sibérie ont eu cette utilité de garantir la population locale des bandes de condamnés et déportés de droit commun qui déjà procédaient à la « nationalisation » méthodique des

coffres-forts et mobiliers. La plus savoureuse paraît avoir été celle de Pereïaslavl. C'est un « petit trou » sur la rive gauche du Dniepr inférieur, chef-lieu de district ; pendant près d'un mois, il a eu sa république indépendante, et son dictateur, qui n'était autre que l'illustre Khroustalev-Nosar, en 1905 chef omnipotent de « l'Union des Unions », qui organisa la grève générale d'octobre, réfugié à Paris, exclu par ses coreligionnaires politiques pour cause de vol avéré, rentré en Russie depuis la guerre et... reconnu fou. Sa république a vécu ce que vivent les roses, et a disparu sans drame.

Mais à côté de ces burlesques, il y a les grands mouvements particularistes fondés sur des cause profondes, dont la longue compression tsariste n'a pu avoir raison, que le régime nouveau s'est engagé à reconnaître et qu'il lui faudra organiser ; de la manière qu'il le fera dépendra toute la prospérité intérieure et la puissance extérieure de l'immense république. Ce sont celles qui, dans des pays divers, correspondent à des conditions de race, de religion, de langue, de culture, — ou encore à des conditions géographiques et économiques tellement impérieuses qu'il est impossible de les dominer autrement que par

l'abus de la force, — dont le tsarisme est mort. Ce sont ces pays que nous passerons en revue et ce n'est qu'au fur et à mesure de cette revue rapide, tant ils diffèrent entre eux, qu'il sera possible d'indiquer quelle forme d'autonomie et de fédéralisme chacun de ces pays désire et peut espérer obtenir ; nécessairement, ce sont les procédés de spécialisation anglais et non les procédés américains qu'il faudra appliquer.

II

Je ne m'occuperai pas de la Pologne. Avant tout, grâce à la faibleses militaire de la Russie, elle n'est plus entre ses mains et, de par les déclarations solennelles de Nicolas II dans son ordre du jour aux armées de janvier 1917 et du gouvernement provisoire aussitôt qu'il fut installé, avalisées par les puissances de l'Entente, la Russie n'a plus aucune prétention d'aucune sorte sur ce pays. Si l'on tient compte, d'autre part, de la déclaration, plus ou moins sincère, des deux puissances centrales du 5 novembre 1916, il est indéniable que son avenir est devenu une vaste question internationale ; il serait illogique, et presque impertinent, de la placer dé-

sormais au nombre des questions intérieures russes dont je m'occupe aujourd'hui.

La Finlande. — Elle n'a vraiment pas à se plaindre jusqu'ici, sinon de la révolution russe qui l'a elle-même gravement infectée de virus anarchique, du moins de son gouvernement provisoire. Aux tout premiers jours, le personnage marquant de ce gouvernement était, non M. Kerenski, mais M. Milioukov, le défenseur ardent, on peut dire passionné, de la Finlande au temps de l'oppression véritable. En lui envoyant comme gouverneur général Michel Stakhovitch, un des plus sincèrement libéraux, des plus loyaux et des plus éloquents membres élus du Conseil de l'Empire (1), en abrogeant immédiatement toutes les lois restrictives du statut et des privilèges finlandais, notamment l'inique loi de 1910, le gouvernement provisoire est allé spontanément au bout des concessions que permet à des Russes l'intérêt vital de leur propre patrie.

(1) Le 20 septembre 1917 le télégraphe annonce qne M. Stakowitch a démissionné et a été remplacé par M. Nickrassoff, un « cadet » qni, dès la prise de possession du ponvoir par M. Kerenski, s'est fait sa donblure, alternativement ministre des Chemins de fer, des Finances et vice-président dn gonvernement provisoire.

Loin d'avoir, ainsi qu'on l'espérait certainement à Pétrograd, aplani tout malentendu et fait naître la cordialité entre deux pays devenus également démocratiques, le baiser Lamourette n'a fait qu'enfler les prétentions finlandaises et, chose curieuse, provoquer une explosion de haine forcenée. Elle apparaît d'une manière très pittoresque dans deux lettres publiées fin juillet par la *Gazette de Lausanne,* dues à une dame finlandaise d'origine suédoise, qui paraît bien être le porte-parole de la majorité de sa nation. Cela s'explique par certains côtés propres à la nature, au tempérament, à la mentalité de la nation finlanlaise d'une part, à celle du gouvernement et de la nation russe elle-même, de l'autre.

Le Finlandais a de grandes qualités ; sérieux, laborieux et appliqué, rangé et méthodique, persévérant, merveilleusement respectueux de la loi et du droit d'autrui, sachant se dominer au point d'être devenu, d'un ivrogne fieffé, le plus complètement sobre des Européens, il est en même temps intraitable, d'une obstination irréductible, rancuneux et vindicatif. Placé en face du Russe-type tant de fois décrit, dont l'incurable versalité prenait chez son gouvernement la forme

d'une incurable mauvaise foi, le Finlandais était évidemment prédestiné à « ne pas sentir » le voisin et maître que l'histoire lui a donné, dès le jour où il lui devrait autre chose que des bienfaits, ce qui fut le cas depuis l'annexion jusqu'aux toutes dernières années du dix-neuvième siècle.

Car, si l'on passe du domaine de la psychologie à celui des faits, on est tout de même obligé de reconnaître que, dans le bilan du doit et avoir des deux nations, ce n'est pas le compte créditeur de la Finlande qui l'emporte.

Avant tout la Finlande a le droit, si elle croit pouvoir y arriver, de *demander* l'indépendance, elle ne peut pas la *revendiquer*, parce qu'elle n'en a jamais joui. Elle n'a derrière elle aucune histoire propre, elle n'a jamais tenu de place distincte sur la carte politique de l'Europe. Jusqu'au commencement du siècle dernier, elle formait une simple province suédoise, sans aucun privilège particulier, participait à la Diète de Stockholm, et recevait de là ses lois. Conquise sur la Suède en 1809, conformément à l'une des clauses du traité de Tilsitt, entre Napoléon et Alexandre I^{er}, elle fut bénévolement agrandie de la province de Viborg, arrachée aux Suédois par

Pierre le Grand et qui s'étend presque aux portes de Saint-Pétersbourg, elle fut constituée en grand-duché autonome, douée d'une Diète propre, d'une administration nationale, d'une législation distincte, d'un budget, d'un système monétaire et douanier à elle, liée à la Russie uniquement dans la personne de l'empereur grand-duc. Bien mieux : ses nationaux jouissaient en Russie, sans naturalisation spéciale, de tous les droits civils et politiques, tandis que le gouvernement impérial tolérait qu'un Russe n'eût même pas le droit d'ouvrir une boutique de savetier en territoire finlandais sans l'autorisation du Sénat de Helsingfors. Depuis le règne d'Alexandre III, elle était libérée, et l'est encore au cours de cette sanglante guerre, du plus redoutable des impôts, le service militaire obligatoire, remplacé par un subside qui représente à peine sa quote-part au prorata de la population, dans les budgets de la guerre et de la marine. Enfin la population finlandaise est composée de deux races, absolument distinctes, la suédoise pour à peu près 12 pour 100, la finnoise pour le surplus. C'est sous le régime russe, et sous sa protection, que cette dernière, qui sous le régime suédois n'était qu'une plèbe sans autre signe

de son individualité qu'un idiome incompréhensible à tous les autres peuples européens, a pris conscience d'elle-même, s'est fait et une langue véritable, et une culture égale à celle de n'importe quelle nation de notre continent, combien supérieure à celle de la nation suzeraine. Tel est le compte créditeur de la Russie à l'égard de la Finlande.

Et son compte débiteur ? Il serait nul, sans l'implacable et féroce niaiserie de la fameuse bureaucratie russe. Jusqu'à la fin du siècle dernier, la Finlande, tapie dans son coin glacé, était la plus loyale des contrées allogènes de l'Empire. Maîtresse et heureuse chez elle, elle fournissait à l'empire suzerain des généraux aides-de-camp, des ministres et diplomates fidèles, d'excellents bataillons pour réprimer l'insurrection polonaise de 1863, des « russificateurs » zélés, bien qu'ils parlassent la langue « au-dessus de tout » avec un singulier accent. — Pourquoi, de but en blanc, en 1898, si j'ai bonne mémoire, leur infligea-t-on comme général-gouverneur un certain Bobrikov, qui se mit à piétiner à tort et à travers leurs privilèges, leurs lois, leur langue, leurs usages placides et réglés? On a parlé d'une excursion *incognito* en Finlande

du grand-duc héritier — le futur Nicolas II — qui se serait vu, dans un petit bureau de poste aux environs de Pétersbourg, refuser tour à tour un timbre et une monnaie russe sur le ton maussade et renfrogné excusable par 61° de latitude Nord. Ce serait un « nez de Cléopâtre » *sui generis*. J'inclinerais plutôt à croire, plus simplement, que dès lors, l'absentéisme et l'appauvrissement graduel des 130.000 familles de « pomiechtchiks tchinovisés » dont j'ai parlé dans ma précédente étude ayant rendu les autres débouchés allogènes insuffisants, on avait jeté les yeux sur la Finlande : on pouvait y placer trois mille fonctionnaires, et en « perfectionnant les services » le double.

Au bout de deux ans, Bobrikov était assassiné par le fils d'un sénateur finlandais. Depuis ce fut, entre la Russie officielle et la Finlande, la guerre au couteau, au couteau à papier du reste, car, ainsi que le regrettait amèrement vers 1909 certain haut burcaucrate russe, ignorant avoir un Polonais parmi ses auditeurs, « ces Finlandais ont la tête trop solide pour se laisser, comme les Polonais, entraîner à une insurrection ». — Il y eut bien, en octobre 1905, une sorte d'armistice, dû à l'excès d'angoisse provoqué par la grande

grève ; le manifeste du 17-30 octobre, spécial à l'Empire, fut accompagné le même jour d'un autre, spécial au grand-duché, qui confirmait le privilège de son autonomie, et par surcroît le dotait d'un cadeau qui avait tout l'air d'un piège — puisqu'on le refusait avec indignation à la Russie — le suffrage universel même féminin. Du coup la Diète finlandaise eut une majorité à la fois socialiste et chauvine. Lorsque Stolypine eut cru nécessaire d'expier quelques velléités d'un libéralisme très pâle en s'engageant à pleines voiles dans le courant à la fois nationaliste et réactionnaire, la « russification » de la Finlande devint, à côté de celle des anciennes provinces polonaises, son cheval de bataille. D'où la loi de 1910, qui fait encore frémir d'indignation toute la nation finlandaise.

Cette loi contenait quatorze dispositions distinctes. Elles étaient toutes, sans exception, repoussées par les Finlandais. Pourtant il y en avait cinq auxquelles aucun Russe réellement, quoique intelligemment patriote ne pouvait refuser son appui. La Finlande est unie à la Russie ou elle ne l'est pas. Si elle l'est, aucun Russe ne pouvait admettre que certaines questions communes, vitales pour les deux pays, telles que le

régime monétaire, douanier et celui des chemins de fer, ne pussent pas être résolues selon quelque procédure qui assurât leur solution malgré le mauvais vouloir de l'une des parties. Il ne pouvait admettre que la Finlande ne concourût pas à la défense commune de son sang aussi bien que de son argent, comme fait en ce moment la Hongrie, comme font les « Dominions » anglais. Ni enfin que la justice finlandaise et la russe fussent à ce point indépendantes l'une de l'autre que, dans la période de terrorisme qui s'étendit de 1901 à 1908, les futurs ministres de la République qui avaient participé à un attentat ou à un complot contre l'Empereur de Russie trouvassent un refuge assuré chez le grand-duc de Finlande, bien que tous deux logeassent dans la même enveloppe périssable.

Mais les neuf autres articles étaient la négation même de l'autonomie finlandaise, même de la nationalité, avaient le caractère nettement *russificateur* que devait leur imprimer un spécialiste comme Stolypine, qui avait fait toute sa carrière dans les *provinces de l'Ouest* et y possédait, par grâce, un beau domaine polonais confisqué. La loi fut à la Douma et au conseil de l'Empire (surtout là) l'objet d'une discussion très élevée, quoi-

que inutile, puisque le vote de la majorité était assuré. C'est à la Chambre Haute que le « général de la cavalerie » S... prononça un discours d'une belle franchise militaire. Il disait, en substance, qu'il trouvait superflu de discuter contre le savant recteur de l'Université de Pétersbourg, David Grimm, les actes solennels octroyés par Alexandre Ier à la Finlande. Il suffisait de rappeler leurs dates, 1809 et 1810, c'est-à-dire le moment où le judicieux souverain prévoyait comme certaines la guerre avec le terrible Napoléon et l'invasion de la Russie. Pouvait-il laisser aux portes de Pétersbourg un pays et un peuple à peine conquis et d'une fidélité douteuse ? Non, le seul moyen d'assurer ses derrières était de faire à ce peuple des conditions telles qu'il les considérerait comme un précieux bienfait en comparaison de celles que lui avait faites la Suède. On ne peut que louer Alexandre Ier d'avoir agi ainsi et reconnaître que ce fut le grand mérite devant la patrie des divers gouvernements russes et de la dynastie elle-même que d'avoir su, au fur et à mesure que l'Empire s'agrandissait de territoires et de populations allogènes, leur offrir les promesses et les garanties capables d'assurer leur tranquillité, — quitte, au fur et à mesure que les

conjonctures le permettraient, à revenir à une politique et une législation plus propres à assurer l'unification et l'homogénéité totale de l'Empire.

Combien on aime cette noble franchise! Comme elle vous repose de toutes ces arguties, de ces pauvres *distinguo* de robins dont les assemblées de l'Europe, Soviet et Reichstag compris, nous fatiguent depuis trois ans, entre autres, à propos de certains « buts » ou « responsabilités ».

La majorité de la noble assemblée buvait cette harangue comme du lait. Mais je suppose que les Finlandais ne l'ont pas oubliée, et on s'explique dès lors l'intransigeance ou même l'exagération de leurs postulats actuels : ils veulent garder de la marge. Toutefois l'issue du conflit paraît à peu près certaine parce que, de part et d'autre, elle est dominée par la force même des choses. Au moment où j'écris, la Diète, après avoir en principe proclamé l'indépendance totale de la Finlande, résolu de ne pas soumettre les lois votées par elle à la sanction du gouvernement russe, comme héritier du grand-duc déchu, refusé tout subside de guerre, même sous forme de prêt, et réclamé l'évacuation totale du pays par les troupes russes, a été dissoute et la Diète

nouvelle doit se réunir en novembre. A ce moment, comme aujourd'hui, la force des choses indiquera ceci :

Que la Russie, quel que soit son gouvernement, ne peut aller au dclà de ce qu'elle offre actuellement, sous peine de suicide. Retirer ses troupes aujourd'hui, ce serait appeler unc descente allemande. Par ailleurs, rien ne lui serait plus facile, ou même profitable, que de renoncer complètement à ce pays déshérité par la Providence et à cette population hostile qui ne lui fournissent ni soldats, ni richesses, car économiquement ce n'est pas la Russie qui exploite la Finlande, c'est l'inverse; d'ailleurs, le nouveau port de Kola et son chemin de fer ne sont pas en territoire finlandais (province d'Olonetz et Archangel). Mais il y a la « folie » de Pierre le Grand. De Bienloostrov, la station frontière finlandaise, à Pétrograd, il y a, à travers l'estuaire de la Néva, 20 et quelques kilomètres à vol d'oiseau et de là il serait plus aisé de bombarder la capitale que Dunkerque des positions allemandes en Belgique. Il faudrait donc déplacer la capitale, renoncer aux nombreux milliards qu'elle a engloutis dans sa fange et les dépenser ailleurs. Bien entendu, comme on le disait sous Alexandre III, qui caressait assure-t-on

cette idée, au bout d'un an on chasserait l'ours sur le Newski.

D'autre part la Finlande ne pourra faire autrement que de se résigner. Ne disposant d'aucune force armée, elle ne saurait même profiter des embarras militaires actuels de la Russie. D'ailleurs, quelle que soit l'indéniable imprudence des socialistes qui dominent dans ce pays, ils ne seront point aveugles au point de ne pas savoir que, pour socialistes et révolutionnaires que soient les chefs actuels du gouvernement russe, ils n'en sont pas moins russes, peut-être autant, à leur manière, que le digne général cité plus haut. Ce n'est pas tout que d'acquérir l'indépendance *pendant* la crise russe : il faut être sûr de la conserver *après*.

Quant aux visées de la Suède, dont on parle parfois, il faut voir là une hypothèse illusoire. Jamais la Suède ne retrouvera, pour entrer en lutte avec la Russie, une occasion aussi favorable que celle qu'elle a délibérément négligée au cours des trois dernières années. Elle a sagement agi. Elle ne ferait que se créer des embarras inextricables en accolant à sa population parfaitement homogène de 5 millions et demi d'habitants une race absolument distincte de 3 millions, la finnoise,

qui ne comptait pas avant 1806, mais qui a depuis tout à fait pris conscience d'elle-même, qui est devenue absolument dominante dans son pays et qui serait certainement aussi réfractaire envers elle qu'elle l'est envers sa suzeraine actuelle.

En somme, le bilan des rapports russo-finlandais s'établit ainsi : près d'un siècle d'une suzeraineté très paternelle d'un côté, d'une parfaite fidélité de l'autre, et vingt ans de persécutions niaises ici, et là de résistances et de rancunes justifiées. La Russie nouvelle a fait le possible pour effacer les mauvais souvenirs et réveiller les bons. Selon que la Finlande aura ou non le bon sens d'imiter son exemple, le conflit actuel prendra la forme d'un embarras momentané ou d'un grave danger.

L'Ukraine. — Lorsqu'éclata, au commencement de cet été, la nouvelle qu'il s'était constitué à Kiev une *Rada* (Conseil, comme Soviet) due, naturellement, à la génération spontanée, qu'elle avait proclamé la convocation d'une constituante ukrainienne distincte, d'une armée, d'un ministère complet, y compris ceux des finances, de la guerre et des affaires étrangères, soit tous les éléments de l'indépendance absolue; lorsqu'on

apprit surtout que les représentants du gouvernement provisoire central et lui-même, après eux, avaient accepté presque tous ces postulats, ces nouvelles engendrèrent parmi les amis de la Russie la crainte qu'elle ne fût à la veille de la grande catastrophe, et parmi ceux qui sont au courant de la question, une véritable stupéfaction. Le danger était considérable; il se serait agi d'amputer la Russie d'un pays plus vaste que la France, la Belgique, la Hollande et la Suisse réunies, d'une trentaine de millions d'habitants, de son territoire agricole le plus riche, de toute son industrie sucrière, de son sel gemme, des deux tiers de son charbon, de son minerai de fer et de son industrie métallurgique, enfin de lui couper presque tout accès à la mer Noire.

La stupéfaction provenait de l'abîme qui se révélait subitement entre les prétentions formidables de ceux qui parlaient au nom des populations entre Dniepr et Don et de ce que l'on savait jusque-là des aspirations plutôt modestes de l'ukraïnisme. A cet égard, un fait est significatif : le territoire que visait la Rada était représenté aux quatre Doumas précédentes (dont les deux premières furent élues sans pression administrative) par un peu plus de 100 députés dont

une trentaine de paysans, presque le quart de la Chambre : or, tandis que toutes les nationalités qui visent à l'indépendance ou à une autonomie même restreinte y étaient représentées par des groupes distincts, parfois minimes (Polonais, Lithuaniens, Baltes allemands, Lettons, Tatares, mahométans-Circassiens) il n'y avait pas de groupe ukrainien, ou petit-russien ou ruthène. M. Rodzianko, président de la Chambre, lui-même petit-russien de race de la province d'Ekaterinoslav, aimait à répéter : « Il existe un *pays* petit-russien, je ne connais pas de nation petite-russienne. » Pour discerner ce qu'il peut y avoir de réel et de justifié dans le mouvement dit ukrainien, et ce qu'il offre de factice et d'exagéré, il faut examiner brièvement sur quelles données géographiques, historiques, ethniques et sociales il repose.

Disons d'abord que le vocable *ukraïnien* est d'origine absolument récente. Jusque vers la fin du siècle dernier, l'appellation « Ukraine » s'appliquait exclusivement à la province actuelle de Kiev; elle a été étendue à tout le territoire habité par des populations identiques ou très apparentées à celles de l'Ukraine propre. Les mégalomanes de la Rada prétendent, paraît-il, réunir le ter-

ritoire des cosaques du Don qui, eux, se considèrent plutôt comme des Russes tout court, et la Bessarabie, plutôt roumaine et qui déjà proteste, à la province de Kherson, dont la ville principale, Odessa, est absolument cosmopolite, principalement gréco-roumano-juive, et la campagne tout récemment entrée en culture et colonisée par des éléments divers, enfin à la Crimée, qui est restée, en grande majorité tatare. Ces trois dernières provinces resteraient, avec la défection de l'Ukraine, tout à fait isolées du reste de l'Empire. Le territoire (et c'est suffisant) où l'ukrainisme a des chances de dominer se compose, de l'Ouest à l'Est, outre la Galicie orientale qui appartient à l'Autriche, des provinces de Podolie, Volhynie, Kiev sur la rive droite du Dniepr, de celles de Tchernigov, Poltava, Ekaterinoslav, Kharkov sur la rive gauche (1).

Historiquement, il n'y a jamais eu d'Etat, ni d'histoire ni de culture spéciale qui s'étendît à

(1) Les journaux du 12 août annoncent qu'en vertu d'un accord entre le gouvernement provisoire et M. Vinitchenko, agissant au nom de l'Ukraine, l'adjonction des trois provinces contestées serait réglée par voie de plébiscite. En ce cas, les chances seraient grandes pour les prétentions ukrainiennes, non seulement parce qu'il est dans la nature des plébiscites d'être affirmatifs, mais aussi parce que, bien que la Bessarabie ne compte que 19 pour 100 de Ruthènes, la Crimée peut-être moins encore, les rancunes de tous les Allogènes contre le *Moskal* (Moscovite) sont assez récentes et vivaces pour les unir tous contre lui.

tout le pays et aux populations actuellement revendiquées. Il y a au moins quatre histoires distinctes. Toujours de l'Ouest à l'Est, nous avons :

1° La Russie rouge, comprenant la Galicie orientale et partie de la Podolie, régie jusqu'à la fin du treizième siècle par des principicules de la maison de Rurick; elle passe un temps à la Hongrie qui, au quatorzième, la cède volontairement à la Pologne à laquelle elle appartient jusqu'au partage de la fin du dix-huitième siècle : alors la Galicie échoit à l'Autriche, la Podolie à la Russie. Grâce à la longue suprématie polonaise, il n'y a en Galicie que 60 pour 100 de Ruthènes, 30 pour 100 de Polonais, dont tout l'élément urbain, et 10 pour 100 de juifs.

2° Les trois provinces de la Podolie, Volhynie, Kiev (Ukraine) passent, aux treizième et quatorzième siècles, sous la domination de la République unie de Pologne-Lithuanie, et sont annexées sauf la ville de Kiew (réeupérée un siècle plus tôt) à la Russie à la fin du dix-huitième siècle.

3° Sur les deux rives du Dniepr inférieur, s'établissent et se maintiennent, pendant près de trois siècles, les cosaques dits Zaporogues. C'est bien moins une nationalité ou une race qu'une vaste

confrérie militaire qui se recrute plus qu'elle ne se reproduit, où, sur un fond ruthène, se superposent les transfuges polonais, grands-russiens, roumains, tatares même, avides de batailles et de butin. Sorte de boulevard entre la république de Pologne, leur suzeraine, et les Tatares ou Turcs; ils combattent avec elle et finalement contre elle, de sa suzeraineté passent sous celle des Tsars de Moscou (au milieu du dix-septième siècle). Pierre le Grand, à la suite de la trahison de Mazeppa, réduit leurs privilèges et leur autonomie, Elisabeth la supprime entièrement; une partie se transporte sur le Don, le gros se fond dans le peuple agricole et sédentaire. L'épopée cosaque (car c'est une épopée) est tout ce que « l'Ukrainisme » offre vraiment d'histoire distincte, elle fournit la légende populaire, et c'est là seulement que l'on peut puiser les éléments du « panache » sans lequel il n'y a pas à vrai dire de nationalité vivace.

4° Plus à l'Est, la province de Tchernigov passe et repasse de l'indépendance à la sujétion polonaise, dès le dix-septième siècle fait partie définitivement de la Moscovie, tandis que les steppes de Poltava (sauf ce qu'en utilisaient les cosaques), de Kharkov et d'Ekaterinoslav (où se

promenaient les villages ambulants de Potemkine), longtemps incultes, traversées par les invasions tatares, ne furent peuplées de colons que fort tard, entrant au fur et à mesure dans l'orbite moscovite.

En réalité, ce qui fait le fond de l'ukrainisme, opposé à la nation russe au sens propre, c'est-à-dire grand-russienne ou moscovite, c'est la langue et la race. Elle n'est autre que la race russe *originaire*, purement slave; du neuvième siècle à la fin du douzième, son histoire est l'histoire russe elle-même. C'est alors que l'un de ses princes s'en va fonder à Souzdal, puis à Moscou, l'embryon de l'Etat moscovite. A des populations locales, païennes, finno-mongoles, les nouveaux venus imposent leur religion et leur langue, tombent bientôt sous le joug tatare pour trois siècles, et de ce mélange résulte la branche dominante des Grands-Russiens ou Moscovites actuels (au plus dix-neuf provinces autour de Moscou, environ 45 millions d'âmes). Cependant leurs ancêtres entre Dniepr et Don ont gardé à peu près intacte la pureté de leur race (les types sont nettement tranchés), tandis que la langue, fortement imprégnée de polonais, intermédiaire entre lui et le russe actuel, forme une langue à part, riche et

pittoresque, qui a toujours eu son folk-lore plein d'intérêt et s'est fait, au dix-neuvième siècle, une littérature propre déjà respectable, sans compter tout ce qu'elle a apporté à la littérature et à l'art russes : le Petit-Russien, moins homme d'affaires que le Moscovite, est beaucoup plus artiste.

L'ukrainisme doit beaucoup à l'ancien régime bureaucratique. Dans sa manie de « russification », ne pouvant s'en prendre à la religion, — toute cette population étant orthodoxe grecque comme la moscovite (les Ruthènes de Galicie sont catholique-uniates), — le tchinovnick s'acharnait jusqu'au ridicule sur la langue et, naturellement, augmentait par là sa vitalité. L'acuité et les exagérations premières du mouvement ruthène au début de la Révolution doivent être considérées avant tout comme une réaction contre la compression précédente. D'autre part, c'est au gouvernement russe lui-même que l'ukrainisme doit en grande partie de lui avoir créé en Galicie, de l'autre côté de la frontière autrichienne, une vraie pépinière dont les plants devaient étendre leurs racines aussi en Bukovine et chez les Slovaques de Hongrie. Seulement, après que le gouvernement autrichien, — qui, au temps de Metternich,

avait le premier réveillé le particularisme ruthène pour combattre le polonisme, — eut mis une sourdine à cette action, c'est Berlin qui prit la suite de l'affaire, pour faire irradier *son* ukrainisme sur les provinces ruthènes et petites-russiennes de Russie. Il a été récemment établi qu'un des plus actifs organisateurs du mouvement ukrainien, un certain Skoropis-Ioltoukhovski, aurait, au mois d'avril de cette année, fait un séjour à Berlin et en aurait ramené de forts crédits sur des banques *russes*. L'ukrainisme était ainsi chauffé à deux chalumeaux.

Toutefois, de l'exposition, aussi impartiale que j'ai pu la faire, qui précède, il semble bien que, s'il y a dans l'ukrainisme russe tous les éléments qui expliquent, qui justifient le *particularisme*, on ne trouve pas ceux que réclame le *séparatisme*, c'est-à-dire la fondation d'un Etat national réellement indépendant. Là où il n'y a pas communauté d'histoire dans le passé, pas de traditions, de législation propres, enfin pas d'élite sociale, — celle-ci étant, dans les provinces de Podolie, Volhynie et Kiev, principalement polonaise, dans les quatre autres moscovite d'origine ou de tendances, — il est bien difficile de créer de toutes pièces une nation et un Etat qui, terri-

toire et population combinés, équivaudrait à l'Italie et dépasserait l'Espagne (1).

Du reste, il semble que déjà la *Rada* ait modéré ses appétits. Il est fort possible que, lorsque viendra l'heure des solutions pratiques, il y ait deux autonomies, l'une à gauche du Dnieper, l'autre à droite; d'ores et déjà il ne manque ni de Ruthènes ni de Polonais qui pensent à l'union, ou alliance de ce pays, non plus avec la Russie, mais comme autrefois avec la Pologne restaurée.

D'après des renseignements personnels, dans ces trois provinces, le gouvernement révolutionnaire ayant renouvelé toute l'administration locale sur la base élective, les paysans ruthènes, pour toutes les fonctions qu'ils ne pouvaient confier aux leurs, faute du minimum d'instruction indispensable, ont élu des Polonais, moyens propriétaires, employés des fabriques de sucre ou des grands domaines agricoles, etc..., excluant systématiquement les Russes authentiques d'importation récente, et même leurs popes, originaires du

(1) Le 16 août 1917, le gouvernement provisoire a limité le territoire de l'Ukraine autonome aux provinces de Volhynie, Podalie, Kiev, Poltava et Tchernigov, moins ses quatre districts septentrionaux; cela ferait dix-huit millions d'habitants. Toutefois l'autonomie, ainsi que la compétence de la *Rada* et du secrétariat-général, pourront être étendues « à d'autres provinces » (lesquelles?) si leurs *Ziemstvos* en expriment la volonté. Tout ce décret respire l'improvisation et l'instabilité.

pays mais inféodés, par ordre, à la politique de russification.

Quant à la Ruthénie autrichienne ou Galicie orientale, aujourd'hui totalement évacuée par l'armée russe, par suite de ce fait et des très mauvais souvenirs qu'a laissés dans le pays, chez les Ruthènes-Uniates bien plus que chez les Polonais, son invasion et son séjour en 1914-1915, il semble inopportun de la faire entrer à présent dans la liste des autonomies russes.

La Lithuanie. — Pour les mêmes raisons que pour la Pologne, il est prématuré de s'en occuper en détail. Elle est presque tout entière occupée par les Allemands. Aussi bien eux que leurs adversaires reconnaissent qu'il « y aura quelque chose à faire de ce côté », mais ne disent pas, et probablement ne savent pas quoi. Toutefois la Russie officielle du jour (qui pour l'instant se personnifie en M. Kerenski) tolère ou même encourage des réunions et des discussions consacrées à « l'autonomie lithuanienne », ce qui implique le dessein de garder ce pays comme partie de la Russie composite future. Dans ces discussions préliminaires, les Lithuaniens de race figurent presque exclusivement, les Polonais gar-

dent l'expectative. C'est pourquoi je me contenterai d'indiquer sommairement les éléments principaux de la question, remettant de la traiter plus à fond au moment opportun.

Le terme « Lithuanie » s'étend ou se rétrécit selon son acception historique, politico-géographique ou ethnographique. Dans le premier sens, le grand-duché de Lithuanie, qui fut pendant cinq siècles uni à la Pologne, devait son nom à sa dynastie, mais la Lithuanie propre n'en constituait qu'une partie infime, la grande masse étant à fond blanc-russien ou ruthène. Depuis la domination russe, on appelait géographiquement Lithuanie les trois provinces de Kovno, Vilna, Grodno, unies pendant un siècle en un gouvernement général; enfin ethnographiquement, la race lithuanienne, non slave comme les autres aborigènes riverains de la Baltique, occupe aujourd'hui une bande étroite du territoire oriental de la Prusse, partie de la province de Souvalki (Pologne), à peu près toute la province de Kovno, le district de Troki dans la province de Vilna; dans le reste et dans celle de Grodno, il n'y a plus que des îlots qui se résorbent de plus en plus dans la masse ambiante blanc-russienne, plus ou moins polonisée. Ce sont ces trois provinces que

les Allemands occupent à peu près en entier depuis deux ans et dont le sort futur est en suspens.

Les Allemands prétendent les garder et parlent de moins en moins d'un royaume lithuanien, de plus en plus d'un « pays de colonisation ». On sait ce que cela veut dire. Les Russes espèrent les reprendre; d'un côté ils parlent officiellement de reconquérir « la terre natale », d'autre part ils affirment non moins officiellement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En ce cas, une fois revenus, s'ils ne renoncent pas à l'une ou à l'autre de ces affirmations, ils seront embarrassés pour les concilier. En effet, la guerre présente a démontré combien pauvre de résultats a été la « russification » forcenée de ce pays poursuivie de 1865 à 1905. Les tchinovnicks et les popes ayant déguerpi jusqu'au dernier, il reste pour l'ensemble du pays une population hétéroclite, composée avant la guerre à peu près de 33 pour 100 de Lithuaniens de race et de langue, de 40 pour 100 de Blanc-Russiens d'origine, 15 pour 100 de Polonais et 12 pour 100 de Juifs, aucune race n'ayant la prépondérance absolue et toutes non-russes. Tandis que les Lithuaniens lithuanisants évacués de gré ou de force en Russie ont,

comme de raison, adopté la plateforme de l'autonomie sous la suprématie russe, il appert que parmi ceux qui sont restés chez eux il se forme au contraire un courant autonomiste aussi, mais appuyé comme autrefois sur la Pologne. Les Polonais, bien entendu, abondent de toutes leurs forces dans ce sens. Les Blancs-Russiens des provinces de Vilna et Grodno étaient déjà en majorité catholiques romains; les orthodoxes, — tous originairement convertis de force, — paraissent être revenus en masse à leur ancienne religion et tous ensemble ont récemment joué un vilain tour aux Allemands : lors du recensement fait par ceux-ci pour établir que le pays n'a rien à voir avec la Pologne, ils ont avec entrain renié leur nationalité pour se déclarer Polonais, si bien que le total accuse plus de six Polonais contre un « Weissruthener » (1). Dépité, le gouvernement d'occupation a retiré ses cartes ethnographiques et rétabli l'ancienne statistique russe, très truquée d'ailleurs, qui donnait la proportion inverse. Seuls les Juifs, qui jusqu'au mois de mars 1917 étaient ostensiblement germanophiles, grâce à la Révolution russe dont ils sont jusqu'à présent les

(1) Voir *Europäische Staats-und Wirtschafts-Zeitung*, n° 20. 19. 5. 17 W. Feldmann : *Polen, Litouen und Weissruthenen.*

principaux bénéficiaires, peuvent se retourner et devenir des « russificateurs ».

Si les résultats de la guerre et les combinaisons internationales ne ramènent pas l'ancienne union de la Lithuanie et de la Pologne, ce pays sera au premier rang des candidats à l'autonomie; à cause de sa position géographique autant que de son passé il faudra bien du savoir-faire à la Russie nouvelle pour y neutraliser la « tendance centrifuge ».

La Russie blanche. — Le gouvernement russe englobait sous ce terme les provinces de Minsk, Vitebsk et Mohilev, les deux premières enlevées à la Pologne lors du premier partage (1772), la dernière lors du second (1793). En fait, sur les huit districts de la province de Minsk, trois, ceux de Novogrodek, de Sloutzk (occupés par les Allemands) et de Minsk participent en tout de la nature de la Lithuanie et mériteraient de suivre son sort. Le reste offre ces particularités : population locale blanc-russienne, presque toute orthodoxe, à idiome également rapproché du polonais et du russe, mais rudimentaire et sans littérature quelconque. Superstructure sociale polonaise déjà pas mal mélangée de russe; caractère des

villes aussi russe que polonais, à l'inverse de la Lithuanie. Par suite de cet ensemble de conditions, bien que là aussi la devise soit à l'autonomie, le mouvement paraît manquer de vigueur, et on s'arrêtera probablement à l'autonomie administrative régionale, selon la formule de Charapov.

Le pays balte. — Allogène autant que la Finlande. La population aborigène est, en Courlande et dans la partie occidentale de la Livonie, lettone (apparentée aux Lithuaniens), dans l'occidentale et toute l'Esthonie, esthe, proche des Finnois. Dès le douzième siècle, l'ordre allemand des Chevaliers Porte-Glaives s'y installe, maintient son indépendance; au seizième siècle le grand-maître Kettler et tout l'ordre passent au luthéranisme, se sécularisent, se partagent les fiefs de la Communauté; bientôt la Courlande devient, et reste jusqu'à la fin, vassale de la Pologne; la Livonie et l'Esthonie passent et repassent à la Pologne, à la Suède et à la Russie, qui au dix-huitième siècle est définitivement maîtresse de tout le pays. Loin de regimber, les barons allemands deviennent les serviteurs zélés et, de fait, les maîtres, avant tout les éducateurs, de l'auto-

cratie russe. Grâce à cela ils gardent chez eux une autonomie administrative complète, fondée sur les privilèges de la noblesse et de la bourgeoisie urbaine, absolument allemandes ou germanisées. Jusqu'à la mort d'Alexandre II, lui-même entouré de Baltes allemands (à un moment ils occupent 82 pour 100 des dignités et grades du plus haut rang), Dorpat (depuis Iouriev) et son université sont plus allemands que Heidelberg, Riga plus que Konigsberg. Mais ces représentants d'une race célèbre pour sa prévoyance ont commis une faute irréparable. Il n'aurait tenu qu'à eux, pendant sept siècles de domination, de germaniser aussi complètement la plèbe autochtone des Lettons ou Esthes que leurs confrères les chevaliers teutoniques et leur descendance également sécularisée l'ont fait des Borusses, ces jumeaux des Lettons, dont il n'est resté que le nom. Tout au contraire, par pur orgueil de race et de caste, ils n'ont cessé pendant ces sept siècles (jusque vers 1880) de maintenir un mur entre eux et ces « races inférieures », ne s'adressant jamais à elles que dans leur idiome, leur fournissant écoles primaires, justice villageoise, prêches et enseignement religieux, exclusivement en letton ou esthe. Ils furent tout penauds lorsqu'Alexan-

dre III, d'autant plus grand-russien qu'il avait dans les veines 63 parties sur 64 de sang allemand, introduisit dans leur pays, avec vigueur, suite et rapidité, le système de « russification » selon les formules bien établies et éprouvées dans les anciennes provinces polonaises. Il n'y avait à « dégermaniser » que les couches supérieures, nobles et bourgeois, de la population. Les inférieures, soit 75 pour 100, offraient un terrain vierge.

Les prudents Germains ne bronchèrent pas. Aucune résistance, ni active comme en Pologne, ni passive comme en Finlande, ils supportèrent patiemment la substitution obligatoire de la langue russe à l'allemande et aux idiomes locaux, la perte de leurs privilèges, l'invasion des administrations par l'élément grand-russien ou « assimilé » contents de garder presque intactes leurs situations dominantes à Saint-Pétersbourg et de jouer eux-mêmes ailleurs le rôle d' « assimilés ». Les mêmes barons, qui dans leur Courlande et leur Livonie étaient exclus des fonctions les plus modestes comme suspects, devenaient gouverneurs de province en Pologne, en Lithuanie, Ruthénie, etc., et russifiaient consciencieusement.

Depuis la guerre, malgré les Rennenkamf, Sie-

vers, Scheidemann (les trois adversaires principaux de Hindenburg en Prusse et en Pologne), malgré Sturmer, ils ont eu à passer un mauvais quart d'heure. Ceux de Courlande respirent, pour le moment, à l'abri des tranchées allemandes et de la Divina (1). Mais ceux de Livonie et d'Esthonie n'en mènent pas large, surtout depuis la révolution. Leur cas s'aggrave de ce que, depuis l'ère de prussification, un nombre énorme de familles nobles avaient pris l'habitude de répartir leurs rejetons entre le service russe et l'allemand. Il se publie à Stuttgard un curieux almanach des « Baltes en Allemagne ». Il n'est guère de famille balte connue qui n'ait ses représentants au service militaire ou civil du Vaterland, l'une d'elles en avait vers 1913 jusqu'à douze. Cela n'a pas empêché l'un des siens de commander toute une armée russe en Prusse orientale (deuxième invasion) et de se replier en mars 1915 en ordre très dispersé.

Bien entendu, ce pays est au premier rang de ceux qui réclament l'autonomie et qui, d'après les principes proclamés par la révolution, y ont

(1) Depuis l'apparition première de cette étude la Dvina a été franchie, Riga conquise ou plutôt cueillie, et il est à prévoir que l'occupation allemande pourra s'étendre jusqu'au lac Peïpous et son déversoir la Narowa, limite orientale du pays Baltique.

droit, puisque l'élément russe authentique y fait presque complètement défaut. Aussi longtemps que durera l'effacement de l'élément allemand, cette autonomie aura un caractère nettement démocratique, pour ne pas dire démagogique, puisque l'antagonisme qui sépare la population aborigène lette ou esthe de l'allemand est de nature sociale non moins que nationale. Par suite et sous cette réserve, le particularisme ne prendra pas la forme du séparatisme, au contraire, puisque c'est la Russie seule qui fournira un appui à ces aborigènes redevenus maîtres contre leurs voisins de Prusse, dont la « pression vers l'est » sera d'autant plus forte et efficace que la Russie fédérative offrira moins de puissance extérieure. Il y a pourtant à compter avec l'empreinte que sept siècles de *Kultur* ont laissée dans le pays. La noblesse, grâce aux lois agraires, peut entièrement disparaître. Mais la bourgeoisie, allemande ou germanisée, riche et intelligente, restera, et il est difficile de prévoir si elle exercera à l'égard des éléments lettes et esthes une action absorbante, ou se résorbera en eux.

*
**

Les cinq « autonomies » que nous venons de passer en revue, qui forment la ceinture occidentale de la Russie d'Europe, offrent ce caractère commun, que toutes les populations qui les composent ont, à la différence de la grande-russienne, subi et gardé exclusivement, en Ukraine au moins fortement, l'empreinte de la civilisation occidentale, germanique en pays baltiques et en Finlande, purement latine dans les vastes territoires de l'ancienne république de Pologne. D'où une différence presque irréductible dans l'ancienneté, le niveau et la nature de leurs civilisations et de leurs mentalités. Au contraire le Grand-Russien s'est formé sous les influences byzantines ou tatares, en tout cas orientales, et lui-même sent que, lorsqu'il met les pieds dans l'un de ces pays, il entre en Occident. Là est le drame. On dit que rien n'est insupportable à l'homme instruit comme l'ignorant..., sinon, ajoutons-le, l'homme instruit à l'ignorant. Toutefois qu'est-ce qui serait plus pénible : au Tunisien, à l'Egyptien, la suprématie du Français ou de l'Anglais, ou bien l'inverse?

Au contraire tous les autres allogènes que nous

allons examiner, qui forment la ceinture orientale de la Russie d'Europe, sont entrés plus tard que la Moscovie dans la civilisation européenne; c'est elle qui les y a initiés, sa suprématie a été pour elles un bienfait relatif, et c'est pourquoi elles réagissent moins contre elle.

L'Islam. — La Russie compte près de 20 millions de sujets mahométans, en grande majorité d'origine tatare. La moitié en est disséminée en Crimée, au Caucase, à l'est de la Caspienne et de l'Oural et, grâce à sa dispersion, n'offre pas de dangers graves pour la cohésion de l'Empire.Mais une bonne moitié est massée entre la rive gauche de la Volga et de l'Oural, du sud de la province de Nijni-Novgorod à Astrakan. C'est l'ancien domaine de la Grande-Horde, pendant trois siècles suzeraine de la Moscovie, où les grands-ducs allaient implorer leur investiture, porter leur tribut, et présentant au Khan à cheval une coupe de lait de jument, lécher sur sa botte les gouttes qu'il avait laissées tomber exprès. Le centre ethnographique et religieux de cet immense pays est Kazan (il y a quelques années les femmes voilées y étaient encore très nombreuses). Il en est là comme dans

les pays précédemment décrits : les diverses couches sociales sont en même temps des couches nationales. En haut, l'élément russe et orthodoxe, plus dense dans les villes, presque réduit aux grands propriétaires dans les campagnes; en bas, la masse mahométane et tatare. Depuis l'effondrement de la Horde, ces Tatares ont accepté leur sort avec la résignation fataliste du musulman et de l'oriental. Mais ils sont restés eux-mêmes, selon cette loi tant de fois constatée, qu'Islam et Christianisme sont impénétrables l'un à l'autre. Que cette masse soit nombreuse, compacte et suffisamment unie, on en peut juger d'après ce fait, qu'aux deux premières Doumas, elle avait réussi à faire passer 22 députés musulmans, réunis en un groupe distinct! fort modérés, loyaux d'apparence, leurs prétentions alors n'allaient pas au delà de la liberté religieuse complète et de l'admission de leur langue dans les écoles primaires. Cependant Stolypine crut prudent, lors de sa loi-coup d'Etat électorale de juin 1907, de réduire, à l'aide de subterfuges assez grossiers, comme il avait fait pour la Pologne, les « provinces de l'Ouest » et le Caucase, leur représentation à un tiers de ce qu'elle était.

Ils réclament à leur tour l'autonomie nationale,

au nom du principe proclamé par la Révolution pour lequel des Russes ont inventé l'élégant barbarisme d' « auto-détermination » — *Samoopredelenie* — jusqu'à présent sans ostentation ni visées séparatistes. En serait-il de même si l'œuvre organisatrice pro-touranienne centralisée à Constantinople, dont parlait le *Temps* du 10 août, étendait sur ce pays une propagande active? Deux circonstances paraissent plutôt rassurantes : d'abord on ne voit pas très bien la Turquie, qui depuis plus d'un demi-siècle fait concurrence à la peau de chagrin de Balzac, organiser au dehors une propagande impérialiste efficace, d'autre part un coup d'œil sur la carte montre que ces Tatares d'outre-Volga ne sauraient trouver à leur portée aucun appui sérieux.

Le Caucase. — Chose singulière, c'est le pays allogène dont l'annexion totale à la Russie est la plus récente, puisqu'elle ne date que de la reddition de Schamyl en 1859, où jusqu'à présent le séparatisme nationaliste se fait le moins sentir. Cela tient à plusieurs causes, dont la dominante est l'extrême division de ce pays de montagnes, de ses races, de ses religions, de ses idiomes. Orthodoxes de rites divers ou mahométans, Géor-

giens, Imérithiens, Mingréliens, Tatares et Arméniens se détestent entre eux plus qu'ils ne détestent isolément la Russie, et sans elle ils se seraient peut-être (surtout les Arméniens et les Tatares) égorgés entre eux jusqu'au dernier. D'autre part, après cette mesure féroce, aujourd'hui oubliée, de la déportation en masse, entre 1864 et 1866, de 300.000 Circassiens mahométans sur la rive turque, où le grand nombre périt de faim, la Russie n'a pas été dure à ce pays et y a moins « russifié » que partout ailleurs. Les habitants n'y ont pas été insensibles, ils sont entrés en masse au service, principalement militaire, de la Russie. Braves, fidèles, généralement élégants, ils étaient bien accueillis même dans les régiments *select* de la garde et la suite militaire de l'Empereur. Disons enfin que, têtes chaudes de la politique, frais émoulus de la féodalité, sauf une aristocratie peu nombreuse, très monarchiste, mais qui fond rapidement, les populations du Caucase, aux tendances archi-avancées, paraissent noyer leurs préoccupations régionales ou nationalistes dans la politique générale. Aux quatre Doumas successives, leur représentation compacte siégeait au bout du bout des bancs gauches et y faisait de la politique révolutionnaire bien plus que cauca-

sienne. Elle a donné à la révolution Tcheidze, le président du fameux Soviet, son vice-président Geguetchkori, et Tseretelli, le forçat-ministre (qui pourtant n'a assassiné ni fait assassiner personne), orateur de premier ordre, malheureusement dépourvu de la vulgarité indispensable au tribun.

Il va de soi qu'étant donné le système proclamé, le Caucase est indiqué pour le fédéralisme ou l'autonomie. Nulle part elle ne sera plus difficile à organiser d'une manière pratique, nulle part le « règne par la division » ne s'établira plus spontament au profit de la Russie. — Enfin économiquement le Caucase, qui a depuis une vingtaine d'années fait des progrès énormes, ne saurait se passer de la Russie ni comme cliente ni comme fournisseur.

Tels sont les pays dans lesquels la prépondérance de nationalités nettement distinctes de la dominante, la Grande-Russienne, par la race, ou la religion ou la langue ou tout ensemble, plus ou moins appuyées par une histoire, des traditions particulières, et numériquement assez importantes pour mériter l'attention, pourraient offrir, soit par des visées réellement séparatistes, soit par un particularisme exagéré, un danger vérita-

ble pour l'intégrité du « ci-devant » empire de Russie.

*
**

Il serait superflu d'examiner par le menu toutes les autres nationalités, peuplades ou tribus de l'Empire — (par delà l'Oural elles pullulent) — parce qu'aucune ne mérite et probablement ne réclamera rien qui dépasse une certaine spécialisation administrative. Mentionnons cependant tant en Europe qu'en Asie :

Les Cosaques. — Ceux du Don se sont partiellement, dans une manifestation à Pétrograd, réclamés de leur « nationalité » (ruthène?). J'inclinerais à voir là une fantaisie isolée.— Chez eux, ce qui domine, comme chez leurs frères d'Orembourg, de l'Oural, de Sibérie, de l'Amour, c'est l'intérêt de caste guerrière et la conservation des privilèges très étendus dont ils paient leur servitude militaire. Elle les soustraira probablement à la « nationalisation du sol » qui pourrait les inciter à faire revenir les maîtres actuels de la révolution à leur point de départ, — ce qui serait pénible pour eux, — et nécessitera une organisation administrative distincte.

Russie d'Asie. — Il y faut y distinguer les très vastes espaces colonisés par l'immigration européenne et ceux, immenses et à peu près déserts, où habitent et plus encore campent plusieurs dizaines de peuplades indigènes, très voisines de la barbarie, sinon de la sauvagerie, paganisme compris. La colonisation russe est due, jusqu'au règne d'Alexandre III, principalement à la déportation des criminels ou des « politiques », depuis à la « transplantation » des moujiks trop resserrés dont il a été parlé dans notre étude de la question agraire. L'élément russe ou complètement russifié y domine absolument; donc, les premiers moments d'effervescence passés, il ne sera probablement question que d'une large décentralisation, que l'immensité de ces pays et l'éloignement du centre réclament impérieusement.

Au Sud-Ouest, les Khanats de Khiva et de Bokhara forment des Etats vassaux; les Sartes sédentaires de Tachkend sont assez civilisés pour réclamer aussi leur autonomie; quant aux Khirgiz, Kalmoucks et autres nomades, on ne peut guère leur appliquer qu'une politique coloniale. En somme, s'il y a un danger pour la Russie, affaiblie par la désagrégation du ciment tsariste, en Asie, il proviendra très probablement moins

de la dislocation interne que du puissant voisin du côté du soleil levant.

III

Arrivé au bout de cette longue nomenclature, le lecteur se demandera probablement : mais alors, avec toutes ces prétentions à une autonomie qui, greffée sur un régime affaibli au centre, pourrait facilement se muer en indépendance, que subsisterait-il de la Russie actuelle? La question a déjà été posée et résolue sans regret aucun par le célèbre Lénine et ses bolcheviki (ou maximalistes) : la Russie d'Ivan le Terrible, c'est-à-dire dix-neuf provinces autour de Moscou, plus les septentrionales, avec issue unique sur la mer Blanche. M. Lénine considère probablement, et non sans raison, qu'il trouverait là un terrain restreint mais bien plus favorable à ses expériences que la ceinture de nationalités allogènes dont la Russie est entourée à l'Ouest, qui toutes, de par leur passé, sont contaminées de « pourriture occidentale » et, comme nous l'avons dit à propos de la question agraire, fidèles même au sein des classes paysannes au « préjugé » de la propriété privée. Cette Moscovie centrale d'une cinquan-

taine de millions d'habitants, plus la Sibérie, si elle arrivait à se constituer en un Etat viable, selon une formule quelconque, mais certainement autre que celles en faveur aujourd'hui, serait encore si supérieure en puissance à tous ses voisins ou vassaux qu'elle pourrait être tentée, soit de reprendre l'œuvre de « rassemblement de la terre » des vieux tsars, ou bien encore, à l'égard des « autonomies », de rééditer le savoureux discours du général S... C'est l'affaire des générations à venir.

Toutefois, non seulement pour dominer de nouveau les races et les pays émancipés d'une hégémonie acquise par la violence et maintenue par la coercition, mais même pour résister à leur propre pression — par voie d'infiltration — ce noyau central moscovite se trouvera « handicapé » d'une cause d'infériorté très grave. Si la Russie est restée tellement arriérée au regard du reste de l'Europe, cela tient en très grande partie à ce fait que la couche sociale dégrossie, plus ou moins lettrée et pensante, qui dans toutes les nations quelconques en forme comme le terreau auquel la masse « grise », comme disent les Russes, sert simplement de sous-sol, cette couche est excessivement mince. Elle est surtout mince en Moscovie pure.

Pour s'en convaincre, il ne suffit pas de compter le nombre des illettrés totaux, car on peut avoir appris à lire et écrire, mais ne pas lire, ne pas écrire, et rester un barbare; il faut avoir séjourné ou voyagé dans l'intérieur du pays, avoir éprouvé quelles difficultés on trouve pour recruter, dans l'agriculture, l'industrie ou le commerce, les agents inférieurs suffisamment dégrossis et dégourdis, avoir fait des cent ou cent cinquante kilomètres de route en pleine Moscovie centrale sans rencontrer un homme, une femme, un véhicule d'allure « bourgeoise ».

Tous les allogènes qui comblaient ces vides, désormais occupés et retenus chez eux, en partie écartés par jalousie de race, il faudra ou bien revenir à la vie élémentaire antérieure à 1860, au temps du servage et avant les chemins de fer, ou bien tolérer que le vide soit rempli. Par qui?

Peut-être bien par les juifs. Comptant, dans tout l'empire, près de six millions d'âmes, mais parqués principalement dans l'Ouest allogène, ils s'étaient depuis la guerre tenus absolument cois, ne réclamant rien, ne faisant pas parler d'eux, se doutant bien que leur heure viendrait. Elle est venue : ils paraissent les vrais bénéficiaires de la révolution. Tout le monde a noté la place prépon-

dérante, étant donné qu'ils ne forment qu'un trentième de la population, qu'ils tiennent en ce moment dans l'état-major révolutionnaire. Munis de l'égalité absolue des droits civils et politiques, admis à tous les emplois publics dont ils étaient absolument exclus, délivrés du pourcentage auquel ils étaient soumis dans les professions libérales et les établissements d'instruction, ne sont-ils pas destinés, sans aucune autonomie territoriale dont ils n'ont que faire, à devenir les Varègues de la Moscovie réduite à elle-même?

Une chose est certaine : c'est que, pour être menée à bien, cette œuvre de désagrégation de l'empire russe, indispensable pour remédier à l'indifférence ou même à l'hostilité que la majorité de ses habitants professent pour la prospérité et l'intégrité de l'Etat, exigera de la part de ceux qui s'en chargeront une rare dose de savoir, d'expérience, de tact, de libéralisme et de fermeté, tant il y a de diversité dans chacun des cas à traiter. D'où attendre cette réunion de qualités? Du gouvernement provisoire actuel, même amplement renforcé d'anciens terroristes, ce qui promet de l'énergie, non de la compétence? Ou de la Constituante future, élue par 80 millions d'électeurs et d'électrices, composée de 800 rivaux ou

rivales des « Soviet » ? Cependant on peut affirmer que, selon qu'elle sera pratiquement conçue ou non, cette réforme aura pour effet ou de remédier au gâchis actuel, ou au contraire de le compliquer. Je passe la main aux optimistes.

Le chaos dans lequel est actuellement plongée la Russie, les vicissitudes et les résultats incertains de la guerre, la forme et l'intensité de la réaction qu'attendent en secret beaucoup de ceux qui la maudissent tout haut, enfin l'inévitable versatilité des décisions de tout gouvernement russe, par cela seul qu'il est russe, ne permettent pas actuellement de prédire avec certitude quelles seront pour la Russie nouvelle les conséquences de la substitution, à l'ancien système de centralisation et d'unification à outrance, de la désagrégation, sous des formes diverses, des éléments disparates qui concouraient jusqu'à présent à la formation du « colosse aux pieds d'argile ».

Il y en a deux pourtant qui, au point de vue de son développement intérieur d'un côté, comme au point de vue de sa valeur effective en tant que facteur de la politique et de l'équilibre mondiaux de l'autre, peuvent dès à présent être envisagées avec un degré de probabilité considérable.

Au point de vue intérieur, cette ségrégation a

depuis longtemps paru aux meilleurs esprits la condition première de la mise en valeur des immenses ressources naturelles disséminées à travers l'empire russe.

La production et le développement de la richesse ont une source unique : le travail. Comment travaille-t-on lorsqu'on a constamment pieds et poings liés, lorsque tout essai d'initiative privée, d'association, d'entente, d'échanges de forces, de publicité même est systématiquement étouffé dans l'intérêt supposé ou de l'autocratie ou du nationalisme russe, ou de la religion orthodoxe, surtout dans l'intérêt réel du tchinovnick? Un exemple typique, entre mille.

La ville-forteresse de Kars, en Arménie russe, était depuis la conquête de 1878 administrée militairement et n'avait pas de régime municipal; c'était la police impériale qui faisait tout le ménage de cette ville de 25.000 habitants. En 1910, le vice-roi du Caucase lui-même faisait présenter aux Chambres un projet de loi qui gratifiait Kars de l'organisation municipale commune, à base élective. Chacun sait que les Arméniens, encore reconnaissants à la Russie de les avoir soustraits aux massacres périodiques, sont les plus tranquille et loyaux des sujets et la loi fut adoptée

sans discussion par la Douma. Mais au Conseil de l'Empire, il se trouva tout de suite quelques vénérables bureaucrates, de ceux qui ont toujours su où « hivernent les écrevisses », comme ils disent, pour se souvenir qu'une organisation municipale, avec ce qu'elle compte de travaux, marchés, entreprises, etc..., constitue au moins une jolie rondelle de beurre. Amendement : moitié des mandats au Conseil municipal et tous les emplois rétribués, y compris celui du maire, seront réservés à des Russes d'origine. Le Commissaire du gouvernement affirme qu'il n'y a pas de Russes à Kars. Contre-enquête; on en découvre en dehors de la garnison 240, mais la moitié se compose de fonctionnaires de passage inéligibles, l'autre de « molokanes » (secte rapprochée des frères moraves), grand-russiens d'origine, mais dissidents de l'orthodoxie, donc citoyens de deuxième classe. Résultat : Kars n'a toujours pas de municipalité, la police veille à sa voirie, son éclairage, ses eaux, son assainissement... et « n'y ajoute pas du sien ».

On conçoit d'après cet exemple que le système des autonomies, plus ou moins étendues selon les conditions de chaque pays, complété pour la Grande-Russie elle-même par le système régional

rêvé par Charapov, pourrait être pour la Russie, bien entendu à partir du moment (peut-être fort éloigné) où elle cessera de patauger dans l'anarchie actuelle, le signal d'un développement économique considérable, qui peut dépasser toutes les prévisions fondées sur sa pénurie pécuniaire à l'époque de l'ancien régime.

A l'inverse, on peut affirmer que, si la dislocation, même bornée à de simples autonomies, de cet Empire composite s'accomplissait, la Russie cesserait d'être un facteur actif de la politique mondiale; en tout cas, il ne pourrait plus être question de l'ancien impérialisme russe et de ses méthodes. La révolution de 1917 et la violente poussée séparatiste ou tout au moins particulariste qu'elle a fait éclore dès les premiers jours mettent en lumière un fait qui n'a jamais été un secret, mais devant lequel l'Occident depuis longtemps fermait volontairement, obstinément les yeux, et qui est celui-ci : sur les 180 millions d'hommes que, sur la foi des passeports et des cartes politiques, pour alimenter des illusions préconçues, on traitait de « Russes », il y en avait au moins 100 millions, si ce n'est davantage, qui ne se souciaient aucunement de la grandeur, de la prospérité, de la gloire de la Russie. Beaucoup,

à l'exemple de nombreux révolutionnaires moscovites eux-mêmes, constatant que chaque augmentation de la puissance russe coïncidait infailliblement avec une aggravation de leur propre sort, étaient dès la guerre japonaise et en 1914 nettement « *défaitistes* ». Une fois disparu le seul régime qui pouvait en faire, sinon des combattants patriotes, au moins de la chair à canon disciplinée, il ne peut plus être question de politique étrangère expansive ou même active.

A vrai dire, il n'y aurait pas de mal, au point de vue de la paix du monde. Aujourd'hui que l'incomparable alliée, le tsar magnanime, le rouleau compresseur, tous ces clichés sacrosaints d'hier, ne sont plus recouverts du voile intangible, on peut, je pense, reconnaître que depuis deux siècles, depuis surtout le règne de Nicolas I^er^, c'est la Russie, tsariste bien entendu, mais toujours la Russie, qui a été le grand trouble-fête de l'Europe. C'est elle qui a repêché la Prusse agonisante en 1762 et en 1807; elle qui, pour avoir son morceau de Pologne, qui lui était inutile, en a donné à la Prusse un autre qui était pour celle-ci d'une nécessité vitale; elle qui (après Dieu, télégraphiait Guillaume I^er^) a fait l'empire allemand; elle qui, par ses intrigues au grand jour chez les

Ruthènes, Slovaques hongrois, Tchèques et Serbes d'Autriche, l'a poussée de force dans les bras de l'Allemagne; elle qui, par ses prétentions sur Constantinope, a rendu inextricable la question d'Orient; elle dont la main était fourrée partout, en Mandchourie, en Corée, en Mongolie, en Asie centrale, en Afghanistan, en Perse, en Asie-Mineure, dans tous les coins des Balkans, un moment même en Abyssinie. Que la Russie nouvelle veuille et soit forcée de rompre avec ces vieilles traditions, la paix du monde n'y perdra rien.

Mais n'y perdrait-elle pas, et la Russie elle-même encore plus dans un avenir pas trop éloigné, si le pacifisme inévitable auquel serait condamné cette République fédérative devait aller jusqu'à la passivité complète et à l'incapacité de résistance au « Drang nach Osten » qui, même après cette guerre, s'il est réfréné, ne sera pas déraciné ? Cela dépendra de ce fait : les belles promesses d'autonomies d'aujourd'hui seront-elles les réalités de demain, et surtout d'après-demain ? Si oui, il n'est pas douteux que, parmi tous les allogènes de Russie, il n'y a guère que les Finlandais et les Baltes germanisants qui ne craignent pas le « Drang nach Osten » plus en-

core que les Grand-Russiens. S'ils ne sont pas déçus dans leurs aspirations, si la Russie nouvelle leur fait une condition sortable, ils la défendront, comme on défend l'habitation commune où l'on se trouve bien logé, et ce sera à son gouvernement central de tirer de ces millions de combattants meilleur parti qu'on n'a su faire depuis trois ans. Sinon, ils pourraient se dire qu'oppression d'Orient ou oppression d'Occident, cela ne fait jamais que de l'oppression.

Pourquoi ce doute amer ? pensera le lecteur. Hélas! parce que l'auteur croit aux enseignements de l'histoire, qui sont amers. Elle apprend, entre autres choses, combien souvent, après les plus terribles révolutions, le bon peuple s'aperçoit que « plus ça change, plus c'est la même chose ». Elle apprend aussi que, lorsqu'on se pose la question de savoir : que fera la Russie, ou l'Allemagne, ou tel autre pays plus rapproché, — il est bien moins utile de rechercher ce que commande l'intérêt du pays ou de la nation, qui sont des *gouvernés,* que de connaître l'intérêt des *gouvernants;* là, cette Cassandre nous apprend encore comment « les Jacobins ministres ne sont pas nécessairement des ministres jacobins », comment, depuis les grands « arrivistes » d'A-

thènes et de Rome, en passant par tout le *de viris illustribus* démagogique, ancien et moderne, la même éloquence sert à déchaîner l'anarchie et à la combattre; comment les bons ascensionistes politiques ont des principes de rechange pour grimper d'abord, puis pour s'installer, enfin pour se maintenir. Grâce à ces enseignements et à cette considération qu'en 1917 comme en 1810, la Russie a besoin d' « assurer ses derrières », ne jurons pas que tels ou tels conflants autonomistes-fédéralistes du moment n'entendront pas un jour sortir d'une autre bouche le discours du vaillant guerrier que j'ai cité plus haut (1). Sui-

(1) Le lecteur ne doit pas croire que j'exprime des craintes chimériques. Le Parti *Cadet* a tenu du 5 au 9 août son neuvième Congrès général. Le professeur baron Nolde y a présenté, aux applaudissements chaleureux de l'auditoire, son rapport sur la question des nationalités. Voici son système : toute autonomie *territoriale* doit être écartée, parce qu'elle endangerait la cohésion de l'Etat et fournirait aux petites nationalités la possibilité d'opprimer, sur leur territoire, d'autres nationalités qui y seraient en minorité (lisez les *russificateurs* et les juifs, répandus partout.) Elle doit être remplacée par de grandes « ligues nationales, auxquelles le principe de la représentation proportionnelle assurerait leur représentation. Ce principe est le plus rationnel parce qu'il y a en Russie des nationalités sans territoires. *Prenons, par exemple la Communauté juive, qui trouve dans cette solution la pleine satisfaction de ses vieilles aspirations* (et, par exemple, les Allemands et germanisants que M. le baron oublie)...

Autrement dit, chaque nationalité à part n'aurait aucune individualité *chez elle*, elle recevrait tout prêts de Pétrograd ses lois, règlements, et ses fonctionnaires, mais elle aurait chez la nationalité dominante le droit... de toujours rester en minorité. C'est « le droit sacré d'obéir ». A ce compte la France, où Bretons, Auvergnats, Provençaux, etc., ont leurs représentants au Parlement et peuvent organi-

vons le précepte de nos amis anglo-saxons, puisqu'aussi bien ils paraissent destinés, pendant une bonne génération, à occuper dans l'amphithéâtre de l'humanité la chaire professorale : *Wait and see.*

ser des « félibriges » tant qu'ils veulent, serait une République fédérative inconsciente.

N'oublions pas d'ailleurs que le parti *Cadet*, 1°) est absolument inféodé aux Juifs, dont l'organe attitré « la Rietch » lui sert de journal officiel, que si ses grands premiers rôles s'appellent Milioukoff, Roditcheff ou Chingareff, les régisseurs et metteurs en scène ont noms Vinaver, Hesse, Kiesevetter, Gruzenberg, Mandelstamm, etc..., et 2°) que c'est essentiellement un « parti de Gouvernement ». Il y paraît : jamais la bureaucratie tsariste n'avait imaginé, pour les offrir aux diverses « aspirations » une plus ingénieuse escobarderie.

III

LE PRINCIPE ÉLECTIF

Dans ce chapitre, je me propose, après avoir marqué la nature du danger, d'examiner dans quelle mesure la nation russe a pu, jusqu'à présent, se préparer à un usage conscient de l'arme redoutable que l'on remet entre ses mains, comment elle a été employée depuis le commencement de la Révolution, enfin quels sont les résultats probables que l'on peut attendre de cette innovation.

Je ne crois pas avancer une énormité en affirmant que l'élection, en tant que mode de sélection des hommes appelés à détenir une partie grande ou petite de la puissance publique, apparaît comme un procédé défectueux, qui ne se justifie que dans la mesure où il ne saurait être remplacé par un autre. Ce n'est pas seulement du

fait, tant de fois mis en lumière, que la clairvoyance et l'intégrité morale sont les attributs de la minorité, non de la majorité des hommes; plus encore, que lorsqu'il s'agit de juger de l'aptitude d'un homme à remplir des fonctions déterminées, l'infériorité de compétence d'une collectivité quelconque, comparée à celle du chef unique qui nomme un subordonné, est manifeste : celui-ci peut juger personnellement le candidat, enquêter sur lui, s'entourer de renseignements souvent confidentiels, ce qu'une collectivité est d'autant plus incapable d'accomplir qu'elle est plus nombreuse, et il porte la responsabilité, au moins morale ,parfois effective, de ses mauvais choix, à laquelle l'électeur anonyme échappe absolument. Si malgré cela, toutes les nations libres, ou désireuses de l'être, mettent l'élection à la base de leur constitution politique, c'est qu'elle seule leur assure, — ou tout au moins leur promet, un certain contrôle de l'autorité, sans lequel il leur serait impossible de se garantir du despotisme, aussi dangereux et plus odieux que la *periculosa libertas*. Toutefois une sorte d'instinct de conservation sociale ou bien encore l'expérience portent les nations, même très libres, comme l'anglaise, la française, l'italienne, tout en cherchant

dans l'élection la source de l'autorité, à ne pas lui confier le détail de son exercice ; l'immense majorité des fonctions par lesquelles elle s'affirme procèdent de la désignation hiérarchique, avec subordination et responsabilité à l'égard d'un chef.

Il est évident que non seulement le point de savoir lequel de ces deux dangers, la liberté avec tous ses risques, ou le despotisme avec toutes ses humiliations, est le moins menaçant pour une nation donnée, mais aussi la mesure dans laquelle cette nation est capable de trouver en elle-même, par le procédé de l'élection, le contrepoids du despotisme, dépendent entièrement de son degré de développement intellectuel et moral d'un côté; de l'autre, de l'expérience qu'elle peut avoir de ce procédé de sélection.

Au premier égard, le lecteur, s'il veut bien se reporter à mes précédentes études, est à peu près édifié. J'ai déjà dit que l'immense majorité de la nation russe se compose de gens dont les facultés intellectuelles innées, en somme pareilles à celles des autres Européens, sont restées encore à peu près au point de développement où en étaient ces derniers il y a quelques siècles ; inconscients, non seulement des problèmes de plus en plus ar-

dus qui se posent devant l'Etat, mais de l'existence de ces problèmes, ou même de l'idée de l'Etat.

Toutefois, c'est en forgeant que l'on devient forgeron; si le suffrage universel, ou à peu près, qui est le dominant en Europe, quels qu'en soient les résultats effectifs, fonctionne avec des formes qui lui donnent l'apparence d'un appareil régulier, c'est que presque partout l'éducation politique des masses populaires s'est faite d'une manière progressive, tant par l'extension graduelle du droit de suffrage que par l'initiation aux campagnes électorales, où la foule, de plus en plus nombreuse, était spectatrice d'abord, puis actrice elle-même. Voyons dans quelle mesure la foule russe actuelle a été initiée à la pratique de l'électorat politique.

Ce mot lui-même n'a de sens en Russie que depuis 1906, date de l'institution de la Douma. Mais, depuis plus d'un demi-siècle déjà, en dehors de toute idée de souveraineté ou de représentation nationales, le procédé même de l'élection n'était pas absolument inconnu des classes populaires russes. Depuis l'abolition du servage (1861), les paysans, constitués en communes de castes fermées, élisaient au suffrage égal des

chefs de famille seuls,des « élus », des dizainiers, des centeniers, des « aînés » de village qui, à leur tour, élisaient tous ensemble les autorités de la commune ou *volost* (d'une étendue au moins égale à un canton français, d'une population de 6 à 12.000 habitants), c'est-à-dire le maire ou *starchina* et les juges au tribunal communal, compétent seulement entre paysans. Toutes ces élections se faisaient par vote oral et public, la *vodka* jouant un rôle considérable. Les fonctions inférieures étaient considérées comme une simple servitude et imposées habituellement à ceux que des fils ou frères adultes pouvaient remplacer comme travailleurs, ou qui ne savaient pas se récupérer de ce « malheur ». Au contraire, les fonctions de *starchina,* et surtout de juges, étaient trop souvent considérées, plus souvent encore devenaient des sources de revenus illicites. Ces tribunaux étaient, grâce autant à l'ignorance qu'à la vénalité habituelle de leurs membres, tombés en un tel discrédit que, lors de la réforme votée par la Douma, non encore introduite au moment de la guerre, ce furent surtout les paysans qui réclamèrent énergiquement le remplacement de cette justice de caste, élue par eux-mêmes, par des juges de paix nommés par

le gouvernement ou les *Ziemstvos,* et qualifiés par leur instruction.

Les paysans étaient représentés au *Ziemstvo* (assemblée locale de district), mais ces représentants étaient, non pas élus, mais choisis par les gouvernements de province.

Les villes et bourgs élisaient leurs municipalités, et leurs représentants très peu nombreux au *Ziemstvo,* mais le droit de suffrage n'appartenait qu'aux propriétaires ou locataires d'immeubles, d'un cens relativement élevé. L'élection s'opérait par bulletins. Enfin, les propriétaires fonciers nobles, d'un cens au-dessus de 15.000 roubles (40.000 francs), d'après l'évaluation pour l'impôt en réalité au moins triple, élisaient leur « maréchal » de district ou de province, et leurs représentants au *Ziemstvo,* par boules blanches et noires. Cette assemblée comptait rarement plus d'une centaine de membres, parfois moins qu'il n'y avait de mandats.

Nous arrivons en l'an 1906, à la création de la Douma comme représentation nationale, et à l'initiation de la population russe aux procédés de l'élection politique. Les lois électorales de 1906 et 1907 ont été l'objet d'études spéciales dans le *Correspondant* (10 avril 1906 et 25 dé-

cembre 1912) et je n'en rappellerai que les grandes lignes. La Douma est conçue, non comme l'organe de la souveraineté de la nation que Nicolas II devait nier juqu'à sa chute, mais comme un auxiliaire de la couronne dans sa fonction législative; il plaît à la couronne de rechercher la coopération de trois classes ou castes, à savoir : la grande propriété rurale, l'élément urbain, la caste paysanne; tout ce qui est en dehors n'est ni consulté, ni représenté. Les membres de la Douma sont, en dernier ressort, élus par des assemblées *ad hoc,* une pour chaque province, ou pour chacune des six plus grandes villes de l'Empire (Pétersbourg, Moscou, Varsovie, Riga, Kiev, Odessa), à raison d'un député pour 250.000 habitants à peu près; ces assemblées, de 65 à 240 membres, sont elles-mêmes élues à deux ou même trois degrés. Les propriétaires fonciers, censitaires de 15.000 roubles, et les délégués des censitaires moindres d'une part, les délégués des paysans à raison de deux par volost de l'autre, — se réunissent en comices distincts, au chef-lieu de district, et à leur tour nomment des électeurs du suprême degré à l'assemblée provinciale; dans les villes et bourgs, les censitaires, propriétaires ou locataires, — et encore les ou-

vriers de fabrique par l'entremise de délégués, — font de même. Tous ces super-délégués concourent à l'assemblée provinciale, ou dans les six grandes villes, à une assemblée distincte : ce sont ces assemblées qui, en dernier lieu, choisissent *exclusivement dans leur sein* et en salle close, avec interdiction absolue de tous débats ou délibérations, les députés à la Douma. Quel que soit le nombre fixé, il doit y avoir obligatoirement un propriétaire foncier, un paysan et un urbain (sauf dans les six grandes villes où ils le sont tous). Donc, sauf dans ces six grandes villes, pas de place pour l'agitation électorale, les affiches, les programmes, parce que, jusqu'au tout dernier moment, on ignore quels seront les candidats, qui ne surgissent habituellement que dans des conciliabules tenus isolément par chaque ordre, la veille même de l'élection définitive. En somme, tous les électeurs du premier degré n'ont nommé que des plénipotentiaires à mandat général, sans avoir idée de l'homme ou des hommes qui les représenteront réellement à la Douma, ni de leurs programmes politiques.

Telle est la préparation que, seulement au cours des onze dernières années, a subie la na-

tion russe à l'exercice de sa souveraineté électorale. A quoi la convie-t-on désormais ?

Aucun des actes du gouvernement provisoire russe actuel n'a, et ne peut avoir, le caractère d'une législation méthodique, complète et stable. Toutefois, en ce qui touche le droit de suffrage, il a été l'objet d'études, de discussions et de résolutions au sein d'une grande commission spéciale qui a publié ses conclusions, et, ce qui est plus décisif, le système adopté par elle a déjà été préalablement appliqué sur une très vaste échelle, au renouvellement de tous les conseils municipaux, des assemblées provinciales, et des innombrables commissions ou directoires locaux qui, en fait, administrent les provinces. Nous sommes donc en face d'un système que, à moins de bouleversements profonds de l'état de choses actuel, il faut considérer comme la charte électorale de la Russie nouvelle. Examinons-le.

A tous les degrés, qu'il s'agisse d'élections législatives, ou provinciales, ou communales, il ne doit plus y avoir qu'un droit électoral unique. Est électeur tout Russe, de l'un ou l'autre sexe, qui a atteint l'âge de *dix-huit* ans, qui n'a pas été judiciairement privé de ses droits, ou reconnu comme aliéné. Aucun cens, bien entendu,

d'aucune sorte. Aucune condition de domicile; pour l'instant, les organisatoins provisoires, plus tard les municipalités, dresseront d'office les listes des électeurs qui se trouvent dans leurs rayons, ceux qui sont de passage ayant droit de se faire inscrire et, le jour du vote, de se présenter au scrutin. Un point, c'est tout. Ces bases du droit électoral paraissent avoir été peu discutées. Si vous recherchez quelles sont les raisons qui ont justifié toutes ces extensions du suffrage universel tel qu'il est pratiqué ailleurs, vous les trouverez dans le commentaire qu'en a fait un journal d'ailleurs relativement modéré, la *Rietch*, soit qu'il s'agisse de l'abaissement de l'âge à dix-huit ans, ou de l'extension aux deux sexes, ou de l'absence des conditions de domicile, le critique ajoute chaque fois avec satisfaction cette observation qui lui parait péremptoire: Aucun grand Etat n'a encore osé aller si loin. Cela suffit.

On s'est arrêté plus longtemps, au sein de la commission, sur le choix entre le scrutin majoritaire et la représentation proportionnelle. Celle-ci, selon le système connu de la division du nombre des votants par celui des mandats, devait l'emporter haut la main : elle est toute neuve.

Mais, le principe posé, on ne s'est pas arrêté, faute de temps ou d'expérience, à tous ces détails qui, en France, à la veille même de la guerre, passionnaient tellement les parlementaires, tandis que le gros public n'y voyait qu'un insupportable casse-tête, notamment la fameuse attribution des restes.

Pour les élections locales, la circonscription électorale se composera, bien entendu, de la division administrative correspondante, province, district ou commune. Pour les élections législatives, ce sera la province. On table sur une assemblée de 800 membres (la minorité de la commission en réclamait 1.600), soit un député pour un peu plus de 200.000 habitants. De cette façon, sauf pour les provinces d'Esthonie, Olonetz et Arkhangel, qui n'auraient que deux députés, toutes les autres en auraient de cinq à vingt. La proportionalité aura du jeu. L'énormité des distances, l'impossibilité pour les familles rurales d'abandonner pour une ou plusieurs journées la maison, les bêtes et tout le village à la garde des mineurs et des mineures de moins de dix-huit ans, non moins l'indifférence, largement escomptée, de la masse des électeurs, et surtout des électrices, présagent un nombre formidable

d'abstentions; on a donc renoncé à tout minimum de votants : l'élection sera valable quel que soit le nombre des suffrages exprimés. Dans certaines provinces du Nord, de l'Est, ou de la Sibérie, on s'attend déjà à ce qu'il reste au-dessous du dixième des ayants droit.

L'élection sera secrète, c'est-à-dire par bulletins écrits ou imprimés. Mais comment parer à ce que 50 pour 100 de la population mâle dans les provinces les plus favorisées, 95 à 98 pour 100 dans l'Est et 99 pour 100 des femmes du peuple sont absolument inaptes à épeler un nom? On espère s'en tirer à l'aide d'un stratagème ingénieux. Le scrutin de liste étant seul admis, chaque liste sera imprimée sur un bulletin de couleur différente, déposé dans une enveloppe de couleur uniforme. Qu'arrivera-t-il si, parmi les subterfuges innombrables qu'un pareil système électoral présage à coup sûr, certains agents électoraux s'avisent d'imprimer leur liste sur du papier de la couleur concurrente ou de distribuer aux électeurs, supposés hostiles, des bulletins de leur couleur, mais vides de noms ? Est-ce la couleur qui l'emportera ou la liste ? Ou encore, lorsque le nombre des listes déclarées sera, — ce qui est fort probable, avec des listes de quinze à

vingt noms, que l'on devra établir dans une vingtaine de provinces peuplées de plus de 3 millions d'habitants, — supérieur à celui des couleurs que seules connaissent les neuf dixièmes de la population, soit le noir, le blanc, le rouge, le bleu, le vert et le jaune ? Comment ces électeurs et électrices, dont beaucoup apprennent au régiment, ou n'apprennent jamais, à distinguer leur droite de leur gauche, distingueront-ils entre le violet et le mauve, le bleu et l'indigo, le rouge et l'amarante ? Je ne sache pas que l'on se soit arrêté à ces détails.

Au dernier moment on a recouru pour les élections municipales à la simplification suivante : on a remarqué que beaucoup d'illettrés peuvent cependant distinguer les chiffres, au moins jusqu'à dix; on leur distribue et ils déposent non des listes, mais des numéros correspondant à des listes; à eux de faire connaissance de ces listes, à la municipalité ou dans les journaux, qui du reste, après les avoir publiées une fois, se contentent de recommander à leurs adhérents : Votez pour le numéro X. Evidemment l'immense majorité des électeurs n'ayant aucune idée du contenu de ces listes qu'il leur faudrait rechercher et pouvoir lire, voteront de confiance

pour tel numéro dont personnellement ils ignoreront la signification. Ce sera le triomphe de *On*, et tout dépendra du nombre, de l'organisation et de l'énergie des *on* dont chaque parti disposera.

Ici, je prie le lecteur français, habitué au fonctionnement du suffrage universel chez lui, de considérer à quelles conditions et dans quelles conditions il s'exerce dans son pays : population dense, voies de communication parfaites, unités administratives peu étendues, un nombre d'illettrés infime, la lecture des journaux généralisée, enfin une longue pratique. Qu'il compare cet ensemble de conditions aux conditions russes, la population, même en Russie d'Europe, trois fois moins dense, les voies de communication par rails proportionnellement dix fois moins développées, et par routes bâties, cent fois moins, les circonscriptions administratives et judiciaires infiniment plus clairsemées (1), une population, pour la plus grande majorité, toute proche de l'état de nature et n'ayant aucune idée de la vie politique; je suppose que le lecteur arrivera à cette conclusion que : s'il s'agit simplement

(1) La Russie d'Europe, dix fois plus vaste et trois fois plus peuplée que la France, a moins de gouverneurs de province que la dernière de préfets, trois fois moins de tribunaux de première instance et de cours d'appel.

d'étonner l'univers, de risquer quelque chose « qu'aucun autre grand Etat n'a encore osé risquer », on aura réellement couché sur le papier quelque chose de surprenant. Que si l'on envisage le résultat, on reconnaîtra, ainsi qu'il a été dit pour le projet agraire de distribution du sol selon les facultés de travail, que ce système électoral ne sera pas réalisé selon sa formule, parce qu'il est irréalisable. Il y aura, sans nul doute, des procès-verbaux d'élections, et il y aura des députés proclamés élus, mais il n'y aura pas de représentation de la volonté nationale, si même il y en avait une définissable. Sauf dans les villes, — où il se trouvera un certain nombre d'électeurs conscients, — les autres, une dizaine de millions d'hommes et de femmes, plutôt moins, sur les 90 millions soi-disant appelés, déposeront des bulletins d'une couleur quelconque, dont ils ne sauront pas le contenu, ou des numéros qui, pour eux, ne rimeront à rien, et il en sortira quelque chose. Quoi? La Constituante.

Quelle sera-t-elle ? Ici, on ne peut établir que des séries d'hypothèses, dont aucune ne présente des chances particulières de probabilité. Si l'on se guide sur la statistique, elle serait élue dans la proportion de 12 pour 100 par les éléments

urbains, de 88 pour 100 par les éléments ruraux. Partant, les électeurs doués de quelque instruction seront absolument noyés dans la masse des prolétaires, et surtout des paysans. Pour les premiers, la devise est et restera: « Mort au « bourjouï (2) »; ils considèrent comme tels même les prolétaires intellectuels, s'ils ne mènent pas une vie de bohême et n'ont pas de casier judiciaire. Toutefois, ces électeurs urbains, de par leur condensation sur des espaces restreints et leur développement intellectuel relatif, seront plus faciles à organiser, et ils seront, moins que les paysans, hypnotisés par l'espoir de partager l'indemnité parlementaire, car leurs salaires propres s'en rapprochent et la répartition donnerait trop peu par tête. Ces deux raisons peuvent les porter à choisir, non parmi eux, mais parmi les souffleurs actuels des innombrables *soviet* dont la Russie entière est couverte, chez lesquels abondent les anciens conspirateurs et terroristes rentrés en masse de l'exil, et aussi, en nombre stupéfiant, les anciens espions du régime tsariste, successivement démasqués, enfin les simples repris de justice, y compris certain parricide dou-

(2) Le lecteur devine que ce mot, emprunté au français, désigne le « bourgeois », la bête noire de tous les révolutionnaires du monde.

ble (père et mère) échappé de la prison de Schlusselbourg; car, jusqu'à présent, les lieux de détention ne sont que des pensions gratuites, que l'on quitte à peu près comme on veut, pour rentrer quand on a faim. Evidemment le mot d'ordre de tous ces députés sera, avec des variantes de détail, la continuité de la Révolution, à l'infini.

Que feront sortir des urnes les 88 pour 100 d'électeurs et électrices ruraux? A première vue, rien que des moujiks. Nou seulement, aussi longtemps que la possession de toutes les terres non paysannes, dont ils se sont en fait approprié une bonne partie, ne leur aura pas été légalement attribuée, ils resteront obstinément méfiants à l'égard de tous « messieurs » quelconques, mais il y a une question qui, pour puérile qu'elle paraisse, peut jouer un grand rôle : c'est celle de l'indemnité parlementaire. Aux deux premières Doumas, où les députés paysans étaient élus exclusivement par leurs pairs, ils ne dépassaient pas les comices primaires sans s'être engagés à reverser la plus grande partie de leur indemnité, parfois jusqu'aux neuf dixièmes, au *mir* qui les avait élus (1). A la troisième et à la quatrième

(1) Au mois de mai 1906, pendant la première Douma, le secrétaire d'un club « ultra-chic » de Pétersbourg, vit un moujick le supplier de

Doumas, où ils étaient élus par l'ensemble de l'assemblée électorale de la province, c'est-à-dire par une majorité de « bourjoui », ils empochaient consciencieusement le tout. Cette question peut influer sur la composition des listes de candidats.

Mais c'est là justement que se dressera pour les paysans la grosse difficulté. Avec le scrutin de liste et des circonscriptions qui compteront le plus souvent de un à deux millions d'électeurs et d'électrices et l'élection d'emblée sans minimum de votes émis, tout dépendra, non de la puissance numérique des partis, mais uniquement de leur organisation et de leur capacité de propagande. C'est là que le moujik (et aussi sa *baba*) (1), accoutumé à ne rien voir ni connaître au delà de la coupole de sa paroisse, qui n'a jamais élu que des pairs à lui qu'il connaissait individuellement, se trouverea à l'égard de tous

---

l'accepter par charité comme veilleur de nuit. « Mais, mon brave, en cette saison il n'y a pas de nuit à Pétersbourg; veux-tu te louer pour débiter et emmagasiner notre provision de bois? — Impossible, mes journées sont prises, je suis député à la Douma. — Mais alors tu as dix roubles par jour d'indemnité parlementaire. — Oui, mais j'en reverse neuf au *mir;* au village un faucheur gagne 50 kopecks par jour, ont vit très bien avec 30 kopecks, et je me suis laissé « mettre dedans ».

(1) Bonne femme, vieille femme ou même femme en général.

autres groupes, ordres, castes ou classes, dans un état d'infériorité complet. Si chaque *volost* ou commune dresse sa liste d'hommes à elle, cela fera par province quelque 200 listes totalement différentes, dont chacune ne réunira pas, même à l'unanimité, plus de 2 à 3000 voix, plus probablement un millier, grâce aux abstentions. Ce nombre dépendra moins de celui des habitants, électeurs ou électrices, que de l'éloignement des village et hameaux du local du scrutin, de l'état des chemins, de la présence ou du manque de quelques agitateurs résolus pour faire marcher au scrutin ce troupeau désemparé. En ce cas, comment, si la province entière, celle de Kiev, je suppose, a droit à 20 mandats, si le chef-lieu de 500.000 habitants et 250.000 électeurs, où l'on vote au bout de la rue, donne deux listes de 100.000 voix chacune, qui leur vaudront ensemble dix mandats, comment attribuera-t-on les dix mandats restants aux 200.000 voix de la campagne, dispersées sur 200 listes totalement différentes, d'un millier de voix chacune en moyenne, soit un vingtième de ce qu'il faut pour assurer un mandat? J'avoue y perdre mon latin.

Cependant le moujik a l'air de se réveiller. Aux

dernières nouvelles, il y a déjà deux embryons d'organisation générale de la caste paysanne,avec ramifications à travers tout le pays. L'une de ces organisations est celle des Soviet de délégués paysans, qui tâchent de se joindre aux Soviet ouvriers ou soldats pour peser avec eux sur le gouvernement, mais que ces derniers tiennent en suspicion et s'efforcent de laisser à l'écart comme suspects de modérantisme; effectivement, ils se reconnaissent socialistes, plutôt par contagion, puisque le socialisme, en dehors de la question agraire, ne leur profiterait pas, mais ils ne sont ni anarchistes, ni surtout « défaitistes ». Et il y a aussi une « Union paysanne » qui date d'avant la guerre, greffée sur la représentation de castes à la Douma et les comices locaux.

Ces deux organisations, encore assez lâches, paraissent reproduire deux courants qui, au dire de correspondances issues de diverses parties de la Russie, divisent l'énorme masse paysanne; ils répondent à la nature des choses, telle que je l'ai exposée dans mon étude sur la crise agraire. Il y a la masse des « forts », de Stolypine, des chefs de famille, travailleurs, rangés, habituellement sobres et relativement aisés; et il y a la masse de ceux que, d'une manière pittoresque,

on appelle là-bas les « sans cheval », parce qu'ils ont tout gaspillé ou bu, leur bétail, les moutons, et enfin le cheval, sans lequel il n'y a pas de culture. Ce ne sont pas, pour la plupart, des prolétaires « en droit », puisqu'ils ont, grâce à la communauté dont les effets ne sont pas encore épuisés, de la terre, peu ou prou. Mais ils le sont de fait parce que, ne pouvant pas cultiver leur lot, trop paresseux pour louer chez le *barine*, ils affermentent eux-mêmes leur champ à quelque « fort » et vivent surtout de la location de leurs bras, que la suppression de la grande propriété rurale rendra inutiles. Les premiers, les « forts », veulent, bien entendu, la terre des seigneurs, et voilà tout; après cela, le plus d'ordre, d'autorité, de tranquillité que l'on pourra, comme on pourra; de la politique, de la république et autres denrées pareilles, ils ne veulent rien savoir. Les seconds, au contraire, sont tout prêts pour la propagande socialiste, ou communiste, ou anarchiste, ce qu'ils ne sauraient distinguer, enfin pour tout ce qui promet quelque chose qui viendrait tout seul, qui du moins réduirait à leur niveau, non seulement les « Messieurs », mais aussi leurs voisins, ceux qui ont le cheval. De la sorte, il ne faudrait pas s'étonner si, les agitateurs aidant, il y avait

même au sein des villages deux ou plusieurs listes.

Il faut prévoir que les élections rurales seront fortement influencées par ce qu'on appelle là-bas le « troisième élément », c'est-à-dire la masse considérable des agents inférieurs des *Ziemstvos*, tels qu'instituteurs, agents voyers, infirmiers, statisticiens locaux, et surtout les écrivains ou secrétaires de *volost*, qui ont largement alimenté depuis douze ans la propagande et les complots révolutionnaires; les « écrivains » sont mal famés, même dans la classe paysanne, trop souvent spécialisés dans le « tripatouillage » des jugements rendus, aux tribunaux de caste, par des juges à peu près illetrés. Tout ce monde, s'il contribue à malaxer la pâte électorale paysanne, le fera sous l'inspiration du socialisme révolutionnaire urbain et réussira peut-être, grâce aux votes ruraux eux-mêmes, à mettre l'élément rural en minorité à la Constituante.

Enfin, tout au moins en ce qui touche la Constituante prochaine, entrera en scène un élément jusqu'à présent inconnu dans les élections politiques du monde entier, je veux dire l'armée. Combien compte-t-elle d'hommes? Des déclarations officielles des gouvernants actuels, il appert

qu'ils n'en savent rien eux-mêmes. Le gouvernement déchu avait convoqué tout ce qu'il pouvait, moins pour renforcer le front qui manquait de matériel et non d'hommes, que pour tenir sous la férule des cours martiales le plus possible de « matériel humain » révolutionnaire. D'après le nombre des classes appelées, on suppose qu'il y en a, défalcation faite des pertes qu'au bout de trois ans on estime à 6 millions, quelque 8 millions, moitié sur le front, moitié à l'arrière; beaucoup rôdent à travers le pays, ce sont eux qui, toujours, sont les initiateurs des innombrables pillages déjà accomplis, les paysans n'intervenant que pour parachever leur œuvre. Ces électeurs-là, tous groupés, fourniront le minimum d'abstentions, pourront à eux seuls déléguer à la Constituante une centaine de membres au moins, et cela suffira pour lui donner le caractère et les tendances d'un soviet suprême, mais muni d'un pouvoir absolu, y compris celui d'extraire de son propre sein le pouvoir exécutif et de lui imposer les mutations dans le commandement. Bien entendu, comme candidat, Tartarin de Tarascon, mobilisé, l'emportera haut la main sur Guillaume le Taciturne.

Ce système électoral a déjà partiellement fait

ses preuves, au renouvellement de tous les *Ziemstvos*, conseils municipaux et communaux, ainsi que pour l'élection des innombrables comités administratifs dont je parlerai plus bas. Les journaux de toutes nuances s'accordent à reconnaître que ces élections ont généralement été inconscientes et incorrectes en la forme. Votait qui voulait, hommes et femmes. Partout des scènes de violence, les bulletins arrachés des mains, remplacés par d'autres, toujours par des « on » venus on ne sait d'où. Les femmes mulsumanes de Bakou ont, par l'entremise de leur comité pour l'égalité des droits des sexes, publié une curieuse protestation, où l'on voit entre autres que n'ayant pas le droit de par leur religion de se grouper avec les hommes, et ayant obtenu comme lieu de vote une mosquée spéciale, leur troupeau était cependant poussé par des étudiants ou collégiens armés de bâtons amplement utilisés, qu'*on* leur avait substitué leurs bulletins dans les mains, que le même *on* avait forcé de reprendre la queue et de voter à nouveau celles qui s'étaient montrées dociles, qu'*on* leur avait affirmé que les indociles devenaient « kiafre » (infidèles à la foi), etc... Mêmes plaintes venues des communes rurales : toujours le *on*,

et toujours le bâton, parfois mortel. Le bon peuple russe n'avait pas attendu la Révolution ni les droits de l'homme pour créer ce joli proverbe : « Celui qui saisit le bâton devient caporal » (1).

Tel est dans ses grandes lignes ce système électoral « plus étendu que dans aucun Etat du monde ».

C'est le moment de se demander quelles sont les raisons qui ont pu décider les chefs du gouvernement révolutionnaire russe, en tête desquels il faut placer MM. Kerenski et Milioukov, à infliger à leur pays un système électoral que bien des radicaux français, qui considèrent le suffrage universel, dans leur pays, comme un dogme sacré, regardent pourtant, appliqué à la Russie, comme une dangereuse lubie. Il y a plusieurs raisons.

M. Kerenski et ses coreligionnaires socialistes avaient trouvé le suffrage universel « à quatre pattes » (universel, égal, direct, secret) installé de longue date dans le programme du parti *cadet*, qui n'est en somme qu'un parti radical; et, dans tous les pays du monde, une loi de nature pousse les socialistes, sur toutes les questions généralement quelconques, à surenchérir sur les

(1) Voy. à l'appendice des élections à Iegorevsk.

radicaux; autrement, ils perdaient leur rang d'attaque. C'est pourquoi ils ont ajouté les femmes, les mineurs et les non domiciliés. Mais pourquoi les cadets eux-mêmes ont-ils adopté, dès 1905, en tête de leur programme le « quadrupède » au lieu de réclamer une extension raisonnable, et surtout l'épuration, des systèmes électoraux en vigueur sous le tsarisme, que j'ai décrits plus haut? Ils connaissaient cependant cette fameuse « réalité russe », si différente des constitutions, des lois, des déclarations et affirmations qui devraient la refléter, celle que les écrivains, littérateurs et philosophes, de là-bas décrivent si bien avec leur merveilleux talent de peintres, et ignorent si délibérément dès qu'ils versent dans la politique.

Oui, mais ces cadets sont des radicaux et des doctrinaires. C'est, même dans d'autres pays que la Russie, le propre des adeptes de cette secte, tant pour couper court d'avance (quoique en vain) à la surenchère que pour arrondir leurs programmes, de ne pas considérer la minuscule parcelle de temps dans laquelle ils se meuvent, où ils ne sont, eux, leurs programmes et toute l'humanité autour d'eux, que d'imperceptibles atomes; de ne tenir aucun compte des milliers de

générations à l'arrière, des milliers à l'avant d'eux-mêmes, de repousser dédaigneusement la pensée qu'il suffirait largement à leur gloire d'avoir accompli la tâche dévolue, dans la chaîne infinie des générations, à leur propre génération. Ils se posent en Moïses, en Mahomets ou en Zarathustras, appelés à dire pour toujours le dernier mot sur tout, déploient leur programme, où tout est au premier plan et doit s'accomplir simultanément, et, le brandissant devant l'humanité, proclament : « A présent, ne bougeons plus surtout ne nous faites pas bouger... du sommet où nous sommes installés. »

Ces réformateurs, cadets ou social-démocrates, sont de plus des Russes, c'est-à-dire les plus dangereux, les plus incurables raisonneurs-logiciens du monde, incomparables pour entasser imperturbablement des monceaux de syllogismes sur une prémisse erronée, mensongère ou imaginaire, au sujet de laquelle ils n'acceptent pas de discussion. Admettez-vous, oui ou non, que le progrès soit la loi de l'humanité? Le suffrage quadrupède *est* un progrès, alors? Quant à la « réalité russe », faites-moi le plaisir de n'en pas parler, ce n'est pas du raisonnement, ni du syllogisme, mais du « bourjouisme » !

D'autre part, les doctrinaires les plus farouches ne sont pas sourds aux suggestions de l'intérêt de parti et un système électoral ne perd rien à être celui que le parti a le plus de chances d'utiliser à son profit. Les cadets de 1905, et après eux les socialistes de 1917 ont pensé, non sans raison, que la matière électorale est d'autant plus facile à pétrir qu'elle est plus nombreuse, plus fruste, plus inexpérimentée, donc plus moutonnière. Ce fait, déjà vérifié en France au temps du second Empire, a été depuis abondamment confirmé dans des pays précisément peu développés intellectuellement. Tout, alors, est affaire de propagande et d'organisation. Or le parti cadet et le parti socialiste-révolutionnaire seuls en Russie sont, depuis 1905, fortement organisés. Les partis conservateurs ou modérés sont là, comme ailleurs, incurablement passifs et veules; les fameux *cent-noirs* (1), tsaristes mais nullement conservateurs, se recrutaient dans les mêmes éléments que les « maximalistes » révolutionnaires,

(1) On appelait ainsi, par allusion à la « centaine » (escadron) cosaque, les bandes organisées, tout de suite après la réforme constitutionnelle de 1905, par l'association ultra-réactionnaire dite « Union du peuple russe » que Nicolas II eut la maladresse de protéger ouvertement. Son programme était le retour de l'absolutisme pur, ses procédés les « pogromes » de juifs ou de marchands aisés, au besoin l'assassinat de députés « cadets ». L'épithète de *noirs* était donnée à ces groupements comme un péjoratif évoquant des idées sinistres.

faisant appel aux mêmes bas instincts, jouant, avec un succès plus bruyant que réel, au jeu du clou qui chasse l'autre,— surtout ils n'agissaient pas *contre* le gouvernement, comme il leur faudrait faire aujourd'hui, mais *avec* lui. L'organisation des cadets a cet avantage que c'est dans ses rangs que l'on trouve le plus grand nombre de talents remarquables et connus : talents exclusivement littéraire ou oratoires du reste, ce qui ne veut pas dire talents d'hommes d'Etat. L'éloquence, surtout l'éloquence pathétique et entraînante, n'est pas, loin de là (et c'est un des grands vices du régime parlementaire), la pierre de touche du politique et de l'homme d'Etat, qui doit être avant tout un homme de pensée en temps calme, et en temps troublé un homme de volonté. Pendant le peu de temps où ils en ont eu l'occasion, les cadets, M. Milioukov en tête, ont passé comme politiques un bien médiocre examen. Absolument maîtres du gouvernement où figuraient d'abord cinq cadets, six octobristes ralliés à eux et un seul socialiste (ce même M. Kerenski), ils se sont piteusement laissé dominer, encercler, amputer, puis éconduire par ce dernier et ses cosocialistes. S'ils comptent sur l'inévitable réaction, ils peuvent bien se tromper; elle passera

plutôt par-dessus leur tête, bien plus à droite, car le Russe, versatile et impulsif, fait rarement demi-tour; il préfère le tour complet. Toutefois les ressources oratoires dont ils disposent sont un fort atout pour la propagande électorale; ils en ont un autre. Le cadetisme n'est pas seulement une doctrine, c'est une coopérative, toute prête pour garnir une « république des camarades », et il n'aura pas à improviser son personnel d'agitation électorale.

Le parti social-démocrate n'est guère moins bien armé. Il a, par le gouvernement actuel, le bénéfice de la possession, et c'est à lui probablement plutôt qu'aux « cadets » qu'ira l'armée du « troisième élément » dont j'ai parlé plus haut. A l'heure qu'il est, les deux partis représentés par MM. Kerenski et Milioukov espèrent, quoique avec des chances inégales, canaliser à leur profit ce Niagara électoral.

Il se peut fort bien qu'ils en soient tous les deux pour leurs espoirs. C'est le moujik, s'il arrive à s'organiser, qui décidera; or, nous l'avons dit, le moujik, tout au moins le moujik « qui a le cheval », veut de la terre et de l'ordre. Avec qui, et par qui? Il y a aussi l'élément féminin qui double du coup les quarante-cinq mil-

lions d'électeurs mâles. Les électrices consentiront-elles à se déranger pour voter? Si oui, quel sera leur mot d'ordre? Entre les hypothèses diverses, je choisirais : le mot d'ordre de leur petit-père le pope. D'après des correspondances venues des coins divers de l'Empire, un programme politique très répandu parmi les « babas » serait : la terre, bien entendu, — pas de fonctionnaires, ni élus, ni nommés, tous des vampires, — mais, « sans Dieu, et sans tsar, il n'y a pas moyen ».

Un pronostic paraît assuré : cette assemblée, plus probablement émiettée qu'homogène, contiendra trop peu d'éléments instruits pour pouvoir, de son initiative, résoudre les immenses problèmes constitutionnels et législatifs qui seront posés devant elle. Cela ne veut pas dire du tout qu'elle opinera du bonnet. En lisant les comptes rendus du Soviet des ouvriers et soldats, on est frappé de l'aplomb avec lequel ces primaires tranchent des questions, notamment les stratégiques et les financières, dont, il y a quelques mois, ils ne soupçonnaient pas l'existence. Cela fait songer à ce passage de Tolstoï dans *Guerre et Paix* où, recherchant sur quoi s'appuie la présomption du Français, de l'Anglais, de l'Allemand, il attri-

bue celle du Russe au fait que « non seulement il ne sait rien et ne veut rien savoir, mais n'admet même pas que quelqu'un d'autre puisse savoir quelque chose ». Si cette assemblée n'est pas, comme le Soviet central actuel, bonne à tout empêcher et brouiller, impuissante à rien décider, le mieux que l'on puisse encore espérer est qu'elle se résoudra à sanctionner en bloc ce que lui aura préparé le gouvernement d'alors, s'il est assez uni et assez fort pour cela, ce qui, à son tour, dépendra beaucoup de l'attitude de la rue.

Que M. Kerenski et les cadets, — que l'on devine dans la coulisse de son cabinet, — se soient déjà rendu compte des difficultés qui les attendent, on en a la preuve dans l'ajournement répété des élections à la future Constituante (actuellement, on projette de la faire élire fin novembre et siéger le 11 décembre) et dans la convocation de l'Assemblée de Moscou. La difficulté de dresser légalement les listes électorales est un prétexte. Pour dresser légalement ces listes de quatre-vingt-dix millions de noms, les « organisations sociales », — lisez les conseils communaux ou municipaux, Ziemstvos, etc., — sont deux fois incompétentes : au point de vue du droit, parce qu'elles ont elles-mêmes été élues

« au petit bonheur », et en fait, grâce à l'ignorance profonde de l'immense majorité de leurs membres. Personne ne doute que les élections à la Constituante se feront également « au petit bonheur ». Votera qui voudra.

Il est plus que probable que « l'Assemblée des Notables » des 28-31 août à Moscou était destinée, si elle réussissait, à former un « Ersatz » à la Constituante, comme les aliments artificiels dont se nourrissent actuellement les Allemands. A ce point de vue elle n'a pas réussi : elle s'est trouvée tellement divisée et composée d'éléments tellement irréductibles entre eux, tous les intellectuels d'un côté, tous les « primaires » de l'autre, qu'on ne lui a même proposé aucune solution concrète. Elle n'a pas affaibli la situation de M. Kerenski, elle ne l'a guère consolidée non plus. Après avoir à la première séance promis de rétablir l'ordre et la discipline « par le fer et le sang », quitte à « rappeler les procédés du tsarisme », ce qui supposait avant tout la suppression totale des Soviet, à la dernière séance, il a préféré lui-même prendre leur défense, ce qui n'est pas « tsariste » du tout (1).

(1) Le « Préparlement » tout nouvellement imaginé, formé de délégations de toutes espèces extraites de diverses assemblées elles-mêmes

D'autre part, l'on a essayé d'une première entorse au suffrage « quadrupède »; craignant probablement qu'un Conseil municipal ainsi élu ne fût incapable de faire convenablement le ménage de la capitale, le Gouvernement provisoire, après avoir commencé par faire élire au suffrage universel direct des conseils de quartiers, jusque-là inexistants, dont on ne voit pas bien la compétence, avait annoncé que ces conseils à leur tour auraient à élire le Conseil municipal. Cela aurait pu former un précédent utile. En un avenir plus calme, dans l'impossibilité de rattraper le monstre une fois lâché, on lui couperait une patte sur quatre, la « directe ». Pour le principe, le suffrage resterait universel et égal, et en restreignant l'éligibilité aux gens capables de lire couramment (comme il fut fait pour les anciennes Doumas) ce suffrage indirect pourrait être vraiment secret. Il n'en serait peut-être pas plus conservateur, mais il aurait des chances considérables d'être plus conscient. Toutefois au dernier moment on a reculé devant cette « hérésie ». Les élections ont eu lieu au suffrage décrit plus haut.

irrégulières, est une machine improvisée destinée à faire échec aux dangereux Soviet autant qu'à masquer le recul à des temps meilleurs de la fameuse Constituante.

Malgré la nouveauté de la chose et les facilités matérielles, un cinquième à peine des électeurs inscrits ont pris part au scrutin, et ont fourni une majorité, par moitié socialiste-révolutionnaire, et extrémiste (léniniste, défaitiste) écrasante.

Quoi qu'il en soit, si on réussit, une fois la Constituante élue tant bien que mal, à lui faire voter une constitution et des lois, il restera encore à les faire appliquer. Cela, c'est l'affaire de l'énorme appareil administratif. Voyons ce qu'en a fait, ou est en train d'en faire, l'invasion du principe électif.

*
**

Ici, je dois me livrer à une digression.

Il me semble indiscutable qu'en dehors d'un nombre restreint d'idéologues, et d'ambitieux qui espèrent s'élever plus vite grâce à leur facilité de parole ou de plume qu'ils ne feraient par le travail et l'application, pour la grande masse de ceux qui forment le « bon peuple », les formes de gouvernement, monarchique ou républicain, absolu ou constitutionnel, parlementaire ou personnel, n'ont pas une importance suffisante pour les engager à risquer le va-tout de leur sécurité

et de leur bien-être dans une révolution violente. Ce qui leur importe, ce n'est pas l'origine, mais la teneur des lois ou règlements qu'on leur impose; ce n'est pas non plus la source de l'autorité qui permet à un « Monsieur » de leur dire : « Pas d'observations », — que cette source soit la faveur des princes et de leurs sous-ordres ou celle de la foule et de ses délégués, — qui leur importe, mais bien la manière dont cette autorité est exercée. Il leur faut une bonne police, de bons tribunaux, de bonnes routes, chemins de fer, postes ou télégraphes, hôpitaux, institutions de secours et de prévoyance, etc... dont dépendent leur sécurité, leur liberté individuelle, leur bien-être matériel et moral.

Tout cela peut être assuré, ou peut être refusé, aussi bien par la monarchie que par la république, par le régime parlementaire que par le personnel, témoins la Prusse et le Japon d'un côté, la Russie tsariste ou la Turquie de l'autre, les républiques des Etats-Unis et la Suisse par ici, celles de l'Amérique centrale par là. Chaque forme de gouvernement peut verser dans l'exagération de son principe, de celui d'autorité jusqu'à l'oppression, de celui de liberté jusqu'à l'anarchie, l'une et l'autre intolérables au

bon peuple. Ce qu'il lui faut, c'est une bonne *administration* (dans le sens le plus large du mot) et de bons fonctionnaires, n'importe le principe et l'emblème qui seront au sommet.

Or, si la nation russe, après avoir pendant plus de mille ans, avec une résignation vraiment inépuisable, chantée par son grand satirique Chtchedrine dans son ode à « l'endurante échine russe », supporté l'autocratie, l'a secouée d'un coup au risque de rouler avec elle dans l'abîme, ce n'est pas parce qu'elle ne répondait pas à ses « principes » ou à son « idéal », qui étaient au contraire essentiellement simplistes, c'est parce que cette autocratie, — au lieu de lui donner, comme la demi-autocratie allemande, une administration excellente, qui assure à son « bon » peuple tous les conforts modernes, même celui de pouvoir fructueusement massacrer et piller ses voisins (si seulement il avait eu la précaution de sérier ses entreprises), — lui a au contraire donné l'administration la plus pitoyable de la chrétienté, une administration qui *organisait* la famine au milieu de l'abondance, et la défaite avec une écrasante supériorité des forces.

C'est donc sur ce point là, sur la réorganisation, l'assainissement, le disciplinement des

énormes machines administrative et militaire, que, aussitôt écarté l'obstacle au sommet, aurait dû porter d'abord tout l'effort de ceux qui ont pris sur eux le redoutable héritage du tsar, s'ils s'étaient réellement souciés d'être ce que prétendent être tous les révolutionnaires au moment où ils s'emparent du pouvoir, les sauveurs de la patrie en péril. Au lieu de cela, ils ont, sous le feu de l'ennemi, versé à pleins seaux dans les deux machines le dissolvant du principe électif. Rarement on a vu un « sabotage » plus subit et plus complet.

On peut assurer que toute l'efficacité, tout le rendement utile, que l'on peut attendre de quiconque, du sommet au poste le plus infime, détient et exerce une part de l'autorité, repose sur ces deux bases : compétence, responsabilité. Toute collectivité est mauvais juge de la compétence, pour les raisons que nous avons dites au début. Quant à la responsabilité de l'élu, elle disparaît aussi en fait, puisque l'électeur individuel a épuisé son pouvoir d'investiture au moment même qu'il l'a exercé; au pis aller c'est la responsabilité que le régime parlementaire, dont jouit à présent presque toute l'Europe, inflige aux hommes d'Etat qui ont entraîné leur patrie dans

les plus mauvais pas; ils reviennent à leurs chères études, jouissent de leurs économies, et obtiennent leur vie durant du « Monsieur le Ministre ». C'est la responsabilité de la cuisinière qui a manqué son rôt.

Cette intrusion désorganisatrice du principe électif a, dès le premier jour, corrompu celui de tous les organismes, qui faute d'une discipline rigoureuse, instantanée dans ses effets, tourne le plus tôt à la cohue informe et impuissante, l'armée. Le principe avait à peine été lâché que le gouvernement qui l'avait apporté « recula épouvanté » et, parallèlement aux élections d'officiers, se hâta de les devancer par les nominations; cependant il résulte des discours de M. Kerenski et du général Kornilov qu'au moment de la récente assemblée de Moscou (28-31 août), elles se produisaient encore. Ajoutons l'adjonction, aux conseils de guerre, de jurys *élus* par la troupe, et pis que tout, les *Soviet* de compagnies, de bataillons, de régiments, de divisions et d'armées, qui discutent tous les ordres et croient renforcer le prestige du commandement en télégraphiant au chef suprême dc l'armée, M. Kerenski, qu'après avoir soumis le discours qu'il a tenu devant elle « à une critique raisonnée » la 2e

armée est heureuse de lui exprimer son approbation. A l'inverse, le bataillon de réserve du régiment de grenadiers de la garde, tout en témoignant sa confiance au ministre de la guerre blâme l'offensive et approuve la conduite des autres bataillons qui, sur le front, ont refusé de marcher. Inutile de multiplier les exemples; on sait, dans l'ensemble, ce qui est résulté de ce « progrès». Les détails donnés le 28 août à l'assemblée de Moscou par le généralissime Kornilov sont terrifiants. Je ne reproduis pas sa harangue parce que, publiée dans les journaux anglais et italiens, elle a été, dans la presse française, remplacée par du blanc. Ce blanc n'a pas prévenu l'abandon de Riga deux jours après.

Il n'est pas impossible, étant donné le courant actuel, que ces périlleuses lubies viennent à disparaître dans l'armée, au moins à la surface, et non sans laisser des souvenirs dangereux. Il est à craindre, grâce au doctrinarisme invétéré des gouvernements « populaires », que le microbe électif ne continue à produire, dans l'administration civile, des ravages durables.

Dans les services dépendant du ministère de l'intérieur, principalement chargés d'assurer l'ordre et la tranquillité, les anciens chefs des cir-

conscriptions administratives, gouverneurs de provinces, *ispravniks* de district (sous-préfets) ou chefs terriens (cantonaux) et maîtres de police dans les villes, ont été, comme de raison, remplacés par des commissaires de la République; mais, indépendamment du renouvellement au suffrage plus qu'universel des divers conseils qui à côté d'eux et sous leur surveillance géraient les intérêts locaux, on a immédiatement flanqué tous ces agents de l'autorité centrale, dont la principale utilité consiste dans la rapidité et l'unité des décisions, de comités élus aussi « au petit bonheur » sur les bases électorales décrites plus haut; chaque décision administrative est prise, bien entendu, après de copieuses palabres, renouvelées à propos de l'exécution, en descendant l'échelle hiérarchique. Il y a aussi, échelonnés, des « comités terriens » pour prévenir ou encourager, régulariser et renforcer, du poids du fait accompli, les envahissements des propriétés privées. C'est déjà fait dans la riche province de Penza. Il arrive que les comités destituent, ou même font arrêter les commissaires chargés de les diriger (système Ledru-Rollin) en les suivant.

Quant aux autres grandes branches de l'administration, un exemple typique montrera ce

qu'elles sont en train de devenir. Il s'agit du Ministère des voies de communication (chemins de fer), du fonctionnement desquelles dépend en ce moment la vie même de la nation et de l'armée. Voici ce qu'a imaginé, non pas quelque syndicat de cheminots mutinés, mais le Ministre lui-même. Je puise dans la *Rietch :* Tout le personnel, y compris les plus simples travailleurs (soit en tout neuf cent mille hommes), est constitué en une sorte d'union professionnelle, à laquelle passeront le pouvoir directeur et le contrôle de l'exploitation. Ce pouvoir exercera ses fonctions par l'intermédiaire d'une série d'organes élus (encore des Soviet!) locaux et centraux, qui jugeront *les actes de l'administration et le degré de capacité de chacun de ses représentants.* Ces organes forment une chaîne d'instances qui trancheront les différends et les malentendus qui pourront surgir au sein de l'administration. Au bout de cette chaîne, il y a le Gouvernement provisoire qui connaît des désaccords entre l'organe central et le Ministre.

Pas besoin de commentaires; le lecteur aperçoit déjà le fonctionnement de cette Administration, composée de 900.000 « tovaritch » (compagnons), ministre compris. Cette organisation au

commencement de juillet avait déjà pris corps dans une circulaire, datée du 9 juin, du Ministre des voies de communication, qui exprimait l'espoir qu'elle « garantirait le fonctionnement normal du service des chemins de fer et son bon ordre ». Fonctionne-t-elle déjà? Si oui, on comprend qu'à la grande assemblée de Moscou un orateur ait prédit qu'avant la fin de l'année toute circulation serait arrêtée, alors que, paraît-il, le trafic actuel ne représente plus que 25 pour 100 du rendement normal (1). Le commentateur de la circulaire en question ne s'oppose pas à son application parce que, dit-il, elle est fondée sur l'espoir du miracle et que le miracle seul désormais peut sauver les transports en Russie; il observe avec raison que cette innovation repose sur une double hypothèse : d'un côté que les chefs qui jusqu'à présent ont eu la direction de l'exploitation manquent totalement des capacités nécessaires, de l'autre que tous les subordonnés en sont abondamment pourvus et apporteront tous dans l'accomplissement de leur tâche une

(1) Deux mois après l'introduction de cette « réforme » due au Ministre Nickrassoff, à une conférence présidée par son successeur, M. Iourenoff, il était établi qu'au cours du mois de juillet 1917 il avait été expédié *deux cent cinquante mille* wagons de moins qu'au mois de juillet 1916, où la crise des transports paraissait déjà intolérable.

tension constante de l'esprit et de la volonté « voisine de l'extase ». — Il a trouvé le mot, ce journaliste. Les vraies révolutions, — et la russe mérite par son envergure cette appellation, autant que celle de 1789, — font surgir de ces idées et de ces systèmes qui semblent tomber de quelque planète dont les habitants seraient faits au rebours de ceux que nous connaissons ici-bas, justement parce qu'elles ont le don de plonger des peuples entiers dans une sorte d'état extatique, pour lequel un médecin trouverait une épithète plus désobligeante.

Etendra-t-on cette organisation aux autres grands services et aux ministères des finances, de la justice, de l'instruction publique? Là, en tout cas, l'essai serait moins dangereux; on peut y palabrer sans crainte qu'une minute de retard ou d'avance dans la délivrance d'une contrainte, la signification d'un jugement ou l'ouverture d'une leçon entraîne la mise en bouillie d'une centaine d'hommes, comme il arrive avec les chemins de fer. Jusqu'à présent, l'état extatique comme principe d'organisation n'a pas fait ses preuves.

En revanche, il y a deux principes, vieux comme le monde, sur lesquels reposait jusqu'ici l'efficacité des grandes organisations, ou militaires, ou

civiles, que ces envahissements du principe électif détruisent jusqu'à leurs racines : ce sont le principe d'obéissance et celui de la hiérarchie. Dans les organisations efficaces, l'obéissance aux ordres reçus ne doit pas être péniblement consentie, mais acceptée comme une nécessité naturelle, autrement la machine fonctionnerait comme un véhicule qu'il faudrait faire démarrer à chaque tour de roue; ceci suppose chez l'inférieur le sentiment de subordination à l'égard du chef dont l'ordre émane.

Or, si on laisse de côté les Anglo-Saxons, qui ont l'auto-subordination et l'auto-contrainte dans le sang, car ils la pratiquent depuis la nuit des temps, les peuples même très civilisés, et à coup sûr le peuple russe qui n'a cessé d'obéir et d'être poussé du dehors depuis ses origines, ne reconnaissent vraiment et ne s'abstiennent de discuter que l'autorité extérieure à eux-mêmes, dont ils ne ramènent pas l'origine à un acte de leur propre volonté. Si, dans les « Volost », les « starchina », centeniers et autres élus par les paysans arrivaient, très péniblement, à se faire obéir de leurs frères et électeurs, c'était encore parce que ceux-ci sentaient immédiatement derrière ces mannequins d'autorité le dépositaire

véritable, le « chef terrien » nommé par l'administration qui était un « Monsieur »... Joignez la différence de *caste :* jusqu'au 14 mars 1917 tout le peuple russe avait ce sentiment instinctif que l'humanité est composée de deux catégories tranchées d'êtres : les uns qui portent du drap et du linge fin ou des galons, faits pour commander, les autres vêtus à la « proste » (vulgaire), faits pour obéir. C'est pourquoi, dans l'armée, les officiers qui étaient « Votre Noblesse » se faisaient facilement obéir, tandis qu'avec les gradés sortis du rang (non des engagés d'un an), il y avait toujours du « tirage ». Tout cela a croulé en une nuit, dans l'armée surtout, grâce au fameux « ordre du jour n° 1 » sur les droits du soldat, et n'a été remplacé par aucun de ces autres sentiments ou idées qui sont ailleurs à la base de l'obéissance, qu'un trait de plume ne fait pas naître.

Si j'ai appuyé ainsi sur l'intrusion du principe électif dans les rouages administratifs, c'est parce que, même après que la période inflammatoire de la Révolution russe sera passée, même après qu'il aura été expulsé de l'armée, ce qui ne sera pas long si réellement elle doit se ressaisir, il sera bien plus difficile à déraciner de l'admi-

nistration civile, où ses effets se traduiront par la paralysie progressive, non par la catastrophe qui appelle et justifie les remèdes héroïques. Or plus que jamais la Russie a le besoin urgent d'un mécanisme administratif efficace; lui seul lui permettrait de mettre en valeur ses très grandes ressources que, à défaut de la direction de l'Etat, le manque de capitaux et d'initiative privée laissera indéfiniment inertes. En ce cas, ce ne sera pas, comme avant 1914, la simple stagnation, mais bien, grâce aux pertes économiques et aux charges financières déjà accumulées, l'irrémédiable ruine que M. Milioukov, au Congrès de Moscou, déclarait déjà accomplie.

C'est ce qui me porte à placer l'extension et l'application irraisonnée du principe électif au nombre de ces « dangers mortels » qui, au dire de M. Kerenski lui-même, menacent la Russie nouvelle.

IV

LA CRISE DE L'ORTHODOXIE

Jusqu'au mois de mars 1917, c'était un axiome incontesté pour les patriotes russes classiques que tout l'édifice de l'immense empire reposait sur trois piliers : autocratie, nationalisme grand-russien, orthodoxie. En un clin d'œil, le premier a croulé; le second, nous l'avons vu à propos des autonomies, est tout à fait lézardé. Qu'adviendra-t-il du troisième? La question est vitale, car, toute croyance personnelle mise à part, le lecteur a déjà pu se convaincre que chez l'immense majorité de ces 180 millions d'êtres qui soutenaient le « Colosse aux pieds d'argile », la cristallisation ne s'est pas encore opérée de cet ensemble de *sentiments* héréditaires, qu'aucun *raisonnement* ne remplace, tels que l'amour de la Patrie, la tradition de gloire des aïeux, l'idée du devoir, celle de solidarité sociale, de dignité civi-

que, le respect de la loi consentie, l'émulation dans l'héroïsme, qui, chez les peuples de civilisation avancée cimentent les individus innombrables, aident l'immense majorité d'entre eux à réfréner eux-mêmes leur bestialité innée, qui forme ce tout à la fois composite, indéfinissable et résistant qu'est la morale nationale, et permet de reléguer à l'arrière, comme une réserve, la raison dernière, c'est-à-dire la force et la crainte du châtiment. Tout cela n'est pas l'œuvre d'un jour, d'un discours vibrant ou d'une proclamation, mais celle d'une série de générations au cours desquelles cette accumulation de sentiments et d'idées a filtré de haut en bas, jusqu'à permettre de garnir les tranchées françaises d'un peuple de chevaliers et d'un peuple de gentlemen. En Russie, tout cela hier encore n'existait que pour la couche mince, mince, de l' « intelligenzia » et le travail d'endosmose dans la couche inférieure est à peine commencé.

Cependant cette « raison dernière » qui se réduit à la violence, n'aurait assurément pas permis, toute seule, à une longue série de despotes, dont beaucoup de bornés, de transformer par une progression presque ininterrompue, la petite principauté de Souzdal en un Empire de dimen-

sions colossales, plus d'une fois glorieux, si le bâton n'avait pas eu pour adjuvant un ressort moral unique, — la foi religieuse. C'est la source unique qui a fourni à ces despotes pendant des siècles et jusqu'au dernier moment (1) ces trésors d'obéissance, d'endurance, de résignation qui ont fait la grandeur du peuple russe, lui tenant lieu du génie créateur, du labeur, de l'élan qui ont fait la grandeur d'autres nations.

Prise dans l'ensemble, il n'était peut-être pas au monde — sauf les islamiques, — de population aussi foncièrement religieuse que la population, — disons mieux, les populations de la Russie. Car non seulemcnt pour la plus nombreuse, la russe-orthodoxe, mais aussi pour les autres, catholiques, juives, mahométanes, la religion était à la fois l'unique formule de la morale, et le symbole de la nationalité. Plus particulièrement au sein de la nationalité dominante qui m'occupe, la russe, il y avait jusqu'à la catastrophe de 1917, énormément de croyants sincères, plus encore de pratiquants zélés, et pas d'irrespectueux. Sauf un nombre infime de révolutionnaires à tous crins, type Lénine ou Tchernoff, pour la plupart émigrés, les incrédules mêmes

(1) Voyez à l'appendice la déposition du général Ianouchkiewitch.

non seulement mettaient une sourdine à leur voltairianisme, mais se faisaient devant tout étranger ou allogène, les champions de leur « pravoslavie » (orthodoxie); ils avaient raison, conscients que pour une race et une nation venues tard à la civilisation, peut-être bien d'une stérilité intellectuelle congénitale, irrémédiablement copiste ou exagéreuse des institutions, des modes — et des lubies — d'Occident, sa religion et son culte fermés, aux dogmes, cérémonies et gestes immuables, dont les adeptes ont pendant des siècles lutté à mort entre eux pour savoir s'il faut se signer à deux ou trois doigts, constituait le symbole même de l'individualité nationale. Je le répète, l'orthodoxe russe était un autre Islam, c'est-à-dire un moteur et un frein aussi puissant que friable, qui, une fois brisé, laisse le vide derrière lui, un peu comme la pudeur féminine.

Or l'âme simple du moujick « ne supporte pas le vide » comme faisait la Nature avant Pascal. C'est à ce besoin d'idéal, et de règle intérieure, que l'on doit les innombrables sectes dérivées de l'orthodoxie (officiellement on en cataloguait plus de 70), quelques-unes bizarres, ou même obscènes, la plupart mystiques et liées, comme certaines protestantes, à une moralité supérieure,

généralement limitées au petit peuple. Alexandre III, cerveau étroit mais lucide, répondait à des propositions de persécutions nouvelles contre les dissidents : j'aime mieux avoir pour sujets des hérétiques croyants, que des orthodoxes incrédules. Toutefois, bien avant la Révolution, l'Eglise orthodoxe était malade, sérieusement malade. Dès 1912, l'auteur de ce livre publiait dans le « Correspondant » (25 février), une étude intitulée « La crise de l'orthodoxie russe à propos d'un scandale récent ». Le scandale n'était autre que l'apparition sur la scène politique de Grégoire Raspoutine, aujourd'hui une gloire mondiale, alors ignoré en France. Je n'aurai rien à en retrancher, mais les événements subséquents me portent à refondre et à compléter mon exposé d'alors.

*
**

Dans cet ébranlement de l'orthodoxie russe, qui, dès avant l'explosion révolutionnaire de mars dernier, paraissait menaçant, les causes de crises religieuses habituelles, propagande d'incrédulité, diffusion d'une instruction superficielle, lutte contre un régime solidarisé avec la religion, ne jouaient qu'un rôle secondaire. Nous avons dit

que, soit par patriotisme ou par calcul, les classes éclairées restaient les soutiens, convaincus ou hypocrites, mais zélés, de l'orthodoxie; la propagande révolutionnaire, orale ou écrite, pour ne pas se heurter à d'invincibles méfiances, évitait soigneusement de froisser la foi populaire, et la très lente diffusion de l'instruction restait inoffensive faute d'une presse ou d'une littérature antireligieuse.

La raison profonde doit être cherchée ailleurs; et ici encore on peut dire que l'autocratie tsariste a très longuement creusé un autre côté du gouffre dans lequel elle est tombée, le laissant ouvert devant la Nation elle-même. Son excuse est qu'elle se trouvait, depuis trois siècles, en face de l'Eglise orthodoxe, acculée à un dilemme presque insoluble.

L'Eglise représentait pour le despotisme autocratique à la fois le plus ferme des soutiens, et la plus redoutable des rivales. Jusqu'à la chute de Constantinople, relevant nominalement du patriarcat de Byzance, donc sans représentation centralisée, elle n'éclipsait pas le prestige du Tsar unique. Mais dès que les Tsars de Moscou prétendirent à l'héritage de la théocratie byzantine, les Patriarches nouvellement créés de

l'Eglise « autocéphale » russe tendirent à se poser en autocrates parallèles, prétendant à être aussi « Grands Seigneurs ». Principalement avec Philarète, le père du premier Tsar Romanoff, et sous le second, avec Nicon (qui provoqua le schisme des Vieux-Croyants), la rivalité s'était tellement accusée, que Pierre le Grand, pour débarrasser le trône à tout jamais de tout ombrage, supprima le Patriarcat, les Conciles généraux, mettant à la tête de l'Eglise un Saint-Synode composé d'un nombre restreint d'évêques, nommés par le Souverain et révocables *ad nutum*, flanqué d'un Procureur général qui, seul chargé de l'exécution des décisions du Synode, en devint le maître. Très vite l'Eglise orthodoxe fut domptée, asservie — et avilie. C'est à bon droit qu'on lui reprochait de n'être plus que la police spirituelle de l'autocratie. Ce fut notamment son principal office pendant les quarante dernières années, depuis la dernière période d'Alexandre II c'est-à-dire depuis que l'histoire de Russie tend à se résumer en une lutte sans trêve entre l'absolutisme bureaucratique et la Nation.

Toutefois, jusque vers 1905, le discrédit que jetait sur l'Eglise orthodoxe le rôle qu'elle acceptait avec docilité, s'il avait nui à la foi elle-même

dans les couches sociales élevées, ne l'avait pas visiblement ébranlée dans les masses profondes. N'oublions pas que lorsqu'on voulut, le 9/22 janvier 1905, pousser le populaire de Pétersbourg à une manifestation capable de justifier l'application d'une saignée hygiénique, il fallut mettre à sa tête un pope en vêtements sacerdotaux, l'espion Gapone. C'est à cette date peut-être, et à la crise longue de deux ans qui suivit, qu'il faut reporter les premiers symptômes de décadence de l'orthodoxie russe au sein des classes populaires. Cette crise a été, à la révolution actuelle, ce que sont certains vertiges prémonitoires aux grandes attaques cérébrales ou cardiaques. Voici comment je l'appréciais dans l'article cité plus haut de 1912 :

« S'il n'y a pas eu révolution, il y a eu quelque chose de tout aussi grave, qui laissera dans toute l'histoire de la Russie, une trace indélébile. Les désastres et les humiliations de la guerre japonaise, les souffrances qui l'accompagnèrent, l'effarement des sphères dirigeantes, leurs contradictions, leurs promesses imprudentes, réitérées et fallacieuses, la conscience de tout cela a fini par pénétrer jusque dans les couches profondes de cet océan humain de 160 millions d'hommes.

Dans ces profondeurs insondables où tout, jusque-là, paraissait éternel, fatal, nécessaire, même la misère, la faim et l'oppression, s'était levée une énorme vague de fond, faite de doutes, de critiques, de colères, d'appétits brutaux, d'universelle défiance. Dans une pareille masse, la houle roule longtemps après que les embruns sont calmés. »

Depuis 1905, on voit se dérouler deux actions parallèles. De la part des orthodoxes fervents et conscients, laïques ou ecclésiastiques, un effort continu pour réformer et épurer l'Eglise. Et de la part de la bureaucratie, des promesses vagues et des atermoiements successifs, en même temps qu'une pression de plus en plus forte sur le clergé pour le faire servir de gendarme moral, et des pitreries qui devaient forcément le discréditer, lui, l'Eglise et même la foi.

La communauté laïque et le bas clergé réclamaient : avant tout, la convocation d'un Concile général, composé de laïques élus aussi bien que de prélats et de représentants du clergé inférieur. Parmi les tâches dévolues à ce Concile, on signalait particulièrement :

1. — Le rétablissement du Patriarcat, qui aurait entraîné la suppression du Saint-Synode,

le Patriarche étant assisté de Conciles restreints, mais périodiques.

2.— La substitution au Procureur général et à son administration d'un Ministère des cultes commun à toutes les confessions reconnues, ne s'occupant que d'administration matérielle, étranger à toute question de dogme ou de discipline.

3. — La réforme de l'épiscopat, surtout par l'élargissement de son recrutement. Aujourd'hui, grâce à une tradition devenue immuable depuis Pierre le Grand, mais que les théologiens laïques prétendent contraire aux canons de l'Eglise orthodoxe, l'épiscopat se recrute dans le clergé dit *noir,* c'est-à-dire parmi les moines célibataires, à l'exclusion du bas clergé dit *blanc,* obligatoirement marié. Le premier, très bien doté, malgré ses vœux de pauvreté, était absolument inféodé à la bureaucratie et à son système de police inquisitoriale, le second toujours à l'état d'opposition latente, dans la mesure où le lui permettait le souci du pain quotidien.

4. — Le relèvement de la condition matérielle, mais surtout du niveau intellectuel et moral du clergé blanc. Dotés de petites fermes variant de

30 à 70 hectares, qui, après avoir subvenu à la nourriture d'une famille généralement nombreuse et couvert les frais d'exploitation, ne laissent guère d'argent liquide, chichement appointés, gênés dans la perception et l'emploi du *casuel* par la surveillance des « starostes » élus par les paroissiens, les popes, surtout à la campagne, mènent une existence misérable. Au séminaire, ils ne reçoivent guère qu'une instruction professionnelle. Mariés obligatoirement avant l'ordination, donc très jeunes, à des femmes, filles de popes ou paysannes d'une vulgarité absolue, bientôt chargés d'enfants, déprimés par les soucis matériels, découragés par le privilège épiscopal du clergé « noir » qui ne leur permet pas d'arriver au delà du rang de « protoïreï » (quelque chose comme chanoine) ces pauvres gens, parmi lesquels il y a énormément de braves gens et de vrais chrétiens, loin de compléter et d'étendre leurs connaissances au sortir du séminaire, comme fait généralement le prêtre catholique célibataire, se laissaient dominer par le terre-à-terre ambiant et trop souvent, beaucoup trop souvent, grâce au contact journalier avec les moujicks et à l'hospitalité importune de ceux-ci lors des mariages, baptêmes, etc., tombaient

dans l'ivrognerie invétérée. Pendant ce temps, malgré « l'éteignoir » bureaucratique, une partie de plus en plus nombreuse de leurs ouailles se dégrossissait intellectuellement, se laissant pénétrer de l'esprit « démoniaque » de critique et d'examen, et lentement le prestige du pauvre pope s'en allait, s'enlisant comme dans une dune flamande. Beaucoup d'entre eux s'en rendent compte, les laïques croyants encore mieux, c'est là peut-être que gît un des périls les plus graves de l'Eglise orthodoxe. La troupe paraît avoir perdu courage.

5. Enfin, on réclamait assez généralement, surtout afin de se garer du despotisme épiscopal, le retour de la paroisse à sa constitution primitive, où elle serait une petite république dont le pope-président serait élu, ou au moins accepté par la communauté laïque.

A toutes ces réclamations, le gouvernement tsariste répondait par des promesses et des Commissions d'Etudes, qui duraient encore lorsqu'il croula. Entre temps, il tâchait, d'une part, à sa manière, de « chauffer » autant que possible la ferveur orthodoxe, et l'influence du clergé, fondement de l'ordre établi, et d'autre part, discréditait et le clergé, et la foi elle-même en abusant

de l'un, en galvaudant l'autre dans une des aventures les plus malpropres de l'histoire.

Les opérations de « chauffage » en dehors des missions, propagandes de presse, etc... prenaient la forme de pèlerinages, béatifications tapageuses, célébrations de « jubilés » commémoratifs, la religion et le chauvinisme entremêlés, avec mises en scène maladroites, ornées parfois de la présence du couple impérial. L'une des plus remarquables entreprises de ce genre, qui dura près de quatre ans, fut celle que l'on dut à un moine et un évêque à la fois ambitieux et sincèrement fanatiques, Héliodore et Hermogène. Voici comment je contais cette longue équipée dans l'article précité du 25 février 1912 :

« Héliodore tenait, depuis 1908, Tsarytsine (1) dans un état constant d'ébullition. Prodigieusement doué pour l'éloquence populacière, tour à tour pathétique et goguenard, sibyllin et cocasse, il avait formé autour de son monastère une sorte de « permanence » ; hommes et femmes s'y relayaient sans cesse, à qui plusieurs fois par jour il servait des homélies dont la teneur se devine : corruption du siècle, retour au christianisme pri-

(1) Sur la basse Volga, entre Saratoff et Astrakhan.

mitif, foudres du ciel, orthodoxie et autocratie, petite mère Russie, misère des petits, insolence des grands, etc., etc. Le tout finissait invariablement par des anathèmes, encore très en vogue dans l'orthodoxie, toujours les mêmes, comme un *delenda est :* « Maudits soient les Juifs, les crétins russes (c'est-à-dire les libéraux)... et les riches. » Toute cette foule, où les malandrins abondaient, élevée dans le lourd ennui de la steppe et secouée entre les sanglots et les hoquets de fou rire, nourrie des victuailles d'un couvent bien doté, s'amusait énormément. Elle se serait fait écharper pour son « petit père ».

Un gouverneur de province consciencieux ne pouvait tolérer une pareille usine de démagogie, même religieuse. C'était alors un jeune homme de valeur, le comte Serge Tatichtcheff, l'ami, l'élève, le favori et le successeur à la tête de la province, de Stolypine lui-même. Ses tentatives auprès de Mgr Homogène pour museler l'enragé moine de Tsarytsine s'étant heurtées à une complicité évidente, il réclama à Saint-Pétersbourg contre l'évêque lui-même. Il y gagna... sa propre destitution. Héliodore put annoncer triomphalement à ses fidèles « qu'il avait envoyé leur gouverneur traire les vaches ».

A partir de ce moment, Héliodore entre dans l'épopée. Il inaugure des processions quotidiennes à travers la ville; les passants qui font la moue sont tarabustés; il a un escogriffe qui lui sert de garde du corps; l'escogriffe porte l'emblème et cet emblème n'est pas une crosse, c'est un bâton avec une guenille enroulée au bout (cela sert à goudronner les futailles ou les essieux en bois des charrettes) et quand on rencontre un « impie » on trempe l'emblème dans un pot de *masoute* (résidu de naphte) et on lui en barbouille le visage. Alors le vénérable Saint Synode s'émeut : il enlève son prieuré à Héliodore et l'exile au loin comme simple moine. Intimidé d'abord, le moine se laisse faire, puis il se reprend, s'échappe au bout de deux jours, rentre triomphalement dans son monastère et, gardé nuit et jour par deux mille fanatiques, nargue tout le monde. Le Saint-Synode, terrorisé par Mgr Hermogène, capitule. Il révoque les peines édictées contre Héliodore » parce que leur prononcé même a constitué une censure et une peine suffisantes » (*sic*).

Qu'imaginer encore pour célébrer son triomphe? Héliodore entreprend, — c'était l'été dernier — un pèlerinage le long de la Volga, de Tsa-

rytsine à Nijni-Novgorod (1), suivi d'une foule considérable, qui s'égrène, se renouvelle, tantôt par terre, tantôt par eau. On prend les bateaux d'assaut, on insulte les voyageurs, on met les villages en réquisition, on hurle, on boit, on couche à la belle étoile, hommes et femmes dans une ignoble promiscuité. Les gouverneurs et la police restent cois. Le sort de Tatichtcheff leur a appris de quoi il retournait. La bacchanale devient l'objet d'une interpellation à la Douma sur l'inaction des autorités; d'abord mise sous le boisseau, elle va, grâce au dénouement de cette tragie-comédie, qu'il nous reste à conter, venir à l'ordre du jour.

Le protecteur d'Héliodore, Mgr Hermogène, profite des prouesses de son pseudo-Savonarole pour se pousser au premier rang du Saint-Synode. Il rompt en visière avec l'assemblée et joue les Catons. Oh! surprise! Il trouve de la résistance. Le bris des vitres lui a si bien réussi, comme à l'ami Héliodore, que, appelant le fidè.e moine à Saint-Pétersbourg, il se décide à démolir tout un vitrage. Il adresse au tsar un télégramme de dénonciation contre le Saint-Synode. Comme ré-

(1) Soit un parcours de 1.500 kilomètres.

ponse, on l'en expulse brutalement. Infatué de lui-même jusqu'à la cécité, il ne comprend pas qu'il s'est heurté à un récif sous-marin, il insiste, se fait abondamment interviewer, et raconte tout, tout. Mais, ô stupéfaction! Voilà que ces deux hommes, qui ont triomphé du gouverneur, des ministres, du Saint-Synode, sont brisés comme verre. De nouveaux « Ordres suprêmes » destituent Mgr Hermogène de son siège épiscopal, l'internent dans un couvent à cinq cents lieues de Saratoff, et le réduisent à la part congrue de 4.000 francs, une misère pour un prélat russe; Héliodore est dégradé, interné comme simple moine dans un autre couvent à l'autre bout de l'empire. Tous deux essayent de résister, comptent sur la pression de la presse réactionnaire et nationaliste, sur l'intervention des « mères de l'église ». Rien n'y fait, et la comtesse Ignatieff elle-même, la présidente occulte du Saint-Synode, reste impuissante. L'un et l'autre sont embarqués en wagon et reconduits à leurs couvents respectifs en compagnie de gendarmes variés, — *honoris causa,* bien entendu. Qu'est-il arrivé? Quel forfait ont commis ces deux hommes qui planaient si haut au-dessus des lois, et quel est le grand de ce monde qui,

en un clin d'œil, les a précipités dans le « troisième dessous? »...

Le Grand de ce monde n'était autre que Raspoutine, alors à son aurore, qui prétendait se faire ordonner pope, ce que le Saint-Synode, non encore épuré, refusa sous l'influence d'Hermogène et d'Héliodore.

Une cause notable de discrédit pour le clergé orthodoxe fut la manière effrontée dont le procureur général du Saint-Synode d'alors (M. Sabler) le força, en le prenant « par le ventre » à intervenir dans les élections à la quatrième Douma (1), au profit des candidats absolutistes. Cette campagne eut ce double résultat, de laisser dans la Communauté laïque orthodoxe de la rancune et du dédain pour le servilisme, hélas, forcé qu'avait manifesté le clergé — et au sein du clergé blanc lui-même le souvenir amer du triste métier auquel l'avait condamné l'épispocat.

Si l'on y joint pendant les deux dernières années avant la guerre et au cours de celle-ci le rôle de plus en plus important et de plus en plus scandaleux joué par le triste Raspoutine, le scandale pénétrant jusqu'aux plus humbles chau-

(1) Cette campagne a été contée en détail dans le *Correspondant* du 25 décembre 1912.

mières, salissant dans l'esprit des humbles et des croyants à la fois l'autel et le trône, on comprendra que dès lors dans la *Novoié Vremia*, M. Mentchikoff, le fougueux défenseur (à ce moment, car il a souvent varié) des principes monarchiques et religieux, ait jeté l'alarme, à propos de la « Débâcle dans l'Eglise ».

Il semble bien que la guerre actuelle ait été, en Russie, à l'inverse de ce que l'on a pu constater à l'Occident, plutôt fatale au prestige du clergé orthodoxe, et de l'idée religieuse elle-même. A l'arrière la toute-puissance de Raspoutine se traduisait par une longue série de disgrâces, et de nominations nouvelles, dans l'épiscopat qui devaient l'associer étroitement, devant l'opinion publique, à la bande de tous les Soukhomlinoff, Stürmer, Protopopoff et autres qui ont conduit la monarchie à l'abîme; en tête ce Pitirime, métropolite de Pétrograd et président du Saint-Synode, qui à l'égal de Soukhomlinoff, tenait un bureau de protection et de passe-droits, aidé d'un individu connu dans toute la capitale pour ses mœurs inavouables, et un certain Barnabé, garçon jardinier illettré, échoué dans un couvent, poussé à l'épiscopat par Raspoutine, remuant et influent, et bien d'autres.

Sur le front de guerre, les observateurs avaient vite noté une sorte d'éclipse de la religion et du clergé orthodoxes. Comme d'habitude en Russie où, en toutes matières, quelques points lumineux se détachent sur un fond lamentablement incolore, il y eut quelques popes héroïques qui se firent tuer, croix en main, au milieu de leurs ouailles. Mais en général, les membres du clergé échappant à la mobilisation, ce fut un effacement complet; alors qu'en France et en Angleterre, la guerre a incontestablement profité au sentiment religieux on dirait que dans ce drame épouvantable, l'orthodoxie russe s'est retirée dans la coulisse.

Mais ses adversaires n'y restaient pas. C'est une chose remarquable, qui ferait croire à l'intervention de *Jupiter dementans* que Nicolas II, dont, pendant vingt-deux ans de règne, l'idée fixe fut le maintien du principe de l'autocratie théocratique, qui, s'il avait peu de volonté, était beaucoup plus intelligent que certains veulent bien le dire depuis qu'il n'est plus profitable de l'encenser, se soit laissé entraîner deux fois, en 1904 et en 1914, à l'entreprise la plus dangereuse qu'il fût possible d'imaginer pour un autocrate prudent : la mobilisation pour un temps très long

d'une armée très nombreuse dès 1908, innombrable en 1914. Cela équivaut à plonger, pour l'agiter frénétiquement, une gaule énorme dans la mare stagnante que, au grand désespoir des révolutionnaires eux-mêmes, paraissait être la masse populaire russe. Si l'on songe que la mobilisation a porté sur plus de quatorze millions d'hommes, entassés côte à côte dans les dépôts et les tranchées, pris dans toutes les classes sociales, les professions, les nationalités, les religions, on voit la fermentation intellectuelle et morale qui a dû s'opérer là-dedans.

A côté des éléments consciemment délétères, tels que étudiants et ouvriers affiliés aux organisations révolutionnaires, « troisième élément », chevaux de retour de la prison ou de l'exil politique, il y en avait un autre, effectif par sa seule présence et excessivement nombreux, je veux dire les juifs. Proportionnellement à leur nombre, il a dû y en avoir d'appelés près d'un demi-million. Lors de la guerre japonaise, ils avaient beaucoup attiré l'attention par leur mauvaise influence dans le rang, et pendant plusieurs années nombreux étaient les grands chefs qui réclamaient leur exclusion complète du service militaire, remplacé par un impôt. Au cours de la

guerre présente, ils n'ont pas fait parler d'eux, probablement à la suite d'un mot d'ordre que leur étonnante solidarité leur permet d'appliquer rigoureusement. Leur heure devait venir de figurer au premier rang, non des « bataillons de la mort » mais des *Soviet,* où ils jouent un rôle prépondérant, généralement sous des noms russes d'emprunt : tels Kamieneff (Rosemberg) Stekloff (Nakhamkès), etc...

Or en Russie le juif, si profondément respectueux de sa propre religion, même lorsqu'il n'y croit plus ou qu'il a trouvé profitable d'en changer, est un véritable rongeur de la foi orthodoxe qu'il méprise, que de longues persécutions lui font considérer comme une ennemie personnelle; d'autant plus efficace qu'il opère, avec sa vivacité d'esprit et sa facilité de parole innées de méridional, dans un mileu flasque, essentiellement réceptif, puérilement crédule, bonasse, jusqu'à ce que quelque excitation extérieure ou l'ivresse le rendent momentanément féroce. Il est à prévoir que ce travail de dissolution de l'orthodoxie russe par l'action de l'élément israélite continuera, en même temps qu'il deviendra prudemment méthodique de la part des chefs, actuellement devenus presque les maîtres de la situation. En

effet, on peut d'ores et déjà noter, en attendant la réaction populaire que les souffrances et les déceptions ne manqueront pas de faire germer après que le dépècement des classes possédantes aura été parachevé, de vagues allusions à des « *pogromes* » juifs, le procédé favori en Russie des « bandes noires ».

C'est le moment d'examiner l'effet immédiat de la révolution sur l'orthodoxie russe, son clergé, et son avenir.

*
**

Lorsque, après ces quatre jours mémorables pendant lesquels les diverses Anastasies européennes entassèrent les dépêches de Russie dans leurs cabas pour les sortir toutes à la fois, on connut simultanément en Occident le fait et les principaux détails de la Révolution russe, plus d'un Français réfléchi fut étonné de la facilité avec laquelle s'était écroulée la Monarchie; non moins de la désinvolture incomparable avec laquelle elle avait été « lâchée » en un clin d'œil par tous ceux qui en étaient les soutiens, les adulateurs, surtout les exploiteurs, depuis les Grands-Ducs et grands dignitaires jusqu'aux es-

pions et agents provocateurs, devenus subitement des « maximalistes » de marque. Mais pour ceux qui ont une connaissance véritable de la vie russe, et dont beaucoup s'attendaient à la catastrophe, le vrai motif de stupéfaction fut : qu'est devenu le « pravoslavie », l'orthodoxie russe, le cœur même du Géant, comme la monarchie en était l'épine dorsale?

Disparu de l'horizon comme un brouillard dissipé par le vent, disparu comme un décor grandiose, descendu par un machiniste invisible dans le « troisième dessous » d'une scène de théâtre! A cet égard un fait parut vraiment alarmant, d'autant plus que pas un journal russe, à l'époque, ne s'était donné la peine de le noter, qu'il ne fut l'objet ni d'une plainte, ni d'un mouvement d'indignation : quelques jours après l'abdication de Nicolas II, à peine installé, le gouvernement provisoire, dans lequel M. Kerenski seul alors représentait l'élément socialiste, procédait avec une solennité imposante à ce qui devait être comme la consécration populaire de l'ère nouvelle (réminiscence, comme de juste, de la fête de la Fédération de 1790), aux obsèques, au Champ de Mars, de plus de deux cents victimes de la Révolution : six cent mille hommes,

assure-t-on, défilèrent processionnellement, dans un ordre parfait, devant les tombes ouvertes. Et ces obsèques nationales furent, pour la première fois, depuis l'introduction du christianisme en Russie, des *obsèques civiles!* Pas un pope, pas une croix, pas un chant, pas une goutte d'eau bénite, pas une prière devant ces deux cents cadavres d'orthodoxes, dont aucun de son vivant n'avait passé devant la plus modeste chapelle sans s'aligner et se signer dévotement à plusieurs reprises.

C'était la vraie catastrophe morale, et c'est peut-être dans cette longue tranchée du Champ de Mars qu'est descendue, avec les deux cents cercueils « enfouis comme des chiens » aurait-on dit la semaine d'avant, la vieille, la « Sainte » Russie.

A côté de cette manifestation gouvernementale évidemment calculée, il faut constater une certaine contradiction dans la nomination au poste de procureur général du Saint-Synode de M. Vladimir Lvoff (pas parent du prince) membre de la Douma, oscillant jusque-là entre les octobristes droits et la droite nationaliste, spécialisé dans les questions religieuses, depuis longtemps partisan ardent de la réforme de

l'Eglise orthodoxe et de sa libération du servage administratif, mais nullement de son divorce avec l'Etat; la veille même de la Révolution il eût frémi d'horreur à la pensée que l'orthodoxie pût perdre sa situation privilégiée et dominante. D'ailleurs il ne perdit pas de temps à débarrasser le Saint Synode et l'Episcopat des créatures de Raspoutine, Pitirimc, Barnabé, le métropolitc de Moscou et d'autres, tous « rendus au repos ».

On peut aisément deviner que malgré ses sentiments personnels de piété, Wladimir Nicolaiewitch, dans ces premiers jours de la lune de miel révolutionnaire, aura dû céder aux exigences dc ses collègues « cadets » mus eux-mêmes moins par des principes d'impiété agressive, qu'en tout cas, ils avaient soin de dissimuler jusqu'alors, que par la joie, pour ces incorrigibles doctrinaires, d'appliquer, comme en matière de suffrage, la formule la plus récente; l'Etat laïque et l'enterrement civil nc sont-ils pas à « la dernière mode de Paris »?

Depuis, le social-révolutionnaire Kerenski lui-même, devenu le maître du gouvcrnement provisoire, a dû s'aviscr que, justement parce que le mot d'ordre est de considérer comme inexistant quiconque dépasse le grade de soldat et la «« di-

gnité » de moujick ou d'ouvrier, il est préférable de ne pas choquer ostensiblement des habitudes chères surtout à la nouvelle classe dirigeante. Aussi lorsque trois mois plus tard, en juillet, il y eut de nouveau à enterrer les Cosaques tués au cours de l'insurrection fomentée par Lénine et consorts, on leur fit des obsèques religieuses solennelles à la basilique de Saint-Isaac, où se célébraient les galas impériaux.

Entre temps on permit à ceux que continue à préoccuper le problème de la religion orthodoxe de se concerter sans risquer le reproche homicide de « contre-révolution ». Après une sorte de conférence préparatoire tenue à Moscou au milieu de l'été, le mois de septembre a vu s'ouvrir enfin, également à Moscou, le premier Concile général (pomiestni sobor) depuis le XVII[e] siècle, composé de tous les évêques, de représentants du clergé blanc et de la communauté laïque.

De plus, le gouvernement avait, étendant beaucoup l'ukase de Nicolas II de 1905 qui avait ouvert la première brèche dans la forteresse fermée de l'orthodoxie (où l'on pouvait jusque-là entrer sans pouvoir en sortir) proclamé la liberté religieuse absolue, avec droit de renoncer,

sans formalité aucune, à l'orthodoxie, soit en faveur d'une autre religion, chrétienne ou non, ou de la répudiation de tout culte (1). Il a aussi hâtivement retiré aux ministres des cultes tout l'état civil, le confiant aux « organisations sociales » lisez les municipalités urbaines et rurales; mais comme celles-ci, ainsi qu'on l'a vu au chapitre précédent, sont en pleine anarchie, les gens nés ou mariés et les héritiers des défunts décédés depuis le mois de mars dernier auront plus d'un ennui. Enfin le gouvernement vient de proclamer une loi de divorce civil, qui prévoit onze cas (l'orthodoxie n'en admet que deux l'adultère et la mort civile) selon « la dernière mode ».

Néanmoins la tâche du Concile de Moscou restera suffisamment vaste. Elle comportera deux objets principaux. 1° Etablir, évidemment à titre consultatif, car le gouvernement, quel qu'il soit ne manquera pas, comme il le doit du reste, de se réserver le dernier mot, la situation de

(1) C'est à dessein que je laisse de côté un sujet qui paraît déjà intéresser certains catholiques français, à savoir les perspectives que la révolution russe ouvre à la propagande catholique romaine. Assurément le terrain est infiniment plus favorable aujourd'hui qu'il n'était il y a un an, surtout pour des gains individuels dans les classes intelligentes. Mais actuellement le « danger mortel » pour le peuple russe n'est pas de persévérer dans une religion imparfaite, c'est de n'en avoir plus.

l'Eglise orthodoxe vis-à-vis de l'Etat. Son ancienne condition de maîtresse-servante, soutenue par l'Etat comme le pendu par la corde, paraît désormais rentrée dans un passé irrévocable, pour son plus grand bien. La séparation complète, l'Etat tolérant et ignorant cette religion aussi bien que les autres, très en faveur auprès des gouvernants actuels, les révolutionnaires à tous crins, et même de ceux qui guettent leur héritage après qu'ils se seront usés, c'est-à-dire les Cadets, offre deux dangers.

L'un pour l'Eglise. Elle risquerait fort, au milieu de cette communauté laïque innombrable, mais généralement très besogneuse et actuellement réduite en poussière par la Révolution, de mourir d'inanition; les popes pourraient-ils même subsister quelque temps par charité qu'ils ne se recruteraient plus, ne fût-ce que parce qu'ils absorberaient eux-mêmes tout ce qu'ils pourraient recueillir, et qu'il ne resterait rien pour les séminaires, facultés et autres institutions indispensables à un si vaste organisme. Enfin n'ayant plus de quoi subvenir à sa pompe extérieure, à ses chœurs incomparables, elle perdrait en même temps, à moins de se spiritualiser au point de n'être plus elle-même, le plus

puissant de ses moyens d'action sur la masse de ses fidèles actuels, au profit des nombreuses sectes dont j'ai parlé, ascétiques et populaires, dont elle ne se distinguerait guère au dehors.

Il y aurait danger aussi pour le régime nouveau; il se ferait d'une corporation nombreuse qui n'attend qu'un peu d'ordre matériel pour se rallier à la république, une ennemie dangereuse. Si le clergé *noir* et l'épiscopat étaient en majorité voués corps et âme à l'ancien régime, le clergé *blanc* au contraire, surtout celui des campagnes, était depuis longtemps profondément démocratique, et c'est parmi les fils de popes voués aux carrières laïques que les partis avancés trouvaient leurs plus nombreux contingents. Toutefois la question des vivres domine partout les sympathies et les convictions, et si la toute jeune république russe se lançait, elle aussi, dans l'anti-cléricalisme combatif, il est au moins probable que la grande majorité des petits pères popes, et l'unanimité des petites mères « popadia's » se retourneraient contre elle.

Le régime le plus en faveur actuellement parmi les orthodoxes réfléchis rappelle beaucoup celui du catholicisme en France sous le second empire. Une église reconnue comme dominante,

mais sans privilège autre que la célébration des solennités officielles, un buget des cultes, l'Etat n'exerçant qu'une sorte de surveillance, sans immixtion dans la discipline et les investitures. Ce qui, pour l'instant, pourrait faire douter de l'adoption, par les deux parties, de ce régime, c'est qu'il serait entaché de modération et de bon sens.

Au moment où j'écris, on débat passionnément à Moscou la question du Patriarcat. On peut prédire que tout gouvernement républicain, même modéré, s'opposera à tout prix à son rétablissement. La *vraie* réaction ne peut réussir qu'avec une organisation et un chef. Aucun ne serait aussi bien qu'un Patriarche « à poigne » en situation de faire revenir les « Amans » du jour à leur précédente condition de Mardochées.

2° Plus grave encore pour l'avenir de l'orthodoxie est la seconde partie de la tâche du concile, la réorganisation interne de l'Eglise, de sa hiérarchie et de sa discipline. J'ai dit plus haut quels en sont les points principaux. Cette assemblée saura-t-elle échapper à cette sorte de malédiction qui poursuit généralement les délibérations russes et qui est « l'impuissance à aboutir ». Dieu le veuille! Bien que l'auteur n'ait au-

cune raison de sympathiser avec la religion orthodoxe comme telle, il est obligé de reconnaître qu'actuellement, pour l'immense majorité du peuple russe, faute de tout autre « impératif catégorique », sa foi religieuse est l'appui moral unique qui permettrait à ce peuple subitement déséquilibré de remonter les bords du gouffre d'anarchie vers lequel il paraît rouler.

APPENDICE

APPENDICE [1]

I

La situation jugée a la Douma

(*Séance dite privée des* 31 *juillet et* 1er *août* 1917
Présidence de M. Rodzianko)

M. Maslennikoff, *progressiste.* — Comment a-t-il pu arriver que notre glorieuse armée qui, en 1915, sans armes ni munitions, défendait vaillamment notre sol de ses poitrines et de ses poings, se soit transformée en une cohue de poltrons qui trahissent la Patrie?... La faute en est à des traîtres dans le genre de Lénine et Cie qui vendent la Russie aux Allemands, et aussi à nous-mêmes...

M. Pourichkiewitch, *interrompt :* Avant tout, au Gouvernement...

L'orateur continue... Lorsque le 27 février (12 mars) arrivèrent ici le régiment de Volhynie insurgé et une foule d'ouvriers, les meneurs de la Révolution, Kerenski, Skobeleff, Tcheïdze, vinrent supplier

(1) Extrait des journaux russes, principalement de la « Rietch ».

cette Douma de se mettre à la tête de l'insurrection, affirmant qu'alors seulement on aurait vraiment une Révolution et non une simple mutinerie soldatesque, qui serait facilement étouffée. La Douma d'Empire prit la tête du mouvement. C'est grâce à la Douma que s'accomplit réellement la Révolution, mais à ce grand, ce tragique instant historique, à cette Révolution s'agglutina une poignée de fous, d'aventuriers ou de traîtres qui se font appeler le Comité exécutif du Soviet des députés, soldats et ouvriers. (Le Président invite l'orateur à modérer ses expressions). Cette Compagnie n'osait pas d'abord faire connaître les noms de ses membres, et n'en a que plus tard publié la liste. Alors commença la décomposition du soldat russe, de l'ouvrier russe, du peuple russe. Prenez l'ordre du jour n° 1. Etait-ce de la folie — ou de l'infamie?... (1)

M. POURCHKIEWITCH (*droite*). — Nous savons qu'on a déjà fusillé nombre de soldats. Mais a-t-on puni, à l'arrière, les auteurs de la déroute? Où est l'auteur de l'ordre du jour n° 1? Il est sénateur, cet homme qui a accompli aux dépens de l'armée une besogne insensée, qui a poussé au tombeau une masse d'officiers de Cronstadt et une masse de vaillants officiers de toutes armes au front. Il a été depuis roué de coups par le régiment de Souraje, et en fuyant il criait : « Il faut les punir de mort, ces traîtres, on

(1) C'est l'ordre du jour (ou prikaz) fameux qui supprimait la subordination et la discipline, qui donna le signal, tant dans la flotte que dans l'armée, du massacre des officiers.

ne peut pas les mettre à la raison autrement. Trop tard!... (2)

M. BALACHEFF (*nationaliste*). — On nous a proposé une série de mesures propres à sauver l'Etat. Mais je vois d'abord, une série de questions préjudicielles qui demandent à être élucidées sans ambages. Première question, à propos de l'Internationale.

Il n'y a pas longtemps le Ministre Président Kérenski disait qu'il n'y a pas de sacrifice que l'on ne doive faire au salut de la Révolution. Et il y a effectivement une théorie qui proclame que la défaite d'un Etat particulier est admissible comme un moindre mal, si on assure par là le triomphe de l'Internationale. Si l'intérêt de la Patrie et l'intérêt de la Révolution sont inconciliables, lequel faut-il préférer ? — Deuxième question, celle de l'armée. A mon sens, voici comment se dessine l'affaire de l'ordre du jour n° 1. Il était clair pour les meneurs révolutionnaires que l'armée, telle qu'elle était précédemment, formait une menace contre-révolutionnaire; pour la démoraliser, il fallait la ruiner. Le même dilemme : le danger pour la Patrie, ou le danger pour la Révolution...

M. MILIOUKOFF (*chef du parti Cadet*) commente le projet de « résolution de la Douma... ». Nous estimons que dans les questions de politique étrangère,

(2) Il s'agit de l'avocat Sokoloff, aussitôt après nommé Sénateur (membre de la Cour de Cassation) par M. Kerenski, alors ministre de la justice.

le Gouvernemcnt ne doit pas continuer à appliquer les principes de Zimmerwald. Nous nous exprimons avec réserve : que dans les questions de guerre et de paix, l'on observe les principes de pleine union avec les Alliés. Il fut un temps où Tseretelli et Kerenski se réclamaient eux-mêmes de Zimmerwald, j'espère qu'actuellement ils ne se glorifient plus de cette appellation. Mais il y a au Gouvernement un « défaitiste » résolu, qui prit personnellement part à la Conférence de Zimmerwald, c'est Tchernoff...

Le même (*reprenant la parole*). — J'ai pris une part personnelle à la séance de nuit où un groupe du Comité exécutif s'efforça de nous imposer l'idée de l'ordre du jour n° 1, et d'en faire une des conditions que nous devions accepter. Je resterai toujours fier d'avoir obtenu qu'il fût exclu de ces conditions. Au matin, je me trouvai cependant en présence du texte définitif de l'ordre du jour n° 1, qui avait passé en dehors de la Douma, pour son honneur. Je me demande aussi, d'où vint l'idée de cet ordre du jour, et je suis d'accord avec les suppositions du député Balachoff au sujet de son but politique. J'ai déjà cité un document où il était nettement parlé de la nécessité de réduire la bourgeoisie à l'impuissance par la « démocratisation » de l'armée. C'est le thème absolu de nos Zimmerwaldiens, Lénine, Trotzki et Cie...

M. Roditcheff (*cadet de gauche, voisin des groupes socialistes*). — Notre devoir est de signaler au Gouvernement un autre danger : la Russie a cessé de

travailler. Nos fleuves ne portent plus de bateaux, nos routes ne voient plus charrier de fardeaux, nos locomotives ne sont plus entretenues, le jour peut venir où le mouvement des chemins de fer s'arrêtera. Nous sommes en face d'une catastrophe, et le danger est que le Pouvoir, responsable des destinées du pays, n'ose pas lui dire la vérité en face. Il doit le faire. Nous avons à prévenir la banqueroute de l'Etat, nuos devons prévoir et la faim et le froid, prévenir l'arrêt de l'industrie, celui de la vie dans les grandes villes... Que fait pendant ce temps le pouvoir? Il rend impossible tout échange entre citoyens. Si Ivan Nicolaïewitch Iefremoff était là, je lui demanderais s'il a compris la portée du décret qui annule tous contrats relatifs à la propriété foncière, qui ne peut profiter à personne, et causera à d'autres des dommages irréparables? Un pouvoir qui traite ainsi le droit de propriété peut-il compter sur un crédit quelconque? Nous devons déclarer au Pouvoir que jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante les réformes sociales qu'exigent certains partis représentés au sein du Ministère sont inadmissibles. On ne peut à la fois mener la guerre et bouleverser toute la vie sociale et les conditions de l'échange international (1). Et enfin je dis qu'il est

(1) Théodore Ismaïlowitch Roditcheff commet deux erreurs : M. Iefremoff (progressiste), successeur éphémère de M. Tchernoff au Ministère de l'Agriculture, se rendait parfaitement compte de la portée du décret inspiré par son prédécesseur au Ministre de la Justice, mais celui-ci le lança *malgré* Iefremoff, estimant sans doute qu'en temps de Révolution il est plus sûr de satisfaire les violents que les modérés. Et le « Pouvoir » n'avait pas à apprendre qu'en tuant

impossible de vivre dans un pays où la justice ne fonctionne plus...

M. Lvoff (*Nicolas Nicolaiewitch, progressiste, frère de l'ex-procureur général du Saint-Synode*). — Ce que l'on a fait de la Russie est une chose horrible, un horrible crime. Je vais vous conter — achève N. N. Lwoff, d'une voix émue — un cas qui m'est arrivé à la campagne. J'ai là-bas un ami, un honnête et brave paysan. Il se trouve être un des matelots de Cronstadt; arrivé en permission, il vint me voir, et commença à me dire ce qu'il est courant de dire en ce moment : les capitalistes ont suscité la guerre, ils ont vendu la Russie, ils nous font verser notre sang, et ainsi de suite. Il parlait, je l'écoutais; et voilà que subitement les larmes jaillissent de ses yeux; il s'interrompt et s'écrie : « Nous ne sommes que de pauvres ignorants. Où nous a-t-on conduits, nous ne savons plus — il n'y a plus de retour pour nous, nous sommes des hommes perdus — » et il s'affala à mes genoux. Voilà ce qu'on a fait du peuple russe, et on ne peut pas pardonner cela.

II

L'Assemblée de Moscou. — L'Armée

Les moments vraiment intéressants de cette Assemblée sont les discours de M. Kérenski et du

la propriété on tuait le crédit. Les Tchernoff et consorts veulent détruire la société « bourgeoise »; sachant que le crédit est une nécessité vitale pour les classes productrices, non pour les gueux, sa destruction est aux yeux de M. Roditcheff un danger, et aux leurs un but.

général Korniloff. Le premier, long de sept immenses colonnes de journal, le second très bref. La harangue de M. Kérenski est très curieuse parce que, tout comme celle qu'il répétait ce printemps, sur tout le front, et qui avait réellement réussi pour un temps très bref à galvaniser les troupes, elle suit rigoureusement la formule indiquée par l'éminent Gustave Lebon pour l'éloquence populaire efficace sur un auditoire très nombreux; comme la majorité de ceux qui le composent ne *veulent pas* à priori penser, mais seulement sentir, pas d'arguments, ni de preuves : de l'affirmation, et de la répétition, à satiété avec le plus possible de brio et de pathétique dans le débit (1). Tout le discours se résume en trois affirmations, inlassablement répétées sous des formes variées, à l'instar de ces festins arabes où l'on mange douze plats de mouton diversement apprêté : la Patrie en danger (sans aucun fait précis, les autres Ministres et Korniloff s'en chargeront), le droit du Gouvernement provisoire et de l'orateur à l'omnipotence (issue de quoi, justifiée par quoi?) enfin sa détermination à appliquer les moyens extrêmes (demain). Qu'on en juge par les quelques extraits suivants, et qu'on n'ait pas la candeur de relever certaines contradictions apparentes, par exemple entre les deux alinéas *consécutifs* que nous marquons

(1) Aussi, M. Kerenski, qui s'est révélé un orateur populaire incomparable, était-il à l'arrière-plan des orateurs de la Douma, où il procédait de temps à autre par des déclarations brèves. Les « debaters » attitrés des groupes socialistes étaient MM. Tcheidze et Gueguetchkori, tous les deux circassiens, comme M. Tseretelli.

a et *b*, entre ce dernier et le passage *c*, puisque tous ont été également applaudis par les mêmes auditeurs. Je traduis :

« Le Gouvernement provisoire vous a convoqués ici, fils de notre patrie désormais libre, pour vous dire ouvertement toute la vérité sur ce qui nous attend, sur ce que subit en ce moment notre Patrie grande, mais épuisée et endolorie. Nous vous avons convoqués pour dire cette vérité ici, devant toute la Nation, au cœur même de l'Etat russe, en cette ville de Moscou...

.....

a) Sachez, chacun et tous, ceux qui une fois déjà ont essayé de lever une main armée contre le Pouvoir national, qu'une pareille tentative sera domptée par le fer et le sang. (*Applaudissements prolongés.*) Qu'ils prennent garde encore plus, ceux qui pensent que l'heure est venue, en s'appuyant sur les baïonnettes, de renverser le Pouvoir révolutionnaire. (*Exclamations de « bravo », applaudissements tumultueux.*)

b) Notre Pouvoir *ne s'appuie pas sur le mécanisme de la coercition*, sur cet appareil de violence et d'arbitraire, à l'aide duquel gouvernait le Pouvoir déchu. Notre force est dans la grande confiance que nourrissent en nous les larges masses populaires. (*Bravo, applaudissements.*) Et tous nos frères qui, par millions, ayant pris les armes, défendent notre frontière, la patrie, et aussi la révolution. (Voy. *c.*)

.....

« La situation, citoyens, est très grave et notre Etat traverse une heure de danger mortel. Que chacun, dont le cœur bat encore, citoyens, dans l'âme desquels l'ancien pouvoir n'a pas desséché définitivement le sentiment de l'amour et du dévouement pour une œuvre grande, que tous comprennent cette déclaration principale, unique, que le Gouvernement provisoire se croit tenu de faire.....

.....

« A vous ici, arrivés du front, je vous dis, moi, votre Ministre de la Guerre et votre chef suprême : je gouverne comme membre du gouvernement provisoire, et je vous transmets sa volonté, et il n'y a pas de volonté et de pouvoir dans l'armée au-dessus de la volonté et du pouvoir du Gouvernement provisoire. (*Tonnerre d'applaudissements prolongés, cris de « bravo ».*)

...Mais je dis encore une fois : toute tentative du maximalisme à rebours, toute tentative de profiter de l'affaiblissement de la discipline trouvera sa barrière en moi; (*Applaudissements prolongés*) quand je dirai que l'heure est venue de défendre la liberté, il ne restera personne qui osera contredire notre volonté, la volonté du Gouvernement Provisoire, qui suit le chemin sage, droit, du salut de la patrie et de la liberté, et de la défense de la liberté et de la patrie. (*Applaudissements.*) Etant encore Ministre de la Justice, j'ai proposé au Gouvernement provisoire

l'abolition de la peine de mort (*Applaudissements, cris de « bravo »*) et moi-même aussi, comme Ministre de la Guerre, j'ai proposé au Gouvernement Provisoire, le rétablissement partiel de la peine de mort. (*Cris de : c'est juste ; applaudissements.*) Comment peut-on applaudir, quand il est question de mort? (*Tempête d'applaudissements.*) Ne savez-vous pas qu'à ce moment-là et à cette heure fut tuée une parcelle de votre âme humaine? Mais si cela est nécessaire au salut de l'Etat, nous tuerons notre âme, mais nous sauverons l'Etat. (*Tonnerre d'applaudissements.*) Mais que chacun sache que cette mesure est une grande tentation, que cette mesure est une grande épreuve, et que personne n'ose nous poser sur ce point quelque exigence absolue. Nous ne l'admettrons pas. Nous dirons seulement : si l'ouragan de destruction, la dissolution, la veulerie et la lâcheté (*c*), la trahison, le meurtre, les attaques aux citoyens paisibles, l'incendie des bâtiments habités et inhabités, les pillages — si tout cela continue malgré mes avertissements, — le Gouvernement Provisoire trouvera la force de combattre tout cela comme il le faudra... »

A l'inverse de M. Kerenski, le général Korniloff, venu à l'Assemblée uniquement pour l'éclairer sur l'état d'indiscipline de l'armée, s'appuya principalement sur les faits. Parmi les plus saillants, se placent l'épouvantable tragédie de Kalouche et un conflit entre régiments d'opinions différentes.

Kalouche est une petite ville de la Galicie orientale, peuplée comme toutes les villes de ce pays, de Polonais, de Ruthènes, de Juifs — pas d'Allemands. Voici comment un témoin oculaire, officier lui-même, conte ce drame dans les « Birjevïe Viedomosti » (1).

« Nos bataillons de choc, une chaîne d'officiers en avant, avaient d'un bond occupé Kalouche, rejetant l'ennemi. Il restait à fortifier la ville, et l'on fit avancer deux régiments d'infanterie. C'étaient justement ceux qui dans les meetings, avaient surtout vociféré « ni annexions ni contributions ». L'ennemi, sachant à qui il avait à faire, avait exprès laissé derrière lui de grandes quantités d'eau-de-vie. La brigade, désobéissant à l'ordre des officiers de se retrancher, se mit à boire et à piller. On sortait les tonneaux, on les défonçait. Les soldats emplissaient leurs bidons, les retardataires se couchaient et lampaient à même le liquide répandu sur le pavé... les officiers de cadres, qui cherchaient à arrêter ces gens qui perdaient toute apparence humaine, étaient massacrés à la baïonnette. Les *proporporchtchik* (sous-lieutenants mobilisés sortis du rang) maximalistes, buvaient avec les soldats et les excitaient. Les Allemands en retraite couvraient Kalouche d'obus. Le fracas du bombardement était littéralement couvert par les hurlements des femmes que les soldats violaient, leur coupant les poignets et les seins. Au-

(1) Ce récit concorde avec celui qu'en a fait ailleurs « la grand'-mère de la Révolution », Mme Brechko-Brechkowska. Le général Kornilloff a qualifié le fait d'opprobre de l'armée.

cune n'y échappait, ni les vieilles, ni les fillettes de huit ans...

Beaucoup de juifs, de polonais ou de ruthènes, pour sauver leurs dernières économies, les avaient mises dans des sachets suspendus au cou de leurs fillettes, espérant que ces petits anges au moins seraient respectés. Peine perdue. Les soldats mettaient les fillettes à nu, arrachaient les sachets, violaient, l'un après l'autre, ces enfants dans la rue, puis les écartelaient.

Ils tiraient les uns sur les autres, tout comme sur les habitants éperdus. Ils avaient disposé des mitrailleuses, qui fauchaient tout, à côté des cadavres se vautraient les ivres-morts.

L'ennemi ayant su ce qui se passait, résolut de réoccuper la ville, ce qui eût été possible avec une seule compagnie. Le voyant, le commandant d'un parti de cavalerie circassienne, indigène, ne put détacher que quatre-vingts hommes pour mettre un terme à cette bacchanale et établir un rideau contre l'ennemi qui se rapprochait.

Jamais pendant les plus terribles combats, raconte l'officier qui commandait ce détachement indigène circassien, je n'ai éprouvé autant d'horreur qu'à Kalouche, surtout grâce au sentiment de mon impuissance. Une maison attira mon attention par les cris désespérés qui en sortaient; j'entre, je vois les cadavres défigurés d'une famille nombreuse, les soldats achèvent une femme, d'autres cherchent les objets précieux, ils lardent une chiffonnière à coups de

baïonnette. Je vais à eux : que faites-vous? Halte! Des yeux inhumains me regardent, on me répond : Tu ne vois donc pas que nous cherchons une mitrailleuse? Ils n'ont plus leurs pattes d'épaule. Je demande à quel corps ils appartiennent : de quoi te mêles-tu? File, pendant que tu es vivant.

Cependant on apprend que les Allemands font revenir sur Kalouche deux compagnies. Et voilà que ces fantassins imaginent que les cavalicrs indigènes doivent protéger leur passe-temps. Les Circassiens se rangent autour de leurs officiers, pendant qu'on braque sur cux deux mitrailleuses, au cri de : au front, ou nous vous couchons tous par terre. Alors les indigènes furieux dégaînent : « Nous allons tout sabrer, dûssions-nous y passer tous. Cette canaille veut que nous la défendions pendant qu'ils vont boire, piller et massacrer des gens paisibles! »

Les officiers arrivèrent à peine à les calmer : « c'est bon, ce n'est pas eux que nous défendrons, mais Kalouche, dans la reprise duquel il y a un peu de notre sang. »

Et voilà que quelques dizaines de cavaliers démontés avec deux officiers s'en vont, se disposent en tirailleurs, et pendant toute cette satanique nuit, non sans pertes sensibles, tiennent l'ennemi en échec. A l'arrière, continuait l'ignoble orgie de viol, de pillage et de meurtre. La bestialité était arrivée au point que certains soldats brisaient à coup de hachette les « dents en or » des cadavres ».

KIEFF, 9 août (*Télégramme de l'Agence de Pétrograd*). — Le premier et le second échelons du régiment Bogdan Chmielnicki (1) embarqués en wagons pour le front, ont sans motif aucun, ouvert le feu sur les cuirassiers qui faisaient le service de la station. Les cuirassiers ont riposté. Au poste « de Volhynie » le régiment des cuirassiers, prévenu, a sommé les « Bogdanes » de se rendre et sur leur refus, ouvert un feu de carabines et de mitrailleuses, les mutins se sont rendus, et ont été désarmés. Aujourd'hui un wagon a amené 14 cadavres. Il y avait une cinquantaine de blessés.

III

LE GÉNÉRAL JANOUCHKIEWITCH
chef d'Etat-Major général du Grand-Duc Nicolas
AU PROCÈS SOUKHOMLINOFF

Le témoin dépose que, par la faute de l'accusé, peu après le début de la campagne, l'artillerie n'était plus approvisionnée que d'un coup par pièce et par jour, et ajoute que cela démoralisait l'infanterie qui a besoin d'entendre le son de ses canons. A la demande d'explications du Président, le témoin répond par le récit suivant :

« Le général Froloff, chargé de vérifier les appro-

(1) C'est le nom, nouvellement adopté par quelque régiment ukrainien, du fameux hetman cosaque qui secoua la suzeraineté de la Pologne et passa sous celle de la Moscovie (XVII[e] siècle).

visionnements de l'armée du Caucase, me conta au retour cet épisode : Le général Komandoroff, commandant d'un de nos corps, m'invita à venir aux tranchées assister au tir d'artillerie. On se permit le luxe de quatre coups de canon. Aussitôt tous les soldats se découvrirent et se mirent à se signer en s'écriant : « Gloire à Dieu, notre artillerie a retrouvé la parole! » En me faisant ce récit, le général Froloff fondit en larmes. J'en gardai moi-même une impression telle que, en réclamant des obus, j'ajoutai : chaque coup tiré, même à blanc, a son importance, et j'ordonnai d'utiliser à cet effet toutes les douilles usagées. »

IV

Scènes Electorales

A Iegorevsk (province de Riazan). Voici le résumé du récit fait à la réunion provinciale des députés paysans : (Rietch du 17 août).

Le 30 juillet (12 août) devaient avoir lieu à Iegorevsk les élections municipales. Les listes étaient closes. Mais au Comité des Soldats on s'aperçut qu'elles ne contenaient pas les noms d'un millier de soldats arrivés après leur clôture. On décida de faire remettre les élections. Il fut répondu que les listes avaient été dressées et closes légalement, et les élections ouvertes. Mais une députation du Soviet des

soldats se présente à la Municipalité et réclame que la Commission électorale se rende au Soviet. Denisoff répond qu'il ira, Khrenoff (le maire) dit : « Je ne me soumettrai pas à cette bande ». Arrive un parti de soldats. On entraîne Denisoff dans la rue, en chemin on le roue de coups de poing, de crosse, de bûches, il est cependant amené vivant à l'Etat-Major. On revient chercher Khrenoff, en donnant parole d'honneur de ne pas le violenter. Mais une fois dans la rue, on le frappe (les soldats seuls) avec tout ce qui tombe sous la main. Khrenoff reprend connaissance et réclame les sacrements. Les soldats exigent qu'on le livre pour l'achever, le sortent du corps de garde, et l'achèvent à coups de baïonnette. Denisoff était resté à l'Etat-Major. On se le fit livrer pour en finir avec lui. Le commandant de place et l'officier chef du détachement n'y purent rien. Auparavant était venu en ville le bolchevik (maximaliste) *Kohan*, il avait fait au Soviet deux conférences, on suppose que tout cela fut leur conséquence.

Législateurs locaux (ibid), à Louga (chef-lieu de district de la province de Petrograd.) « Ordre du jour N° 183 du Comité exécutif du Soviet des députés soldats ouvriers et paysans.

§ 1. — Par décision du Comité exécutif de la garnison de Louga, du 30 juillet, tous les spectacles, soirées, concerts et bals, etc... organisés à Louga doivent être autorisés par le Comité, et sur la recette brute de telles distractions il sera perçu 20 0/0 à la

disposition du Comité pour les besoins de la Révolution.

L'exécution de cet ordre est confiée aux membres du Comité *Stolper* et Markovski.

Signé : *le Vice-Président :*
KRONENBERG.

V

LA QUESTION AGRAIRE. — SOLUTIONS.

Deux à trois fois par semaine, les journaux publient les rapports parvenus au Gouvernement sur la manière dont les « Comités agraires » ou les paysans eux-mêmes procèdent à la « nationalisation », en attendant la future Assemblée Constituante. Pour les seules journées des 8 et 9 août, on a 26 cas, dont voici les plus saillants :

Le Comité agraire de Zimiroff (province de Riazan) met le séquestre sur tous les fermages dus et le mobilier agricole. Celui d'Orgieff (Bessarabie) établit un prix de fermage obligatoire de 3 roubles par hectare — juste le prix *d'un poud* (16 kil.) de grain — celui de Pawlowsk (près Taganrog) le fixe à un rouble l'hectare pour les terres de première classe, 75 kopeks pour la seconde, 50 kopeks pour la troisième, il décide que ces paiements dérisoires lui seront consignés jusqu'à l'Assemblée Constituante. La Municipalité de Moscou, avant la Révolution, pour

assurer aux habitants un minimum de fourrages, a loué et payé 1.800 hectares de prairies. Là-dessus un Comité de district (Loukovetsk) s'en attribue par réquisition (1) 763 hectares. Les paysans de la localité en fauchent à leur profit 600 hectares, et laissent le foin pourrir par incurie, et 120.000 pouds (vingt mille quintaux) que la Ville de Moscou avait déjà réussi à mettre en meules, sont pillés et enlevés par les paysans. La capitale aux « quarante quarantaines » d'églises et chapelles nourrira sa cavalerie comme elle pourra.

A Vesegonsk (province de Samara) les prairies urbaines, louées par parcelles et payées par les petits nourrisseurs de la ville, ont été fauchées de force par les paysans de Tcherepovetz.

A Gviazdi (province de Voronèje) et en d'autres lieux, les Comités, composés de gros paysans, récoltent de force les champs des petits.

Dans le district de Sienna (prov. de Mohileff), le « Comité du Salut public » s'empare des forêts du prince Gagarine, et des traverses vendues aux chemins de fer stratégiques de Perm et de Vladikavkaz.

Une série de « nationalisations » de moulins, avec leurs stocks de blé et de farine, appartenant à des particuliers, des compagnies ou des villes, par des *Comités* de district ou de Commune.

(1) Dans tous ces cas, le mot réquisition est un euphémisme; il faut comprendre confiscation.

Celui de la Commune de Telisof (prov. de Kostroma) apprenant qu'il est dû 2.000 rb. à Mme Polakoff, se les fait verser, « pour les frais du Comité », c'est-à-dire de ses membres. Ainsi de suite.

VI

Le Capital et le Travail.

Solution

Le nouveau journal socialiste modéré — le *Narodnoïe-Slovo* (voix de la Nation) — du 7 août, dit : « Toute une série de fabriques de Pétrograd, qui produisent des objets de première nécessité, sont dans l'impossibilité de fournir aux besoins de la population. Voici pourquoi.

Les ouvriers de ce groupe d'entreprises ont mis l'embargo sur leurs produits. Tout ce qui est destiné au marché est distribué entre eux, sans limites. Une fois livrées les commandes indispensables de l'Etat, le reste est partagé entre les ouvriers de chaque groupe d'industries. »

VII

La Patrie ou la Vache?

11 Septembre.

Le Comité rural de Koroboff (province de Poltava) après délibération, appuie devant le Soviet de la

X *division*, la requête de la femme Anna Kalaïdine, à fin de libération, en congé de son mari mobilisé, vue que leur vache est tombée malade. — Le Comité exécutif du Soviet de la division (après délibération) rappelle sévèrement au Comité de Koroboff que la détresse de la Patrie doit passer avant la maladie de la Vache.

VIII

La Justice du Peuple.

Rietch, 24 août.

Sur un vapeur de la Volga, une paysanne avait 200 roubles cachés sous sa poitrine. A côté d'elle s'était placé un monsieur de bonne mine, mais elle le regardait avec suspicion, et avant de s'endormir, elle ôta en cachette son argent et le fourra dans son bas. Au matin, s'apercevant que son magot a disparu de sa poitrine, elle se met à piailler, accusant son voisin. La foule indignée le saisit et le jette à l'eau, où il se noie. Au bout de quelques instants, la femme sent le magot dans son bas, et naïvement se lamente d'avoir fait périr un innocent. Encore plus indignés, les passagers la saisissent, la jettent également à l'eau, où elle se noie aussi.

Et ainsi de suite.

FIN.

PAYOT et Cie, PARIS, 106, Boulevard Saint-Germain

Comte Alexis TOLSTOÏ

LE LIEUTENANT DEMIANOF

TRADUCTION SERGE PERSKY

Un vol. in-16 . . . . . 4 fr.

..... Je recommande les récits de guerre qu'a publiés le comte Alexis Tolstoï sous ce titre : *Le Lieutenant Demianof*. Ah ! les beaux récits, nés sous les étoiles, écrits à la lueur d'un pauvre foyer de soldat !...

Edouard HERRIOT.

Gabriel ALPHAUD

LES ÉTATS-UNIS CONTRE L'ALLEMAGNE

DU RAPPEL DE DUMBA A LA DÉCLARATION DE GUERRE
(25 Septembre 1915-4 Avril 1917)

in-8° . . . . . 6 fr.

Le livre de M. Alphaud éclaire une des plus grandes questions apparues dans cette guerre....

ERNEST LAVISSE.

Volume du plus vif intérêt. STEPHEN PICHON.

Beaucoup de faits intéressants... un précieux choix de documents en appendice...

L. EISENMANN (*Revue historique*).

Livre documenté et vivant...

VICTOR MARGUERITTE (*L'Information universelle*).

Livre que tout le monde lira avec intérêt ..

(*Le Correspondant.*)

On y trouve rapporté le texte de nombreux documents diplomatiques qui présentent au point de vue du droit, un intérêt de premier ordre.

(*Revue générale du Droit international public.*)

PAYOT et Cie, PARIS, 106, Boulevard Saint-Germain

Ivan OZEROF

Membre de la Haute Chambre Russe,
Professeur à l'Université et à l'Institut
des Hautes Sciences commerciales de Moscou.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS DE LA RUSSIE MODERNE

Un vol. in-16 . . . . . 2 fr. 50

Cet important ouvrage, qui a un caractère pratique pour la Russie, peut être utilement employé à l'étranger comme source de renseignements.

(*Giornale degli Economisti*).

OKAKURA (KAKUZO)

LES IDÉAUX DE L'ORIENT LE RÉVEIL DU JAPON

Traduction de JENNY SERRUYS

Préface de M. AUGUSTE GÉRARD

Ancien ambassadeur de France au Japon

Un volume in-8° . . . . . 4 fr.

Le livre d'Okakura est un précieux document pour les Français qui voudront essayer de comprendre l'âme d'une race aussi différente de la nôtre, et de deviner l'avenir de cette vigoureuse nation. (*Journal des Débats.*)

Ce livre projette la pleine lumière sur l'âme d'un peuple occupant désormais une des plus larges places dans le monde. Toute l'œuvre d'Okakura est imprégnée de l'esprit traditionaliste japonais et c'est pourquoi, avec son style poétique, la simplicité de ses arguments et la clarté de ses exposés, elle laisse l'impression d'un ensemble prestigieux.

(*Les Annales politiques et littéraires.*)

PAYOT et Cie, PARIS, 106, boulevard Saint-Germain

Claude ANET

LA RÉVOLUTION RUSSE
A PETROGRAD ET AUX ARMÉES

Un vol. in-16 . . . . . 4 fr.

Le récit dramatique, inoubliable, fait au jour le jour par un témoin sincère mais passionné, de la plus formidable tourmente révolutionnaire que le monde ait jamais vue.

BIARD D'AUNET

APRÈS LA GUERRE :
POUR REMETTRE DE L'ORDRE DANS LA MAISON

Préface de M. ÉTIENNE LAMY, de l'Académie française

In-16. . . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences Morales et politiques

M. Biard d'Aunet a vu de prés les choses lointaines qu'il nous faut mettre à portée de notre regard; nul ne nous y aide mieux parce que nul n'a plus de sûreté dans les informations, de justesse dans l'esprit et de clarté dans le style. ÉTIENNE LAMY.

Il est quelques rares ouvrages de valeur où l'on trouve exprimées des idées justes et des conseils excellents. De ceux-ci est le livre de M. Biard d'Aunet.
A. LIESSE, de l'Institut (*Journal des Débats*).

M. Biard d'Aunet indique judicieusement la direction qui s'impose aux efforts français dans le domaine économique.
(*La Revue de Paris*).

Livre à lire, livre à méditer.
HENRI COULON (*Le Rappel*).

Chacun peut trouver dans ce livre des armes et des moyens d'agir. (*Excelsior.*)

PAYOT et Cie, PARIS, 106, Boulevard Saint-Germain

Erasme PILTZ

PETITE ENCYCLOPÉDIE POLONAISE

Un vol. in-8, avec carte. . . . . 5 fr.

Cette petite Encyclopédie vient à point pour combler heureusement une lacune en fournissant un ensemble d'informations sur la Pologne, sur ses efforts d'antan, sur ses forces latentes, sur ses ressources ignorées.

(*Polonia*).

Vilfredo PARETO

TRAITÉ DE SOCIOLOGIE GÉNÉRALE

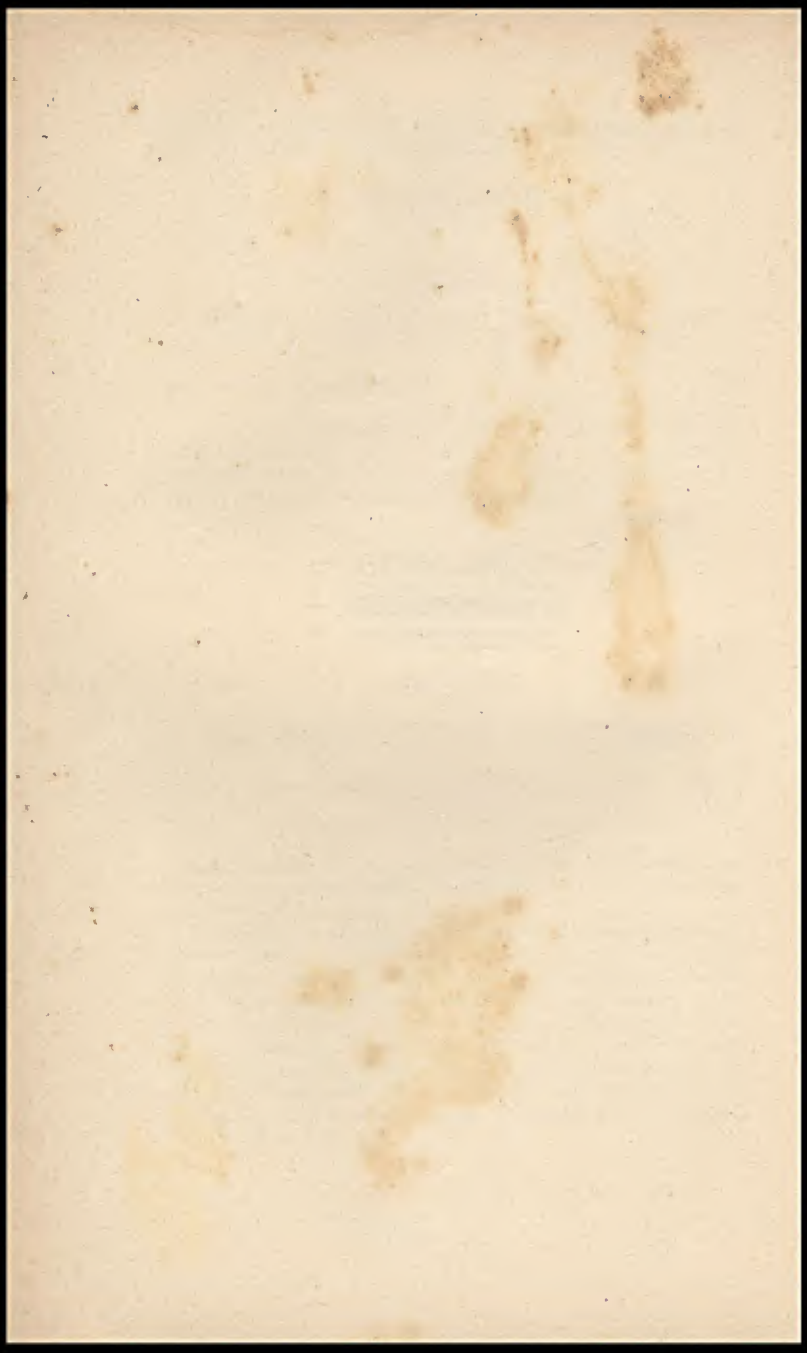
Volume I paru, grand in-8 de LXII-784 pages. Fr. **15** »

(Le volume II paraîtra fin 1917)

Cet ouvrage est un essai de constituer la sociologie en une science expérimentale, au même titre que la botanique, la zoologie, la biologie, etc.

L'auteur s'est appliqué à dégager de l'observation seule les lois fondamentales de la sociologie. Selon les méthodes employées dans les sciences naturelles, fondé sur l'observation, il a construit une théorie, en faisant usage de la méthode expérimentale, indépendamment de toute préoccupation éthique, métaphysique, théologique, pratique, patriotique ou autre; il fait faire à la science des sociétés un pas considérable dans la voie où l'avaient engagée Aristote et Machiavel. L'ouvrage a, dans les notes, un très copieux recueil de documents.

PARIS
Lang, Blanchong et Cie
7, Rue Rochechouart



CHOIX DE LIVRES

PUBLIÉS PAR LA

LIBRAIRIE PAYOT & Cie

106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

PARIS

MM. PAYOT & Cie enverront leur catalogue et la liste de leurs prochaines publications à tout lecteur qui en fera la demande.

VICTOR CAMBON

NOTRE AVENIR

In-16..... 4 fr.

Livre dur, livre implacable, mais livre sincère et vrai, plus utile à notre relèvement que les rialses assurances de ceux qui voient la solution dans l'extermination de la race allemande et la ruine définitive de son industrie.

CHARLES CHENU, *ancien bâtonnier.*

Notre Avenir est un livre d'utile documentation et de haut enseignement. (*Echo de Paris*).

M. Victor Cambon, qui avait prévu nos difficultés, a publié, sous le titre *Notre Avenir*, un livre du plus vif intérêt...
(*Le Gaulois*).

Livre remarquable...
(*L'Intransigeant*).

Notre Avenir contribue puissamment à la diffusion d'idées justes en matière économique... (*La Renaissance*).

L'œuvre de M. Cambon est des plus salutaires; son livre sera lu et approuvé par tous ceux que préoccupe la rénovation économique de la France. (*La Revue de Paris*).

Sous le titre suggestif *Notre Avenir*, M. Victor Cambon a publié un livre plein de lumineux enseignements et de conseils salutaires. (*La Croix*).

Expansion industrielle, enseignement technique, administration, main-d'œuvre, etc. M. Victor Cambon aborde dans ce livre à peu près tous les problèmes qui se poseront au lendemain de la guerre. (*L'Homme Enchaîné*).

Livre qu'il faut lire et relire...
(*L'Eclair*).

Livre pensé, documenté...
(*Les Hommes du Jour*).

Œuvre de premier ordre...
(*Je sais tout*).

Notre Avenir est un beau guide d'activité.
(*Le Soleil du Midi*).

Livre merveilleux et instructif...
(*Tablettes des Deux Charentes*).

Ce livre est un des plus judicieux et des plus opportuns que je connaisse... (*L'Express de Lyon*).

Ces remarquables études de M. Victor Cambon sont le résultat de trente années d'observations recueillies sur place. Un tel témoignage fait autorité.
(*Le Sémaphore*, Marseille).

Tout serait à citer de ce livre, surtout les pages de conclusion... (*Le Nouvelliste*, Lyon).

Ce livre est à la fois un geste courageux, une merveille de lucidité et un acte constructif au premier chef.
(*Gazette de Lausanne*).

ÉDOUARD HERRIOT

AGIR

In-16 . . . . . 4 fr.

Ce livre ouvre des vues sur presque tous les horizons politiques et sociaux. GASTON JOLLIVET (*Le Gaulois*).

En de nombreux chapitres pleins de vues ingénieuses, M. Herriot esquisse le programme d'activité de la France nouvelle... (*Le Matin*).

M. Edouard Herriot a dédié son beau et bon livre à la mémoire du grand Colbert...
CHARLES MAURRAS (*L'Action française*).

On trouvera dans ce livre des vues personnelles et pratiques sur tous les problèmes qu'a posés la guerre, tant en France que chez nos alliés. (*La Victoire*).

Ce livre est un recueil d'exposés substantiels où nous saisissons le jeu d'une intelligence vigoureuse s'attaquant loyalement à tous les grands problèmes de l'heure.
(*Revue des Français*).

Livre lumineux...
(*La Renaissance*).

Ce livre est véritablement une œuvre de haute pratique écrite par un homme qui sait, qui voit et ne s'attarde pas en vaines spéculations. (*New-York Herald*).

Les idées que renferme ce livre sont les plus saines, les plus fécondes pour l'avenir que l'on puisse semer à l'heure que nous vivons. ROLAND DE MARÈS.

Ce livre est tout un programme : celui vers lequel nous devons tendre tous nos efforts. (*L'Union économique de l'Est*).

Pages admirables et bien conformes aux traditions véritables de notre génie national. (*Télégramme*, Toulouse).

M. Herriot aspire — tout son livre le dit expressément — « à une politique d'ordre dans la grandeur ». Vive et belle formule. PAUL COURCOURAL (*Le Nouvelliste*, Bordeaux).

Programme d'un bon Français...
PAUL SORDOILLET (*L'Eclair de l'Est*).

Véritable mine d'observations et d'avertissements patriotiques. GASTON VALRAN (*Le Sémaphore*, Marseille).

Ce livre est le programme de demain...
(*Revue des Nations latines*, Florence).

Une belle leçon d'énergie et de sagesse se dégage de ce livre.
SERGE PERSKY (*Gazette de Lausanne*).

LYSIS

VERS LA DÉMOCRATIE NOUVELLE

In-16..... 4 fr.

POUR RENAITRE

In-16..... 4 fr.

Si un citoyen français a encore envie de dormir après avoir lu *Vers la Démocratie nouvelle*, c'est que la maladie du sommeil est chez lui incurable. A. AULARD.

Vers la Démocratie nouvelle est un livre magnifique. C'est le beau et grand livre de la guerre. HENRI CLOUARD.

Dans *Vers la Démocratie nouvelle*, Lysis aborde les plus vitaux de tous les problèmes. (*Le Gaulois*).

Ces livres sont d'une lecture si claire qu'ils font autour d'une même lumière l'union des mentalités les plus différentes. (*L'Illustration*).

La thèse que soutient *Vers la Démocratie nouvelle* s'impose à l'attention, car le problème dont il s'agit n'est autre que celui de la paix sociale dans la France de demain. (*Revue de Paris*).

Vers la Démocratie nouvelle est un livre de pensées fortes. UN DIPLOMATE (*L'Œuvre*).

Ces livres sont pleins d'idées mûrement réfléchies. (*Lectures pour tous*).

Vers la Démocratie nouvelle est un des livres les plus étonnants et les plus essentiels qui aient été écrits depuis longtemps. (*Revue de l'Enseignement des langues vivantes*).

Les conclusions du livre *Vers la Démocratie nouvelle* constitueront peut-être la charte démocratique de demain. (*New-York Herald*).

Vers la Démocratie nouvelle est un de ces ouvrages qui, répandus et médités, peuvent changer la mentalité d'une élite. (*L'Ouest-Eclair*).

De tous les ouvrages qui ont paru depuis la guerre, il n'en est peut-être pas un qui fasse autant réfléchir que *Vers la Démocratie nouvelle*. (*Le Courrier de Bayonne et des Pays basques*).

Les pages de *Vers la Démocratie nouvelle* rendent le son dur et clair de la vérité. (*Courrier des Etats-Unis*, New-York).

Vers la Démocratie nouvelle est un des ouvrages les plus remarquables et les plus nécessaires. (*La Gazette de Lausanne*).

VICTOR BORET

LA BATAILLE ÉCONOMIQUE DE DEMAIN

In-16 ..... 4 fr.

Songeant à l'après-guerre, M. Victor Boret renverse les termes de la proposition bismarekienne et dit fort justement : Après le soldat, le marchand. LUCIEN DESCAVES.

La bataille économique de demain! Victor Boret en dégage tous les éléments, moraux, politiques, financiers.

L. LAFFERRE, *Député, ancien Ministre.*

Il convenait que ces choses-là fussent dites, et par un membre du Parlement. RENÉ GAST (*L'Information.*)

Sous ce titre : *La Bataille économique de demain*, un député qui s'est fait remarquer plusieurs fois à la tribune par des interventions très applaudies dans les discussions d'ordre commercial, M. Victor Boret, a publié un ouvrage fort intéressant, plein d'idées personnelles qui méritent de retenir l'attention.

EDMOND THÉRY (*L'Economiste européen.*)

La censure a caviardé nos commentaires sur le livre utile de M. Victor Boret. (*Le Rappel.*)

Avec toute la précision d'un homme d'action, avec toute la sûreté que donne une longue expérience à ceux qui savent observer, M. Victor Boret expose ce que sera le péril de demain, lorsque le marchand germanique prendra dans la bataille la place du soldat casqué. (*Le Petit Journal.*)

M. Boret donne une liste impressionnante des industries nouvelles, appelées à une prospérité certaine, qui sont à créer dès le lendemain de la guerre. FRANC (*La Croix.*)

Avec le plus grand souci de ne jamais s'écarter de la vérité, M Victor Boret émet de très saines idées qui lui ont été inspirées par sa longue expérience commerciale. (*Paris-Bourse.*)

Le livre de M. Victor Boret est une œuvre courageuse. L'auteur ne craint pas de mettre le doigt sur la plaie et de dire aux uns et aux autres, même aux parlementaires leurs vérités.

(*L'Union économique de l'Est.*)

M. Victor Boret met en pleine lumière cette idée, dont il faut bien nous pénétrer, que, pour les Allemands, l'étranger reste toujours l'ennemi contre qui l'état de paix ne doit pas interrompre la lutte. (*Le Monde industriel.*)

L'insistance de M. Boret sur la grande puissance de l'initiative individuelle communique à son livre une haute valeur. Sa carrière est d'ailleurs la preuve qu'il agit tel qu'il le dit.

A. F. W. (*The New Europe.*)

Nos propres libres échangistes qui sont tout prêts encore à se laisser exploiter par l'Allemagne après la guerre ne sauraient certes trouver des encouragements dans le livre viril de M. Boret.

(*The Near East.*)

BIARD D'AUNET

APRÈS LA GUERRE : POUR REMETTRE DE L'ORDRE DANS LA MAISON

Préface de M. Étienne LAMY, de l'Académie française

In-16 ..... 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences Morales et Politiques

M. Biard d'Aunet a vu de près les choses lointaines qu'il nous faut mettre à portée de notre regard; nul ne nous y aide mieux parce que nul n'a plus de sûreté dans les informations, de justesse dans l'esprit et de clarté dans le style.

Etienne Lamy.

Il est quelques rares ouvrages de valeur où l'on trouve exprimées des idées justes et des conseils excellents. De ceux-ci est le livre de M. Biard d'Aunet.

A. Liesse, de l'Institut (*Journal des Débats*).

M. Biard d'Aunet indique judicieusement la direction qui s'impose aux efforts français dans le domaine économique.

(*La Revue de Paris.*)

Livre à lire, livre à méditer.

Henri Coulon (*Le Rappel*).

Chacun peut trouver dans ce livre des armes et des moyens d'agir. (*Excelsior*).

Voici un livre consacré à la France d'après guerre. Qui ne voudra l'avoir lu surtout lorsque son auteur, connaissant les questions économiques pour les avoir pratiquées pendant une utile carrière de diplomate, a tenu à traiter tout l'ensemble de ce vaste sujet, les questions politiques exceptées ou plutôt reléguées à l'arrière-plan?... (*Le Rentier*).

Il faut lire ces pages écrites par un homme qui nous apparaît connaissant à fond ce dont il parle.

F. Polet (*Le Havre*).

C'est un clair catéchisme d'action future, et en pleine harmonie avec la tradition et les qualités vitales de la nation... Œuvre de haute portée. Tous les Français que préoccupe l'avenir de notre pays après la guerre devront le lire et le discuter. Aucun ouvrage actuel n'est plus capable de rendre service au pays. Commandant G. Bourge (*Sémaphore de Marseille*).

Dans son livre, M. Biard d'Aunet a passé en revue et discute, avec une remarquable lucidité, la plupart des questions économiques qui se poseront après la guerre.

L. Brindeau, sénateur.

G. CLEMENCEAU

LA FRANCE DEVANT L'ALLEMAGNE

In-8..... 5 fr.

Lisez les trois cents pages de ce livre qui paraît court, qui donne la sensation d'une marche rapide, d'une montée à l'assaut. GUSTAVE GEFFROY.

Tous les Français, quelles que soient leurs opinions, y verront le visage ardent de la Patrie, et les Alliés, combattant pour un même destin, les neutres, spectateurs lointains du duel farouche, y trouveront l'image de la France, réveillée brusquement de sa confiance d'hier, et plus belle que jamais aux grands jours de son Histoire. (*Le Temps*).

Ce livre permet de juger en pleine connaissance de cause le rôle d'un des hommes politiques qui ont eu en ces dernières années la plus grande influence sur l'opinion française. (*La Revue de Paris*).

Ce livre contient des pages tout à fait saisissantes. (*Daily Mail*).

C'est toute la pensée française que M. G. Clemenceau exprime dans cet ouvrage, en homme d'Etat, en philosophe, en patriote. (*La Nouvelle Revue*).

M. Clemenceau parle, dans ce livre, en patriote clairvoyant et attentif. (*Revue chrétienne*).

Campant l'une devant l'autre les deux grandes personnalités morales de la France et de l'Allemagne, M. Clemenceau oppose magistralement les vertus surhumaines les plus pures, les plus hautes, de l'une, à l'appétit monstrueux de l'autre. (*Bordeaux-Colonial*).

La France devant l'Allemagne, c'est le livre de l'époque la plus tragique que l'on ait connue, le tableau d'un conflit de civilisation tel que la terre n'en avait jamais vu. (*Commerce et Industrie*).

On se souviendra, en France, de la voix prophétique dont l'écho nous arrive par *La France devant l'Allemagne*, de M. Clemenceau. Cet homme a sauvé son pays en l'avertissant. (*Gazette de Lausanne*).

MAURICE MURET

L'ORGUEIL ALLEMAND

In-16..... 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

L'ÉVOLUTION BELLIQUEUSE DE GUILLAUME II

In-16..... 4 fr.

Il faut saluer, chez M. Maurice Muret, le bon sens qui lui suggère des appréciations plutôt historiques, et, j'entends, par là, des évaluations positives, utiles...

EDMOND BARTHELEMY (*Mercure de France*).

Livres de combat, mais livres de vérité. Livres de circonstance, dira Maurice Muret, mais livres d'histoire.

J. ERNEST-CHARLES (*La Grande Revue*).

Livre unique et sans exemple dans l'histoire universelle.

JACQUES MORLANN (*L'Opinion*).

Il faut lire *L'Evolution belliqueuse de Guillaume II*... C'est une curieuse analyse du caractère du kaiser, et tous ceux qui s'interrogent sur demain rechercheront avec M. Murel la courbe d'évolution du « surhomme ». (*Le Rappel*).

Lisons attentivement les très curieux livres de l'érudit Maurice Muret... Nous comprendrons mieux notre adversaire et notre alliée; nous serons plus assurés de notre chance.

PAUL ADAM (*L'Information*).

...Livre tout rempli de faits précis, écrit d'une plume alerte, animé d'un véritable souffle d'éloquence...

CH. BÉMONT (*Revue Historique*).

Etude scrupuleuse et pénétrante du caractère, de la pensée et de la politique de Guillaume II depuis son avènement jusqu'à l'acte décisif qui engage sa responsabilité devant l'Histoire... A. L. (*La Revue*).

Ouvrages de premier ordre, de ceux — si peu nombreux — qu'on doit lire si on veut étudier la genèse d'un cataclysme sans précédent dans l'histoire et pour établir les responsabilités de l'Allemagne. JULES VÉRAN (*L'Eclair*, Montpellier).

...Œuvres fortement étudiées, qui témoignent d'une lecture énorme, d'une connaissance profonde du milieu...

ED. ROSSIER (*Journal de Genève*).

Dr ACHALME
Directeur du Laboratoire Colonial du Muséum

LA SCIENCE DES CIVILISÉS ET LA SCIENCE ALLEMANDE

Avec une préface de M. EDMOND PERRIER
Président de l'Académie des Sciences
et une réponse du Professeur OSTWALD

In-16 ..... 4 fr.

M. le Dr Achalme a mis bien nettement en évidence l'injustice jalouse et voulue des Allemands à l'égard de la Science française. C'est une bonne œuvre qu'il aura accomplie en la relevant.

EDMOND PERRIER, *Président de l'Académie des Sciences.*

Dans son ouvrage, qui est comme un réquisitoire, M. Achalme montre que dans les acquisitions fondamentales de la biologie, de la chimie et de la physique, les savants allemands n'ont fait qu'appliquer les découvertes étrangères, sans citer leurs auteurs. Il met en relief les mensonges de leur bibliographie, leur dogmatisme, leur méthode organisée se manifestant, non dans les synthèses, mais exclusivement dans les plus infimes détails.

Professeur ALBERT ROBIN, *de l'Académie de Médecine.*

« *La Hollande et la Science allemande.* »

On ne saurait me blâmer pour ce titre d'article. Je sais qu'il n'existe qu'une seule espèce de science dont la patrie est l'univers. Mais le terme « Science allemande » a son origine en Allemagne où il est très aimé, de sorte que c'est à eux-mêmes que les Allemands doivent s'en prendre si un livre que je viens de lire est intitulé : *La Science des civilisés et la Science allemande.*

Ce livre, sur lequel je désire attirer l'attention toute particulière de nos gouvernants, de nos étudiants et de nos travailleurs scientifiques, confirme tout ce que je pense depuis longtemps au sujet de la « Science allemande ».

Professeur HECTOR TREUB (*Le Telegraaf*, Amsterdam.)

Le Dr Achalme, qui s'est spécialisé dans des études aussi ardues qu'intéressantes, qui a été un initiateur lors de son passage dans nos hôpitaux, a publié sous le titre *La Science des civilisés et la Science allemande* un livre que tout médecin devrait lire...

Dr MARCEL BALDOUIN.

Je voudrais voir le livre du Dr Achalme dans toutes les mains. Aucun travail, depuis le début de la guerre, ne présente un intérêt plus réel, aucun n'est plus utile à notre cause, aucun ne porte un coup plus direct à l'ennemi. ALPHONSE SÉCHÉ.

L'auteur étudie la production scientifique de l'Allemagne dans les acquisitions capitales de la chimie, de la physique, de la biologie. Aucun précurseur, bien peu de réalisateurs, de la quantité, certes! mais une qualité inférieure, tel est le bilan de la grande science nationale allemande pendant ces cinquante dernières années. (*Revue internationale de médecine et de chirurgie.*)

RENÉ PUAUX

LE MENSONGE DU 3 AOUT 1914

Gr. in-8, illustré de 21 photographies, croquis et cartes hors texte..... 5 fr.

Bourré de documents, de plans, de croquis, d'autographes, de pièces de conviction, le réquisitiore de M. René Puaux n'a pas la prétention d'être complet ni définitif. Tel qu'il est. Il suffirait à faire condamner n'importe quel accusé devant n'importe quel jury. (*L'Opinion*).

Le Mensonge du 3 août 1914 met définitivement au jour le mécanisme de l'agression allemande avec une minutie passionnante de détails. (*L'Illustration*).

On conserve une impression de stupeur quand on lit les témoignages accumulés dans le *Mensonge du 3 août*.
(*Le Mercure de France*).

Ce livre constituera pour ceux qui écriront l'histoire du conflit mondial une base d'études absolument sûre.
(*Annales politiques et littéraires*).

Voici, avec des témoignages accablants, des faits contrôlés, le dossier de l'honnêteté française et de la préméditation scélérate des Empires du Centre à l'origine du conflit actuel.
(*L'Information*).

C'est le premier travail historique sur les origines de la guerre qui ait été établi sur des documents d'archives.
(*La Revue de Paris*).

Le Mensonge du 3 août 1914 soumet à une analyse serrée le tissu d'impostures et d'infamies dont est formée la déclaration de guerre allemande à la République française.
(*Journal des Débats*).

Après avoir lu cet ouvrage, tout homme éclairé et de bonne foi conclura avec l'auteur que « c'est sur la base d'odieux mensonges que la guerre a été déclarée ».
(*L'Action française*).

On ne peut lire sans indignation les chapitres qui nous montrent comment a été fabriquée la déclaration de guerre et nous donnent une idée des mensonges qui ont été accumulés à cette époque pour tromper l'opinion publique.
(*La Réforme sociale*).

Le Mensonge du 3 août 1914, dont la lecture est passionnante, est le premier travail historique sur les origines de la guerre qui ait été établie sur des documents jusqu'ici secrets des archives du gouvernement français.
(*L'Eclair de Montpellier*).

« Qui a commencé? Cela s'établit par des faits simples, clairs, vérifiables par tous. Vous en trouverez l'exposé dans le *Mensonge du 3 août 1914.* » (*L'Eclair de Montpellier.*)

Le résultat de ce laborieux et consciencieux travail, indispensable pour établir la responsabilité de la guerre actuelle, est le suivant : toutes les allégations des bureaux de la Wilhelmstrasse s'effondrent. (*Journal de Genève.*)

Ce livre apporte à l'histoire les témoignages nécessaires pour asseoir son jugement
(*Le Bulletin des Armées de la République.*)

J'ACCUSE

PAR UN ALLEMAND

Édition française. Gr. in-8°..... 4 fr.

Édition allemande. Gr. in-8°..... 4 fr.

Ce livre est, sans aucun doute, le plus formidable réquisitoire que jamais simple citoyen ait dressé contre le gouvernement de son pays. (*Revue des Deux-Mondes*).

On a plaisir à goûter cette discussion solide, ce style âpre, rude et souvent éloquent, cette voix vraiment humaine. (*Revue de Paris*).

On se demande avec une curiosité ardente quel peut bien être l'Allemand éclairé et audacieux à qui l'on doit ce livre de bonne foi et de bon sens. (*Journal des Débats*).

Ce réquisitoire prend sa force non seulement dans les faits énoncés avec un soin scrupuleux et clairvoyant, mais dans la personnalité même de l'auteur, indépendant et courageux. (*Le Gaulois*).

C'est l'ouvrage le plus important que la guerre ait inspiré. Sa publication a été un événement d'une portée mondiale. (*Dépêche de Toulouse*).

Ce livre veut dire: Révolution! On peut l'interdire, le confisquer, le passer sous silence, tout cela n'y fera rien.
FREDERIK VAN EEDEN (*Préface de l'édition hollandaise*).

...Volume d'une admirable puissance de dialectique, le plus complet, sûrement le plus juste qui ait vu le jour sur les origines de la guerre. (*Journal de Genève*).

Sur les menées de l'impérialisme allemand, la responsabilité des dirigeants, la préméditation cynique du plan d'agression austro-allemand, la démonstration de J'ACCUSE est péremptoire et définitive. (*National Suisse*).

Ce livre constitue contre l'Allemagne impérialiste le plus complet réquisitoire qui ait été écrit. (*Corriere della Sera*).

Ce livre est le plus formidable acte d'accusation contre l'Allemagne. (*The Times*).

Ce livre vivra longtemps après que la guerre sera terminée et sera cité par les historiens des siècles à venir. (*Breetish Weekly*).

Ce livre devrait être dans les mains du plus humble citoyen qui sait lire et s'intéresse aux affaires de son pays. (*Investors Review London*).

L'utilité d'un livre comme J'ACCUSE sera plus grande encore après la paix. (*Evening News*).

Voici un livre qui devrait être lu et sérieusement médité par tout homme qui pense. (*East Anglian Daily Times*).

S. GRUMBACH

L'ALLEMAGNE ANNEXIONNISTE

Édition allemande. Gr. in-8. . . . . 7 fr. 50
Édition française. Gr. in-8. . . . . 6 fr. »

Cet ouvrage, uniquement composé de témoignages écrits pendant la guerre, complète à merveille l'insuffisant *Livre blanc* qu'a publié le gouvernement de Berlin. M. Grumbach l'a intitulé *L'Allemagne annexionniste;* nous voudrions l'appeler, plus brièvement, le *Livre noir*. Quand on lit jusqu'au bout, dans l'ordre impartial où elles ont été classées par M. Grumbach, les déclarations rédigées par des Allemands de toutes classes et de toutes les opinions — depuis l'empereur Guillaume jusqu'au président du Syndicat des relieurs — on éprouve une impression inédite et inoubliable. Jamais aucun peuple n'a osé dire avec autant d'aplomb qu'il a droit à tout ce qui ne lui appartient pas. JEAN HERBETTE.

L'Allemagne annexionniste s'accuse elle-même par ce recueil de documents d'indiscutable authenticité, qui ont été publiés et répandus clandestinement en Allemagne depuis le 4 août 1914. HENRI LORIN.

M. Grumbach a rendu le plus grand service à la cause de la civilisation en établissant le dossier des ambitions germaniques. HENRI ALBERT (*Mercure de France*).

Livre suggestif et documenté.
STEPHEN PICHON.

C'est un livre à conserver avec soin dans les bibliothèques.
HENRI HAUSER (*Revue critique d'Histoire et de Littérature*).

On verra dans ce livre combien tous les partis en Allemagne sont devenus pangermanistes. (*Le Petit Journal*).

Dans *L'Allemagne annexionniste*, M. S. Grumbach a cloué, pour qu'on s'en souvienne, 400 pages de documents allemands. (*L'Intransigeant*).

Ce recueil de documents historiques constituera une source inépuisable pour qui s'occupe ou s'occupera dans l'avenir du grand conflit européen. (*Gazette de Lausanne*).

GABRIEL ALPHAUD

*

L'ACTION ALLEMANDE AUX ÉTATS-UNIS

DE LA MISSION DERNBURG A L'INCIDENT DUMBA
(2 août 1914-25 septembre 1915)

Préface de M. ERNEST LAVISSE de l'Académie française

In-8°..... 5 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française et honoré des souscriptions du Ministère des Affaires étrangères et du Ministère de l'Instruction publique.

* *

LES ÉTATS-UNIS CONTRE L'ALLEMAGNE

DU RAPPEL DE DUMBA A LA DÉCLARATION DE GUERRE
(25 septembre 1915-4 avril 1917)

In-8°..... 6 fr.

Le livre de M. Alphaud éclaire une des plus grandes questions apparues dans cette guerre... ERNEST LAVISSE.

Volume du plus vif intérêt. S. PICHON (*Petit Journal*).

Livre substantiel et nourri de faits où abondent les détails intéressants et les vues neuves...
HENRI ALBERT (*Mercure de France*).

Beaucoup de faits intéressants... un précieux choix de documents en appendice... L. EISENMANN (*Revue historique*).

Livre documenté et vivant...
VICTOR MARGUERITTE (*L'Information universelle.*)

Livre que tout le monde lira avec intérêt...
(*Le Correspondant.*)

M. Alphaud a exposé avec la plus grande précision, et en s'appuyant toujours sur les faits les plus certains, l'action allemande depuis le 2 août 1914 jusqu'au 25 septembre 1915.

On y trouve rapporté le texte de nombreux documents diplomatiques qui présentent au point de vue du droit un intérêt de premier ordre.
(*Revue général du Droit international public.*)

...Le récit de ces combinaisons étranges et pourtant vérifiées donne ici et là, au livre de M. Alphaud, à côté de l'austère apparence des pièces documentaires, les allures momentanées d'un roman d'aventures. (*Les Etudes*).

Ce livre dévoile tout le système allemand d'espionnage, de propagande, de pression diplomatique et économique à l'étranger. Son intérêt est considérable. (*L'Eclair*, Montpellier).

MARC HENRY

AU PAYS DES MAITRES CHANTEURS

Quelques aspects de l'Allemagne socialiste. — Artistes, monarques et censeurs. — Femmes allemandes. — Quelques formes de la vie courante. — Milieux juifs. — Maîtres-chanteurs, étudiants, officiers et agents de police. — La foire aux vanités.

Grand in-8 avec hors-texte en couleurs ..... 4 fr.

TROIS VILLES

VIENNE — MUNICH — BERLIN

In-16..... 4 fr.

C'est un livre exceptionnel parmi les livres publiés durant cette guerre... Il a produit sur moi une impression profonde.
J. ERNEST-CHARLES (*La Grande Revue*).

...Livre d'une documentation aussi riche et variée qu'attrayante... (*Le Gaulois*).

...Les souvenirs d'Allemagne, de Marc Henry, agrémentés de nombreuses et piquantes anecdotes, amuseront de nombreux lecteurs... (*Le Temps*).

...M. Marc Henry a, mieux que personne, pu voir et juger l'Allemagne d'avant la guerre...
LAURENT TAILHADE (*L'Œuvre*).

...Très curieux ouvrage abondamment observé...
CHARLES MERKI (*Le Mercure de France*).

...L'auteur, qui a vécu longtemps à Berlin et à Munich, connaît fort bien l'Allemagne; il a su voir au delà des façades et son style, d'un réalisme savoureux, sait conserver une vie étrange aux trouvailles de son observation impitoyable.
(*La Revue de Paris*).

...Les anecdotes que nous conte Marc Henry, sous leur forme nette, alerte, vibrante, ont souvent une portée politique ou sociale très grande... (*Le Radical*).

Ces deux livres sont pleins de mouvement, d'entrain, d'anecdotes, d'évocations colorées...
(*Journal de Genève*).

GEORGES BONNET

L'AME DU SOLDAT

In-16 ..... 4 fr.

L'intérêt de ce livre est profond. Tous les Français qui songent aux grands problèmes de demain liront *L'Ame du Soldat*.
(*Le Gaulois*).

Ces pages doivent être considérées comme les plus importantes, par leur signification et leur portée, entre tout ce qui a paru depuis le début de la guerre.
(*Le Mercure de France*).

L'Ame du Soldat est un beau livre, sain et fort.
HENRI CLOUARD (*L'Opinion*).

Ce livre, écrit avec un rare souci de vérité, constitue un document unique. P. G. S. (*La Revue.*)

Ce livre touche à toutes les questions vivantes d'aujourd'hui. Il a le mérite d'être mesuré, équitable, sensé et d'avoir voulu être tel. ROGER MARTIN DU GARD.

C'est là le livre qu'il faut lire, le seul jusqu'ici dans ce genre, le seul qui nous livre quelques sentiments secrets du poilu. (*Le Télégramme*, Boulogne-sur-Mer).

L'auteur a essayé de montrer *le Poilu tel qu'il est*, avec ses qualités et ses défauts, ses hésitations et ses défaillances. Il a pénétré son cœur. (*Le Poilu*).

Ce livre est une réaction contre la « littérature » de guerre. C'est l'âme d'un Français patriote à qui la guerre a beaucoup appris. (*Nouvelle Gazette de Zurich*).

Je ne connais pas de livre plus fort, plus vrai, plus instructif que *L'Ame du Soldat*.
ALBERT-FRANÇOIS PONCET (*La Revue.*)

L'emphase, voilà l'ennemi. Un auteur qui n'a point d'emphase, dans l'esprit ni dans le style, si de surcroît il voit juste, doit inspirer confiance. Il sied de croire, pour cette raison, M. Georges Bonnet et son livre *L'Ame du Soldat*.
ABEL HERMANT (*Le Figaro.*)

M. Georges Bonnet parle en soldat, le langage d'un soldat, sans parti pris, sans intransigeance, surtout sans haine.
MARC HENRY (*La France.*)

M. Georges Bonnet a entrepris de faire pénétrer jusque dans les coins les plus reculés de la zone de l'arrière quelques idées saines et quelques bonnes vérités touchant les sentiments et les pensées de nos héroïques défenseurs.
GASTON DESCHAMPS (*Le Temps.*)

CAPITAINE Z...

L'ARMÉE DE LA GUERRE

Les officiers. — Les soldats. — Le chef de section. — L'infanterie. — Troupes d'élite. — Engagés volontaires. — Marsouins. — Chasseurs. — Zouaves. — Cyclistes. — Conseils de guerre. — La discipline du front. — La légende du poilu. — La liaison au combat.

In-16..... 4 fr.

L'ARMÉE DE 1917

Le chef de corps. — Le troupier. — Officiers de troupe. — Le chef de bataillon. — Le commandant de compagnie. — Sous-officiers. — Le caporal. — Mitrailleurs. — Téléphonistes. — Joyeux. — Crapouilloteurs. — Infirmières. — Le poète de la guerre. — Les progrès de notre infanterie. — Le poilu et les journaux.

In-16..... 4 fr.

L'Armée de la Guerre aura certainement de l'influence sur notre corps d'officiers et sur les générations nouvelles. C'est en quelque façon un chef-d'œuvre... Il faut lire et faire lire : *L'Armée de la Guerre.* LÉON DAUDET (*L'Action française*).

C'est le livre le plus sincère qui, depuis le début des hostilités, ait été publié sur nos troupes...

CHARLES CHENU, *ancien bâtonnier* (*L'Intransigeant*).

Le livre du capitaine Z... est le plus merveilleux antidote qu'un soldat de bonne trempe, bien racé — qu'importe qu'il soit de la carrière ou qu'il soit d'aventure! — ait fourni pour calmer l'énervement, l'impatience.

JEAN NOREL (*Mercure de France*).

Un livre d'une belle franchise, tout plein de santé, d'énergie guerrière, d'ironie lucide...

ROBERT DE TRAZ (*Journal de Genève*).

Un livre d'une martiale franchise, d'expressive sincérité, de vigoureux jugement, d'un bon sens souverain... Oui, certes, en ces pages, c'est notre armée qui vit, son cœur qui splendit et son âme qui fleurit...

PAUL COUNCOUNAL (*Le Nouvelliste de Bordeaux*).

D'un mot, voulez-vous mon opinion sur le vivant ouvrage du capitaine Z... C'est — ou du moins ce devrait être — le catéchisme des civils.

J. TALLENDEAU (*Le Populaire*, Nantes).

Ah! l'œuvre bien française que celle-là!... Ce qui en constitue l'originalité, c'est son caractère de bon sens critique...

(*La Liberté du Sud-Ouest*, Bordeaux).

C'est une œuvre forte, virile, musclée, qui vous empoigne et ne vous lâche plus... (*Annales africaines*).

LIEUTENANT E. R. (Capitaine Tuffrau)

CARNET D'UN COMBATTANT

Avec 64 dessins à la plume de CARLÈGLE

In-16..... 4 fr.

L'auteur conte avec une simplicité, une sincérité qui égalent l'art le plus consommé, qui sont de l'art et du meilleur...
PIERRE MILLE (*Le Temps*).

Un livre sincère et réconfortant, un livre qui montre par quoi l'on dure au front et comment on tient, un livre fait pour soutenir tous les courages. (*Le Journal*).

Je recommande le *Carnet d'un Combattant* à tous mes lecteurs militaires ou civils, car il est l'ouvrage d'un homme d'honneur, qui voit juste, et l'expression même de la réalité. C'est un admirable volume que tous les civils doivent lire.
Capitaine Z...

Cet ouvrage écrit avec mesure, vrai sans exagération, réaliste sans grossièreté, présente les choses comme elles sont et traduit le véritable état d'âme des soldats. On les voit vivre et agir pendant l'assaut, au repos, à l'arrière, en corvée, en marche. L'horreur d'un pareil enfer ne déforme ni leur volonté, ni leur imagination, ni leur courage. De jolis dessins illustrent ces pages héroïques et simples.
A. ALBALAT (*Journal des Débats.*)

L'auteur du *Carnet d'un Combattant* est un écrivain de bonne race et de bonne tradition. Il a la force, le goût et le charme. (*L'Action française*).

C'est le seul volume de ce temps, avec *Le Feu*, qui nous fasse toucher l'âme même, boueuse et tragique, de la guerre aux tranchées...
LOUIS DELLUC.

Les récits du capitaine Tuffrau sont intéressants, bien venus, d'une langue souple et claire et donnent, en résumé, la physionomie des nôtres en présence de l'abominable guerre actuelle...
CHARLES MERKI (*Le Mercure de France*).

Beauté, noblesse, simplicité émanent de ces trente-deux esquisses, toutes vibrantes d'une émotion contenue, brossées avec un art discret... (*L'Union française*).

Ce livre est un beau livre, un de ceux dont nous, Français, pouvons être fiers; non seulement pour la qualité de l'artiste nouveau qui s'y révèle, mais à cause de l'âme qui l'inspire. En un temps où les yeux de l'étranger sont fixés sur notre pays, on aime de penser que c'est un Français qui a écrit ces pages, et que l'on saura par elles la hauteur où peuvent atteindre sans jactance certaines âmes de chez nous.
(*La France*).

ANTOINE REDIER

(Lieutenant R...)

MÉDITATIONS DANS LA TRANCHÉE

Ouvrage couronné par l'Académie française

Le devoir. — Terrassiers. — La Liberté. — Frères d'armes. — La Gloire. — Alouettes, Coquelicots, Souris. — La Force. — Le Dieu des Armées. — La Bravoure. — L'Ennemi. — Intelligents. — Les Lettres. — L'Honneur. — La Patrie.

In-16..... 4 fr.

Ces réflexions généreuses, entremêlées d'anecdotes savoureuses, d'observations pittoresques, formont l'un des témoignages les plus intéressants et les plus vivants que nous ayons sur la guerre et sur l'état d'âme des combattants.

(*La Revue des Deux-Mondes*).

...Livre de penseur et de soldat, de psychologue et de moraliste, franc et simple, profond et vrai... (*Le Gaulois*).

...Pages de bonne foi, directement inspirées de la réalité, simples de ton, franches d'accent, lumineuses d'espoir ..

(*Journal des Débats*).

Un bon et fier livre, où il y a de la philosophie, de la poésie, et la plus noble littérature... (*L'Action française*).

Un des livres les plus émouvants inspirés par la guerre. Les méditations sur le devoir, sur l'honneur, sur la gloire font songer aux plus belles pages de Vigny...

(*L'Opinion*).

M. Antoine Redier a écrit de bien jolies *Méditations dans la Tranchée*. Je dis jolies parce que la fraîcheur et la jeunesse, la modestie et la simplicité s'en dégagent, alors que l'esprit franc et réfléchi y découvre la profondeur et le don d'observation du poète qui a pensé la *Servitude et Grandeur Militaires*...

(*La Presse*).

Nous avons trouvé dans ce livre de la joie et de la lumière, une âme et une pensée françaises au plus haut point et, vraiment, c'est un beau livre, un livre puissant...

(*Le Nouvelliste de Bordeaux*).

C'est une étude de la psychologie du Français combattant, pénétrante, intelligente, variée, facile à lire, très agréable...

(*L'Express de Lyon*).

« Le beau, c'est le bon sens qui parle bon français. » Eut-on jamais l'occasion d'appliquer mieux cette pensée qu'au bel ouvrage intitulé : *Méditations dans la Tranchée?*

(*Liberté du Sud-Ouest*, Bordeaux).

LIEUTENANT PÉRICARD

FACE A FACE

Souvenirs et impressions d'un soldat de la Grande Guerre

Préfaee de M. MAURICE BARRÈS, de l'Académie française

35 dessins à la plume de M. PAUL THIRIAT et une couverture illustrée par JONAS

In-16..... 4 fr.

(Ouvrage couronné par l'Académie française)

CEUX DE VERDUN

In-16..... 4 fr.

DEBOUT LES MORTS!

Aujourd'hui, dans le monde entier, chacun connaît cet épisode que d'innombrables articles, des gravures, des poésies, ont popularisé. Vous vous rappelez? Les Allemands ont envahi une tranchée et brisé toute résistance; nos soldats gisent à terre; mais, soudain, de cet amas de blessés et de cadavres, quelqu'un se soulève et, saisissant à portée de sa main un sac de grenades, s'écrie : « *Debout les morts!...* » Un élan balaye l'envahisseur. Le mot sublime avait fait une résurrection.

J'ai désiré connaître le héros de ce fait immortel. Je me suis trouvé en présence d'un lieutenant aux cheveux blancs. Le lieutenant Péricard n'a pourtant que trente-neuf ans. Parti comme sergent de la territoriale, passé, sur sa demande, au 95e d'active, il a été nommé adjudant, sous-lieutenant, lieutenant... MAURICE BARRÈS, de l'*Académie française*.

Face à Face décrit avec une belle franchise les souvenirs et les impressions de la grande guerre. LOUIS BARTHOU.

Face à Face est un livre qu'on sent être d'une absolue sincérité... RENÉ BAZIN, de l'*Académie française*.

Livre admirable de simplicité et de sincérité...
PIERRE L'ERMITE (*La Croix*).

Le lieutenant Péricard peint sur le vif les grognons et les grognards de Verdun, les éternels mécontents qui finalement se battent comme des lions. Il faut lire de pareils livres et voir de près cette vie de tranchées, d'assauts, de fusillades pour comprendre réellement ce que c'est que cette prodigieuse race française, et de quels efforts surhumains elle est capable. Cet admirable récit devrait être entre toutes les mains.
A. ALBALAT (*Journal des Débats*).

Face à Face semble avoir été écrit avec Rosalie comme porte-plume. Vivants, sincères, simples, émouvants, élevés, ce sont de vrais récits de soldats. *Ceux de Verdun* se recommande par les mêmes qualités. (*La Liberté*).

Ce journal de soldat qui trouva dans un moment tragique le mot terrible et grand : « Debout les Morts! » est véridique, d'une sincérité franche et nette. (*L'Intransigeant*).

Ces souvenirs sont charmants d'humour, de bonhomie, de vivacité pittoresque et familière, de modeste simplicité.
(*Revue des Deux Mondes*).

ALBERT ERLANDE

EN CAMPAGNE AVEC LA LÉGION ÉTRANGÈRE

In-16 . . . . . 4 fr.

Avez-vous lu le récit d'Albert Erlande, *En campagne avec la Légion étrangère*, ce livre de résignation sublime dans la boue, dans la tragédie des tranchées? PAUL ANAM.

En ces récits brefs et précis, l'auteur nous trace de curieuses silhouettes de légionnaires, de types de « poilus » parfois déconcertants... Ce livre est un acte de justice.

ROLAND DE MARÈS.

Quelle galerie d'hommes extraordinaires nous montre M. Albert Erlande!

Ce récit, œuvre scrupuleusement historique, ne contient pas de digressions sur la guerre, mais des faits, des actes qui montrent des soldats. Et quelle galerie d'hommes extraordinaires. Des types de vieux soldats de carrière comme on n'en trouve plus qu'à la légion! Des figures inoubliables de chefs! Et toutes ces aventures écrites en un style de sang et de feu se développent dans une atmosphère de bonne humeur et d'héroïsme unique. (*La Croix.*)

Récit plein de fougue et de passion, livre de soldat, pensé et écrit par un soldat. (*L'Homme enchaîné.*)

L'auteur nous montre les légionnaires, hommes de tous les moudes et de toutes les conditions, que l'esprit de corps, l'ambiance et l'ascendant des officiers parviennent rapidement à fondre pour en faire une force d'élite. (*L'Intransigeant.*)

C'est une belle œuvre, vécue, fougueuse, alerte et simple. (*Le Siècle.*)

En affirmant que cet ouvrage est un chef-d'œuvre, nous exprimons l'avis de tous ceux qui l'ont déjà savouré. (*L'Illustré.*)

Comme toute épopée tient de la vie et du roman, le livre d'Erlande exprime la vérité d'existence de son bataillon, aussi puissant, plus soigné, plus délicat et peut-être plus exact encore, dans sa tenue et sa retenue, que celui de Henri Barbusse sur son escouade. EMILE ROUX-PARASSAC (*Le Feu.*)

On publie trop de « souvenirs » qui n'ont aucun intérêt pour ne pas reconnaître la réelle valeur littéraire du texte vivant et pittoresque de M. Albert Erlande. (*La Renaissance.*)

La simplicité, la vie, l'émotion aussi qui règnent dans tout cet ouvrage, le rendent d'autant plus intéressant et l'on sait gré à l'auteur d'avoir raconté seulement la vie des volontaires et des vieux légionnaires qui les encadraient et de ne s'être point laissé entraîner, comme tant d'autres, à disserter sur la guerre ou sur des états d'âmes. F. P. (*Le Petit Havre.*)

COMMANDANT ÉMILE VEDEL

NOS MARINS A LA GUERRE
SUR MER ET SUR TERRE

Ouvrage honoré d'une Souscription du Ministère de la Marine

In-16 ..... 4 fr.

Ce livre-là, outre qu'il est admirable, est le plus émouvant qui ait été écrit sur nos marins *combattant à la mer.*
PIERRE LOTI, de l'Académie Française (*Le Petit Parisien*).

Lisez et faites lire ce livre.
LÉON DAUDET (*L'Action française*).

Technicien très informé, écrivain très expert et singulièrement vivant, documenté aux meilleures sources, le commandant Vedel nous permet littéralement d'assister à des événements ou à des épisodes tout à fait caractéristiques... Cet ouvrage plaira à tous. (*Le Moniteur de la Flotte*).

Ce livre si documenté, si vivant, si vibrant de patriotisme.
COMMANDANT VIDI (*La Croix*).

Le récit, court, se précipite, entraîne le lecteur haletant comme aux péripéties d'un drame qui se déroule sous ses yeux... LUCIEN DESCAVES.

Ce livre retrace tous les hauts faits, sur terre et sur mer, de notre armée navale... La vente de l'ouvrage se fait au profit des œuvres de mer. Et cette raison s'ajoute à son mérite pour justifier le succès qu'il obtient.
LIEUTENANT-COLONEL ROUSSET (*La Liberté*).

Ces récits, émouvants et précis, rendent à notre armée de mer l'hommage que mérite son esprit de devoir et de sacrifice... (*La Revue de Paris*).

Le commandant Vedel passe en revue, avec un talent prestigieux et une documentation hors ligne, tous les faits héroïques, tous les drames où nos marins ont joué un rôle...
(*Le Gaulois*).

...Pages d'une puissance dramatique extraordinaire...
(*Havre-Eclair*).

...Livre poignant et superbe...
(*Le Nouvelliste*, Bordeaux).

Le lecteur est pris, en face de ces récits d'une vérité terrible, d'un frisson d'émotion où l'angoisse se mêle à l'admiration...
DE BOUZOLS (*Express de Lyon*).

Témoignage vécu, vivant, autorisé de ce qu'a fait notre marine sur les différents théâtres où elle a déployé son activité...
(*Le Populaire*, Nantes).

Librairie PAYOT et Cie, Pa

GABRIEL AI
L'Action Allemande aux Et
Les Etats-Unis contre l'Alle

BIARD D'
Après la Guerre. Pour ren
dans la Maison . . . .

VICTOR B
La Bataille économique de

G.-A. BOR
L'Italie contre l'Allemagne

VICTOR CA
Notre Avenir. . . . . .

G. CLEMEN
La France devant l'Allema

G. FERR
La Guerre Européenne . .

JOACHIM G.
Les Bienfaits de la Guerre

EDOUARD H
Agir. . . . . .

GEORGES I
L'Effort français en Amériq

LYSI
Pour renaître . . . . . .

MAURICE M
L'Évolution belliqueuse d
L'Orgueil allemand . . .

LORD NORT
A la Guerre . . . . . .

EDMOND PI
France et Allemagne . .

JULES SA
La Guerre et le Progrès. .

E. SERV
L'Exemple Américain . .

Imprimerie E. Durand, 18,